



#02

IF YOU REPEAT A  
LIE OFTEN ENOUGH,  
IT BECOMES TRUTH

POLITICS

# POPULISME

LA REVUE | 2/2022

Ce second numéro de la revue Populisme accueille un dossier intitulé « Un cycle populiste de gauche dans l'Europe post-2008 ». Réalisé sous la direction de Arthur Borriello et Manuel Cervera-Marzal, il fait suite au colloque *Left-wing populism. History, Theory, Practice*, organisé à l'Université de Liège les 14 et 15 octobre 2021. Il réunit cinq articles apportant un éclairage sociologique, historique et théorique sur le cycle populiste de gauche qui s'est ouvert en Europe au milieu des années 2010. Podemos, Syriza, la France insoumise et trois partis islandais sont scrutés de près, afin d'examiner le contexte institutionnel qui les a vus naître, les virages stratégiques qu'ils ont opérés et les défis organisationnels qu'ils doivent affronter.

**POPULISME**  
**LA REVUE** | 2/2022

---

Presses Universitaires de Liège

---

presses@uliege.be  
Place de La République française, 41  
Bât. O1 (7<sup>e</sup> étage)  
4000 Liège – Belgium  
www.presses.uliege.be

---

© 2022  
Tous droits de reproduction,  
d'adaptation et de traduction  
réservés pour tous pays

---

Maquette de couverture  
et mise en page : Thierry MOZDZIEJ

---

ISBN : 978-2-87562-325-6  
ISSN : 2795-6288

# POPULISME

## LA REVUE | 2/2022

---



Presses Universitaires de Liège

## À PROPOS

La revue Populisme est une initiative du Professeur Jérôme Jamin et de son centre d'études Démocratie en partenariat avec les Presses Universitaires de Liège. Multidisciplinaire et interdisciplinaire par essence, elle propose deux numéros thématiques par an.

Direction - Jérôme Jamin

Secrétariat de rédaction - François Debras

Mise en page - Thierry Mozdziej

Mise aux normes - Isabelle Beaurain

Site internet - Geoffrey Bourseau

## CONTACT

Jérôme Jamin

Courriel : [jerome.jamin@uliege.be](mailto:jerome.jamin@uliege.be)

Département de Science politique Faculté  
de Droit, Science politique et Criminologie  
Université de Liège Bâtiment 31

Bureau r 13 Quartier Agora  
Place des Orateurs 3 Boîte 11  
4000 Liège – Belgium

Site : [www.populisme.be](http://www.populisme.be)

# LA REVUE **POPULISME**

S'il existe bien un concept qui fait l'objet d'un intérêt scientifique majeur tout en étant contesté dans sa force, son utilité voire sa validité, c'est le populisme ! Il en est ainsi par ce qu'il est mobilisé dans les médias et l'espace public, bien au-delà des cercles académiques et des revues savantes. Mais aussi parce qu'en fonction de ses significations et des terrains étudiés, il brouille les clivages traditionnels, interroge notre rapport à la démocratie, et s'offre sans réserve comme une injure disqualificatoire.

Multidisciplinaire et interdisciplinaire par essence, la revue ouvre ses pages à la fois aux contributions qui portent sur les formes que le populisme peut prendre à droite, à gauche, dans les milieux progressistes et conservateurs, sur les réseaux sociaux, à la télévision, au sein des partis traditionnels, etc. Mais elle accueille également des articles consacrés à la validité du concept et à l'usage abusif qui est fait de ce dernier dans certains contextes.

## COMITÉ DE LECTURE

Nathalie Blanc-Noël - Université de Bordeaux

Jean-Yves Camus - Observatoire des radicalités politiques

Francis Dupuis-Deri - Université du Québec à Montréal

Paul Jackson - University of Northampton

Marlene Laruelle - George Washington University

Nicolas Lebourg - Université de Montpellier

Andrea Mammone - Royal Holloway University of London

François Provenzano - Université de Liège

Nathalie Schiffino - UCLouvain

Koen Vossen - Radboud University in Nijmegen

Pedro Zúquete - University of Lisbon



# “ Introduction : Un cycle populiste de gauche dans l’Europe post-2008 ”

Arthur BORRIELLO et Manuel CERVERA-MARZAL

- **Arthur Borriello** est docteur en science politique à l’Université libre de Bruxelles (ULB) et chargé de recherches FNRS au CEVIPOL (ULB). Après des recherches sur la gestion politique de la crise économique de la zone euro, il s’intéresse à présent à l’émergence et aux transformations de mouvements populistes en Europe du Sud.  
Université Libre de Bruxelles, Centre d’Étude de la Vie politique (CEVIPOL), Campus du Solbosch - CP 124, Avenue F.D. Roosevelt, 50, 1050 Bruxelles, artubor@gmail.com
- **Manuel Cervera-Marzal** est docteur en science politique à l’Université Libre de Bruxelles et chargé de recherches FNRS à PragmApolis (Université de Liège). Après des recherches sur le renouvellement du répertoire contestataire français (désobéissance civile, occupations), il s’intéresse désormais au renouvellement de la forme partisane en Europe de l’ouest.  
Université de Liège, Bât. B31, Sociologie des identités contemporaines, Quartier Agora, place des Orateurs 3, 4000 Liège 1, Belgique, manuelcerveramarzal@gmail.com

## 1. Saisir le populisme de gauche dans le temps et dans l’espace

Les conséquences politiques de la Grande Récession ont été nombreuses en Europe du Sud, où les systèmes partisans se sont trouvés bousculés par l’arrivée de nouveaux acteurs et mouvements. Parmi ceux-ci, la montée en puissance d’un populisme de gauche a été remarquable à bien des égards, tant par sa nouveauté – le phénomène, bien connu dans les Amériques, était en effet relativement neuf en Europe – que par la rapidité et la force avec lesquelles il a bouleversé les alignements partisans qui prévalaient avant la crise de 2008 (Martin, 2018). Remarquable, cette « vague » populiste de gauche l’était aussi par le lien étroit et explicite que certains de ses disciples entretenaient avec une tradition théorique particulière, l’école d’Essex, impulsée par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, qui analyse la formation des identités collectives dans une perspective post-marxiste (Chazel, 2021).

Le populisme de gauche, ainsi que le corpus théorique sur lequel il s’appuie, ont fait l’objet de nombreuses critiques. Certaines, provenant d’auteurs libéraux (Urbinati, 2013) et de certaines sensibilités de la gauche – marxiste et libertaire, principalement (Butler, Laclau et Žižek, 2000 ; Kouvelakis, 2019) –, questionnent la validité des fondements mêmes de ce courant politique. D’autres tentent, en acceptant les prémisses du cadre théorique laclauien, de porter un regard critique sur certaines de ses apories et/ou sur les limites des projets politiques qui s’en réclament (Stavrakakis, 2014 ; Borriello et Jäger, 2020 ; Glynos et

Mondon, 2016). Quelle que soit leur pertinence, le geste critique dont ces lectures procèdent est indispensable à l'heure où le cycle électoral ouvert par la Grande Récession de 2008 semble se refermer, invitant à soumettre les partis-mouvements populistes de gauche à un inventaire critique et provisoire.

Bien que ces nouveaux acteurs du jeu politique européen aient fait l'objet de nombreuses études visant à en analyser l'organisation, la composition sociologique de l'électorat et la stratégie communicationnelle (Dain, 2020 ; Petithomme, 2021), leur évolution rapide appelle de nouvelles lectures, plus diachroniques et systémiques, permettant d'expliquer leur trajectoire au-delà du moment de leur avènement. Le bilan de ces expériences politiques est, à cet égard, pour le moins contrasté. Après des débuts prometteurs et une irruption spectaculaire dans leur jeu politique national, ces mouvements ont connu des trajectoires assez semblables : défaites ou stagnations électorales, dissensions internes allant parfois jusqu'à la scission, transformation du discours, mise en œuvre difficile de leur projet de transformation sociale une fois au pouvoir. La gauche populiste européenne des années 2010 se heurte à des contraintes externes et contradictions internes en apparence insolubles.

Étudier ce cycle politique de façon heuristique suppose néanmoins de se départir d'un certain nombre de mauvais réflexes qui hantent la littérature sur le populisme. En premier lieu, il faut se prémunir contre une tendance à la normativité qui se transforme aisément en prétention thérapeutique plus ou moins explicite de la part d'auteurs qui considèrent le populisme soit comme la principale pathologie menaçant la santé des démocraties (Müller, 2017 ; Rosanvallon, 2020), soit comme la panacée permettant de remédier à ses imperfections et de dépasser les impasses stratégiques auxquelles se heurte actuellement la gauche (Mouffe, 2018). En second lieu, il est indispensable de décentrer le regard afin de sortir de l'eurocentrisme et du présentisme qui trop souvent caractérisent ce champ de recherche (Aslanidis, 2016). Le populisme s'inscrit en effet dans une histoire plus longue et une géographie plus vaste, dont le contenu et les limites font l'objet de débats. Bien que ce dossier se concentre, à partir des outils de la sociologie politique, sur un cycle politique circonscrit dans le temps et dans l'espace, les questions qu'il pose et les éléments de réponse qu'il apporte sont à replacer dans une perspective plus large. Ainsi, les traits propres aux formations politiques étudiées dans ce dossier – organisations jeunes, à la structure fluide, dépendantes de la figure du leader, concurrençant la social-démocratie dans un contexte marqué par la désagrégation des partis traditionnels – ne doivent pas être exagérément extrapolés et perçus comme des caractéristiques universelles d'un populisme immuable. Les exemples de populisme sans leader, fondés sur le développement des coopératives et des syndicats, s'appuyant sur des structures partisans solides dans un contexte de développement de la politique de masse, sont légion à travers l'histoire et le globe. Ces traits du cycle populiste de gauche européen actuel doivent donc plutôt être vus comme le signe d'une adaptation au contexte, toujours changeant, d'un projet politique dont on peut observer les similitudes des *narodnicki* aux *podemistas*, en passant par le péronisme : celles d'un mouvement populaire interclassiste apparaissant dans un contexte de crise et articulant ses revendications autour de la question démocratique (Tarragoni, 2019).

Dans le sillage d'autres travaux ayant mis en lumière la source des tensions internes à ces mouvements (Chazel et Fernandez, 2019), les transformations de leur stratégie discursive (Franzé, 2017), les enjeux de leur normalisation (Mazzolini et Borriello, 2021) ou de leur exercice du pouvoir (Cervera-Marzal, 2021), ce dossier regroupe plusieurs études, ancrées dans la sociologie politique, qui portent leur regard sur le

populisme de gauche européen à l'épreuve du temps et de l'espace. Ainsi, les effets de l'institutionnalisation et de la professionnalisation, les choix organisationnels et stratégiques, l'ancrage territorial différencié et les évolutions du contexte socio-politique sont au cœur des questionnements posés par les auteurs de ce dossier. À travers plusieurs cas d'étude et analyses comparatives, le dossier offre un aperçu des enjeux dynamiques du populisme de gauche en Espagne, en Grèce, en France et en Islande. Plusieurs axes de recherche sont privilégiés.

## 2. Succès et limites d'une hypothèse politique

Ce dossier fait place à l'étude de l'électorat, de la composition militante, du répertoire d'actions, du mode d'organisation, du rapport aux mouvements sociaux, de la stratégie d'alliances, du discours, de la pratique du pouvoir et des politiques publiques des forces populistes de gauche ; étant entendu que ces différents éléments peuvent varier dans le temps et dans l'espace, d'un mouvement populiste à un autre, variations elles-mêmes au cœur de l'enquête sociologique. À travers l'étude de ces différentes dimensions du populisme de gauche, ce dossier pose, en creux, la question délicate des conditions de son succès et de sa pérennisation dans le paysage politique européen.

En tant que véritable « hypothèse » politique, comme le noyau fondateur de Podemos aimait à l'appeler (Nez, 2015), la stratégie populiste appelle à être testée à la lumière de ses résultats concrets. L'application pratique du schéma laclauien procède en effet d'un diagnostic particulier, celui d'une « latino-américanisation » du champ politique dans le sud de l'Europe, ouvrant la voie à une reformulation du projet politique de la gauche. Recherches à l'appui, il semble en effet qu'un certain nombre de préconditions permettent l'émergence de forces populistes de gauche, aussi bien en Amérique latine (Anria, 2013 ; Van Cott, 2005) qu'en Europe (Damiani, 2020 ; Charalambous et Ioannou, 2019 ; Katsambekis et Kiouпкиolis, 2019). L'avènement de telles forces est, dans les deux contextes, souvent précédé d'une crise économique et politique d'ampleur, qui « ouvre » le jeu politique, permet l'ascension de nouveaux acteurs, pour peu qu'ils sachent capter les aspirations populaires en fustigeant la captation oligarchique de la décision politique. Le degré de conflictualité sociale et l'incapacité des partis de gouvernement à apporter des réponses aux revendications des mobilisations (démocratiques, altermondialistes, écologiques, féministes, antiracistes, etc.) semblent également constituer un terreau favorable, en ce qu'il permet de désigner plus facilement un ennemi contre lequel construire le nouveau sujet populaire.

Au-delà de leur avènement, comment rendre compte de l'évolution des formations dites « populistes de gauche » ? La réflexion sur les facteurs d'émergence peut ainsi être transposée aux déterminants de la réussite (ou de l'échec) de ces mouvements : quels facteurs, endogènes et exogènes, favorisent leur succès, et surtout, à quoi se mesure celui-ci (Scarrow, 2014) ? Si l'on s'en tient à la littérature classique sur les systèmes partisans (Aucante et Dézé, 2008), la stabilisation d'une nouvelle formation politique constituant l'exception plutôt que la règle, la capacité de Syriza, Podemos et la France insoumise de s'inscrire durablement dans le jeu politique seraient à saluer comme un accomplissement majeur. Pourtant, l'ambition

initiale de ces mouvements n'a jamais été de se cantonner à un rôle d'opposition ou de représentation minoritaire, mais bien de profiter de la fluidité des alignements partisans pour construire une force majoritaire capable de gagner les élections et de gouverner. De ce point de vue, seule Syriza semble avoir atteint l'objectif, puisque l'accession de Podemos au gouvernement semble s'être faite au prix de nombreux renoncements et *en raison*, plutôt qu'en dépit, de sa faiblesse relative par rapport au Parti socialiste espagnol (PSOE). Cependant, la marche arrière de Tsipras face à ses créanciers européens et sa relégation actuelle à l'opposition rappellent un autre enjeu de la mesure du succès des formations populistes. La victoire électorale ne devrait constituer qu'une étape dans la réalisation du véritable objectif de fond de ces mouvements, à savoir, conformément à l'héritage gramscien de leurs théoriciens, la construction d'une nouvelle hégémonie politique de long terme capable de s'incarner dans des institutions et des politiques publiques alternatives à celles du néolibéralisme dominant.

À cet égard, les partis populistes de gauche réalisent souvent des percées électorales fulgurantes, mais peinent à s'inscrire dans la durée, à maintenir leur étiage et à s'enraciner solidement dans la société, ce qui suppose de fidéliser un électorat suffisamment large, d'établir des structures stables et de diffuser une culture politique commune ; en d'autres termes, ils paraissent incapables – du moins jusqu'à présent – de construire une contre-société qui se poserait en modèle alternatif aux partis traditionnels (Ignazi, 2017). Comment rendre compte de ces faibles endurance et profondeur ? Ces difficultés ont trait à de nombreux facteurs, exogènes et endogènes, qui apparaissent en filigrane dans chacune des contributions à ce dossier : des éléments structurels (les règles du jeu électoral, la structure du système partisan, la composition sociologique de l'électorat, etc.), des éléments idéologiques et stratégiques (les stratégies d'alliance, la transversalité du message politique, le discours tenu par les principaux leaders, etc.) et des éléments organisationnels (degré de structuration interne, institutionnalisation, poids du groupe parlementaire, ancrage territorial, etc.).

## 2.1. *Un contexte institutionnel hostile*

Progressivement, le contexte extérieur est certainement devenu moins favorable aux formations populistes de gauche, à au moins deux égards. D'une part, après la phase aigüe de la crise économique et sociale, les conditions conjoncturelles d'émergence du populisme de gauche se sont peu à peu estompées. L'amélioration relative et progressive des conditions économiques en Europe du Sud après 2015, associée à une phase de retour à la normale et de stabilisation politique, ont probablement rendu inefficace le message populiste agoniste et déagiste. Ce constat d'une exhaustion du moment populiste et du passage à un « temps froid » de la politique était d'ailleurs partagé par l'ensemble des dirigeants de Podemos, qui se sont alors écharpés sur la stratégie à adopter dans ces circonstances : pour Iglesias, un repositionnement marqué à la gauche du PSOE ; pour Errejón, un maintien de l'ambition transversale à travers un discours plus modéré et consensuel. D'autre part, et plus fondamentalement, les conditions structurelles d'émergence du populisme de gauche en Europe sont aussi, paradoxalement, celles qui font obstacle à l'accomplissement de ses objectifs de long terme. Le « vide représentatif » (Mair, 2013) ouvert par la désintermédiation des sociétés européennes et le déclin des partis politiques traditionnels (Martinache et Sawicki, 2020) se

révèle à double tranchant pour le populisme de gauche. S'il favorise l'entrée en lice de nouveaux acteurs et l'obtention de succès électoraux rapides, il rend plus difficile la fidélisation d'un électorat devenu particulièrement atomisé et volatil. Par ailleurs, ce vide représentatif n'est que partiel, et la « pasokification » (nom donné par les militants au scénario d'écroulement pur et simple du parti de centre-gauche survenu en Grèce) n'est pas advenue partout. Après avoir traversé une période difficile, les partis traditionnels ont montré, en Espagne comme en France lors des scrutins municipaux et régionaux, une capacité de résilience certaine, qui pose une limite à la capacité des formations populistes de remodeler les allégeances politiques à l'envi. En d'autres termes, et comme cela a été reconnu par de nombreux activistes et membres du noyau dirigeant de Podemos, la « latino-américanisation » du jeu politique sud-européen a été largement surestimée par les acteurs qui espéraient en profiter.

## 2.2. Des virages stratégiques

Dans un tel contexte, les formations populistes de gauche ont été confrontées à des dilemmes stratégiques coriaces. Fallait-il prendre acte de la relative résilience des acteurs traditionnels et des clivages établis pour se repositionner comme un parti de gauche radicale classique, ou poursuivre la stratégie transversale coûte que coûte ? Dans le cas où les autres acteurs de la gauche réformatrice et radicale n'avaient pas disparu, fallait-il rejeter toute forme d'alliance pour maintenir une forme de « pureté » et d'extériorité aux acteurs du système, ou fallait-il au contraire s'engager dans des stratégies d'alliance pour construire un bloc populaire ? Ces questions, sous des formes différentes, se sont posées à l'ensemble des acteurs concernés, et ont été rendues d'autant plus urgentes par la présence ou le retour en puissance d'une extrême-droite décomplexée et menaçante.

Ces questions stratégiques révèlent, en creux, un autre enjeu de la réflexion académique sur le populisme de gauche. Ce dernier n'est pas une étiquette scientifique comme une autre : il est aussi un « manuel d'instruction politique »<sup>1</sup>, une ressource stratégique utilisée par des militants en vue de conquérir le pouvoir. À ce titre, il est peut-être erroné d'accoler à des formations politiques un tel label, comme s'il s'agissait d'un attribut permanent, d'une appartenance à une tradition historico-idéologique au même titre que le conservatisme, le socialisme ou le libéralisme. S'il s'agit bel et bien d'une ressource, il faut peut-être déplacer le questionnement vers les usages stratégiques différenciés qu'en font les acteurs de ces mouvements. Mélenchon n'a jamais fait secret du caractère partiel et intéressé de ses emprunts à la pensée de Laclau et Mouffe, ni de ses désaccords avec celle-ci sur un certain nombre de points. Les discussions avec les militants et cadres de la France insoumise révèlent, elles, une grande variété d'interprétations et de positionnements à ce sujet. De la même manière, le rapport relativement instrumental et temporaire de Pablo Iglesias à la stratégie populiste tranche avec l'adhésion beaucoup plus profonde que lui témoigne Iñigo Errejón. Ces enjeux stratégiques sont d'ailleurs souvent la marque de réseaux et de trajectoires de socialisation distincts à l'intérieur de la même formation (Chazel et Fernandez, 2019).

---

<sup>1</sup> Voy., à ce sujet, le documentaire réalisé par Fernando León de Aranoa, *Pólitica, manual de instrucciones*, 2016.

### 2.3. Des défis organisationnels

Enfin, une grande partie des difficultés rencontrées par le populisme de gauche a trait à la structuration des mouvements qui s'en revendiquent. Leur agilité tactique semble aller de pair avec une grande fragilité stratégique, l'une et l'autre résultant des mêmes facteurs : une organisation collective qui dépend fortement du leader, telle une pyramide qui repose sur le sommet ; une virtuosité dans la communication et le maniement des réseaux sociaux qui peut se retourner contre eux à la moindre erreur ; une structure souple, légère et informelle qui favorise la réactivité mais à laquelle fait défaut l'implantation locale, l'ancrage social, le maillage territorial, une culture commune, une discipline collective, des espaces de débat, de pluralisme et de démocratie interne.

L'observation sur la durée invite aussi à se demander si, au fil du temps, les mouvements populistes n'ont pas tendance à devenir des « partis comme les autres » (Lefebvre, 2018). Ils revendiquent au départ une forme-mouvement en rupture avec la forme-parti, jugée obsolète, mais cette ambition initiale semble s'amenuiser, voire disparaître, lorsqu'arrive l'épreuve du pouvoir (conquête d'une mairie, entrée au parlement ou au gouvernement). L'entrée dans les institutions est d'autant plus difficile à gérer pour ces formations qu'elle coïncide généralement avec une véritable « crise de croissance », à laquelle la légèreté de leurs structures ne les a pas préparées. Outre la question prosaïque de l'organisation du travail dans les institutions, celle des politiques à défendre ou à mettre en œuvre, ou encore celle, déjà évoquée, des alliances potentielles, l'institutionnalisation pose tout un tas de questions délicates : comment évolue la place du leader, le fonctionnement interne, le rôle du groupe parlementaire, l'organisation territoriale, les liens avec les mouvements sociaux et la société civile organisée, la professionnalisation des cadres ?

Pour le politiste et le sociologue, différentes notions et clés de lecture existent pour comprendre la spécificité organisationnelle du populisme de gauche et la façon dont celle-ci détermine son rapport à l'institutionnalisation. Parmi celles-ci, le concept de « parti plateforme » met l'accent sur la dimension participative, celui de « parti digital » met en avant le rapport au numérique et aux réseaux sociaux (Gerbaudo, 2018), le « parti-mouvement » attire l'attention sur le rapport entre la rue et les urnes (Della Porta *et al.*, 2017), la notion d'« entreprise partisane » place au cœur de l'analyse les capitaux investis et conquis par les membres de ces mouvements, celle de « parti décartélisé » insiste sur l'ancrage dans la société civile et sur le mode de financement citoyen, le « parti personnel » souligne la centralité du leader-fondateur (McDonnel, 2013), etc. Chacune de ces notions présente des avantages mais aussi des limites qui sont analysés dans ce dossier.

## 3. Structure du dossier

Afin de traiter, directement ou indirectement, les interrogations susmentionnées, ce dossier rassemble cinq articles. Le premier, signé par Arthur Groz, porte sur les carrières militantes des membres de Podemos, Syriza et la France insoumise. Il montre que, pour des partis contestataires, la professionnalisation constitue

une épreuve. Face à cette épreuve, trois parcours idéal-typiques se dégagent : des trajectoires ascendantes, d'autres descendantes et enfin, des trajectoires dites « rompues ». La probabilité pour chaque individu de s'inscrire dans l'un de ces trois parcours tient à ses ressources individuelles. Mais ces parcours nous renseignent aussi sur les dynamiques collectives à l'œuvre dans les partis populistes de gauche, et en particulier sur la concentration des décisions, qui se heurte aux aspirations à l'horizontalité.

Dans son article consacré à l'ancrage territorial de la France insoumise et de Podemos, Vincent Dain s'appuie lui aussi sur de nombreux entretiens auprès des acteurs, complétés par des immersions ethnographiques de plusieurs mois. Ce riche matériau empirique fournit de nombreux renseignements sur les différences entre les deux partis – Podemos a entrepris de se structurer et de se territorialiser, au contraire de la France insoumise (ces différences tiennent autant au contexte institutionnel qu'aux cultures politiques des acteurs) –, mais aussi sur la diversité interne à Podemos (la tentative de structuration/territorialisation de Podemos, impulsée par la direction, s'est confrontée à l'autonomie des branches régionales du parti) et à la France insoumise (qui semble désormais emboîtée dans une sorte de structure en matriochka, où l'Union populaire englobe la France insoumise qui englobe le Parti de gauche).

L'article de Valentin Soubise nous éloigne en partie des militants de base, de leurs pratiques et de leurs trajectoires au profit d'une focalisation sur le leader et son discours. Mais l'étude des idées politiques de Jean-Luc Mélenchon est finement rapportée au contexte – social, politique, intellectuel, spatial, temporel – dans lequel ces idées se sont progressivement formées. En confrontant les écrits de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau à ceux de Jean-Luc Mélenchon, Valentin Soubise met en évidence une série de proximités (notamment le primat de la souveraineté du peuple) qui autorisent ensuite à analyser la pratique politique de Jean-Luc Mélenchon à travers la grille analytique des deux théoriciens du populisme de gauche. Une telle analyse permet de poser un regard renouvelé sur les ambitions de la France insoumise, qui entend moins passer de la gauche au peuple, en abandonnant la première, que renforcer les liens distendus entre la gauche et le peuple.

Guillermo Fernández-Vázquez et Jorge Tamames se penchent pour leur part sur le discours de trois leaders de Podemos – Pablo Iglesias, Iñigo Errejón et Juan Carlos Monedero – afin d'étudier les conflits internes et les choix organisationnels et stratégiques opérés par le parti violet durant ses sept premières années d'existence. Ces conflits tiennent en grande partie à la relation entretenue avec les rivaux – devenus alliés de gouvernement – du PSOE et à l'interprétation des résultats et des potentialités électorales de Podemos. Les auteurs montrent ainsi que l'apparition du populisme de gauche doit être comprise davantage comme un symptôme de la crise de la social-démocratie que comme l'émergence d'une « vague populiste » qui aurait déferlé sur l'Europe, depuis les deux extrêmes (droite et gauche) du spectre politique.

Enfin, l'article de Lionel Cordier montre que le paysage politique islandais a connu depuis 2008 une série d'évolutions importantes (instabilité parlementaire, mobilisations sociales), qui ont des similitudes troublantes avec leurs voisins (sud)européens. Il analyse ainsi l'apparition, le succès rapide puis l'essoufflement de partis comme les Pirates, le Meilleur Parti et Avenir Radiieux entre 2008 et 2017, mais aussi sur leur incarnation à travers des figures emblématiques telles que celles de Jón Gnarr, maire de Reykjavík entre 2010 et 2014, ou Birgitta Jónsdóttir, poétesse et fondatrice du Parti Pirate. Ce faisant, Lionel Cordier

s'interroge sur leur rattachement à une tradition plus globale, ce qui permet de questionner les contours (conceptuels et géographiques) du populisme de gauche et de proposer une nouvelle catégorie, celle de « populisme libertaire ».

## 4. Enseignements et perspectives de recherche

Les articles rassemblés dans ce dossier examinent ainsi cinq déclinaisons contemporaines et européennes du populisme de gauche : Syriza, la France insoumise, Podemos et deux cas islandais moins étudiés, le Parti Pirate et le Meilleur Parti. Quatre des cinq articles reposent sur une démarche comparative qui permet de tester la cohérence socio-idéologique du populisme de gauche à l'échelle européenne et d'en appréhender les déterminants macrosociologiques. L'attention au contexte d'émergence du populisme de gauche se conjugue, dans les articles de Vincent Dain et Arthur Groz, à une plongée microsociologique et ethnographique permettant d'étudier les carrières militantes et les stratégies d'implantation locale. Dans l'article de Valentin Soubise, dans celui de Lionel Cordier et dans celui de Guillermo Fernández-Vázquez et Jorge Tamames, la focale est placée sur les discours des leaders : Jean-Luc Mélenchon pour la France insoumise, Jon Gnarr pour le Meilleur Parti, Birgitta Jónsdóttir pour le Parti Pirate, Pablo Iglesias, Iñigo Errejón et Juan Carlos Monedero pour Podemos.

Que ces partis politiques soient plutôt appréhendés par les pratiques et trajectoires des militants ou par le discours des leaders, il en ressort un même constat : celui d'une évolution rapide, indexée à la conjoncture politique, à la rivalité avec les autres partis, aux fluctuations de l'électorat populiste mais aussi aux querelles internes qui agitent les forces populistes de gauche. Si la crise de 2008 et les politiques d'austérité qui s'en sont suivies ont affecté l'ensemble des pays abordés dans ce dossier, il n'en reste pas moins que cette crise n'a pas eu partout la même intensité, que l'austérité s'est déclinée sur des modalités différentes et que le contexte politique national (en particulier la résilience de la gauche social-démocrate) joue un rôle important. Cela n'invalide pas la tentative de saisir le populisme de gauche à l'échelle européenne, mais invite à se montrer attentif aux spécificités nationales et même locales, puisque, comme le montre les enquêtes ethnographiques de Vincent Dain, l'implantation territoriale d'un même parti n'est pas identique au sein des différentes régions d'un même pays.

À la lecture des articles, on comprend que la fluctuation rapide des stratégies, des répertoires d'action et des discours populistes de gauche tient à deux éléments. D'abord, nous sommes en présence d'organisations jeunes, non encore stabilisées. En ce sens, comme le pointent l'ensemble des contributeurs, l'étude de ces partis est à poursuivre. Si l'on dispose de données désormais solides sur leur émergence, le processus de leur institutionnalisation reste à analyser. Deuxièmement, l'absence de stabilité des partis populistes de gauche est une caractéristique qui se retrouve aussi au niveau des systèmes partisans dans lesquels ces partis s'insèrent. La contribution de Guillermo Fernández-Vázquez et Jorge Tamames montre bien que la gauche social-démocrate (du PSOE) est au moins aussi déstabilisée que Podemos par la nouvelle conjoncture politique qui s'est ouverte suite au mouvement du 15-M (2011). Quant à Valentin Soubise,

qui montre avec minutie comment la pensée de Jean-Luc Mélenchon est une pensée *en mouvement*, il met également en évidence la concomitance du mouvement de la pensée et celui de la société française – Valentin Soubise parle, à propos des écrits de Jean-Luc Mélenchon, d'un « bricolage théorique répondant aux besoins de la pratique » –. On rejoint ici une intuition d'Antonio Gramsci dans sa *Note sur Machiavel* (1932) : « Écrire l'histoire d'un parti ne signifie rien d'autre qu'écrire l'histoire d'un pays d'un point de vue monographique pour en mettre en relief un aspect caractéristique ». L'instabilité du populisme de gauche est un symptôme et un reflet de l'instabilité des démocraties représentatives libérales.

Enfin, comme le montre Arthur Groz à propos des carrières militantes des membres de Syriza, Podemos et la France insoumise, ainsi que Lionel Cordier à propos de la composition et des élus du Parti Pirate et du Meilleur Parti, l'instabilité des discours et des pratiques populistes de gauche fait aussi écho à la rotation rapide des membres et des cadres des partis politiques étudiés. Le *turnover* militant est particulièrement élevé. Les défections individuelles, bruyantes ou discrètes, ainsi que les scissions collectives et les exclusions semblent rythmer le quotidien des partis populistes de gauche. En proie à de vives dissensions stratégiques, mais aussi à des enjeux matériels liés à la répartition des postes électifs, des investitures et des financements publics, les organisations populistes de gauche ont une vie interne agitée, et les conflits s'y règlent de manière souvent moins démocratique que l'ambition affichée. Le renouvellement de la forme partisane soulève des enjeux importants, concernant notamment le rapport entre la base militante et la direction, mais aussi entre les différents courants et sensibilités du mouvement. À propos de la démocratie intra-partisane et du mode de fonctionnement, on note des différences importantes entre Podemos, Syriza, la France insoumise et le Parti Pirate, qui font donc douter que le critère organisationnel soit pertinent pour définir le populisme de gauche.

## Bibliographie

- ANRIA Santiago, « Social Movements, Party Organization, and Populism: Insights From the Bolivian MAS », *Latin American Politics and Society*, 2013, vol. 55, n° 3, pp. 19-46.
- ASLANIDIS Paris, « Is populism an ideology? A refutation and a new perspective », *Political Studies*, 2016, vol. 64, n° 1, pp. 88-104.
- AUCANTE Yohann et DEZE Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- BORRIELLO Arthur et JÄGER Anton, « Left-Populism on Trial: Laclauian Politics in Theory and Practice », *Theory and Event*, July 2020, vol. 23, n° 3, pp. 740-764.
- BUTLER Judith, LACLAU Ernesto et ZIZEK Slavoj, *Contingency, Hegemony, Universality: Contemporary Dialogues on the Left*, Londres, Verso, 2000.

- CERVERA-MARZAL Manuel, « The “populist moment”: An expression that teaches us more about how we perceive our time than about this time itself », *European Journal of Social Theory*, Online First, 2020.
- CERVERA-MARZAL Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, 2021.
- CHARALAMBOUS Giorgos et IOANNOU Gregoris (dir.), *Left Radicalism and Populism in Europe*, Londres, Routledge, 2019.
- CHAZEL Laura et FERNANDEZ VAZQUEZ Guillermo, « Podemos, at the origins of the internal conflicts around the “populist hypothesis”: a comparison of the theoretical production, public speeches and militant trajectories of Pablo Iglesias and Íñigo Errejón », *Perspectives on European Politics and Society*, Online First, 2019, pp. 1-16.
- CHAZEL Laura, *Théorie et pratique du populisme par la gauche radicale : une analyse comparée de Podemos (2014-2020) et La France insoumise (2012-2020)*, Thèse de science politique, IEP de Grenoble, 2021.
- DAIN Vincent, *L’Institutionnalisation des nouveaux partis contestataires d’Europe du Sud au prisme des carrières militantes : une étude comparée de Syriza, Podemos et la France insoumise*, Thèse de science politique, Université de Montpellier, 2020.
- DAMIANI Marco, *Populist Radical Left Parties in Western Europe: Equality and Sovereignty*, Londres, Routledge, 2020.
- DELLA PORTA Donatella et al., *Movement Parties Against Austerity*, Londres, Polity Press, 2017.
- FRANZE Javier, « La trayectoria del discurso de Podemos: del antagonismo al agonismo », *Revista Española de Ciencia Política*, 2017, n° 44, pp. 219-246.
- GERBAUDO Paolo, *The Digital Party*, Londres, Pluto Press, 2018.
- GLYNOS Jason et MONDON Aurelien, « The Political Logic of Populist Hype: The Case of Right-Wing Populism’s “Meteoric Rise” and Its Relation to the Status Quo », *Populismus Working Paper Series* n° 5, 2016.
- IGNAZI Piero, *Party and Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2017.
- KATSAMBEKIS Giorgos et KIOUPKIOLIS Alexandros (dir.), *The Populist Radical Left in Europe*, Londres, Routledge, 2019.
- KOUVELAKIS Stathis, « Contre la raison populiste. Les impasses d’Ernesto Laclau », *Contretemps*, 24 juin 2019.
- LEFEBVRE Rémi, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 2018, 16 : 21-30.
- MAIR Peter, *Ruling the Void. The Hollowing of Western Democracy*, Londres, Verso, 2013.
- MARTIN Pierre, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.
- MARTINACHE Igor et SAWICKI Frédéric (dir.), *La fin des partis ?*, Paris, PUF, 2020.

- MAZZOLINI Samuele et BORRIELLO Arthur, « The normalization of left populism? The paradigmatic case of Podemos », *European Politics and Society*, Online First, 2021.
- MC DONNELL Duncan, « Silvio Berlusconi's Personal Parties. From Forza Italia to the Popolo della Liberta », *Political Studies*, 2013, vol. 61, n° 1, pp. 217-233.
- MOUFFE Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018.
- MÜLLER Jan-Werner, *Qu'est-ce que le populisme ?*, Paris, Gallimard, 2017.
- NEZ Héloïse, *Podemos, de l'indignation aux élections*, Paris, Les Petits Matins, 2015.
- PETITHOMME Mathieu, *Génération Podemos : Sociologie politique d'un parti indigné*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021.
- ROSANVALLON Pierre, *Le siècle du populisme. Histoire, théorie, critique*, Paris, Seuil, 2020.
- SCARROW Susan, *Beyond Party Members. Changing Approaches to Partisan Mobilization*, Oxford, Oxford University Press, 2014.
- STAVRAKAKIS Yannis, « Left-wing populism in the European periphery: the case of Syriza », *Journal of Political Ideologies*, 2014, vol. 19, n° 2, pp. 119-142.
- TARRAGONI Federico, *L'esprit démocratique du populisme. Une nouvelle analyse sociologique*, Paris, La Découverte, 2019.
- URBINATI Nadia, « The Populist Phenomenon », *Raisons politiques*, 2013, vol. 51, n° 3, pp. 137-154.
- VAN COTT Donna Lee, *From Movements to Parties in Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.



# “ Le local désinvesti ? Une analyse de l’ancrage territorial de Podemos et de la France insoumise ”

Vincent DAIN

☐ **Vincent Dain** est doctorant en science politique à l’Université de Rennes 1. Ses recherches portent sur les partis-mouvements, les transformations des gauches radicales européennes et l’Espagne contemporaine. Il est l’auteur de *Podemos par le bas. Trajectoires et imaginaires de militants andalous* (Arbre Bleu, 2020).  
Université de Rennes 1, Faculté de droit et des science politique, 9 Rue Jean Macé, 35042 Rennes,  
vincent.dain@univ-rennes1.fr

## Résumé

☐ Le populisme de gauche, du fait d’une conception verticale de la politique et de la prééminence d’un leader charismatique, porterait en germes une négligence de l’organisation locale, hypothèse rendue d’autant plus plausible que les partis qui s’en réclament se présentent comme des « mouvements » en quête de désintermédiation. À partir des cas de Podemos et de la France insoumise, saisis à travers le suivi des campagnes électorales, l’étude des documents partisans et une enquête ethnographique en Andalousie et en Bretagne, cet article propose une analyse de l’ancrage territorial de deux partis représentatifs du populisme de gauche. Après avoir mis en évidence les contre-performances de ces deux partis aux élections territoriales, l’article montre qu’en dépit d’un pari organisationnel similaire, Podemos et la France insoumise ont emprunté des chemins divergents en matière de structuration territoriale : tandis que Podemos s’est doté d’une organisation stratifiée et adaptée aux différents échelons territoriaux, La France insoumise conserve au niveau local un mode de fonctionnement très informel. L’article plaide enfin pour une analyse localisée de ces partis, afin de mieux prendre en compte la diversité de leurs configurations territoriales, leur inscription dans un environnement social local et la réalité de leurs interactions avec les mouvements sociaux.

## Mots-clés

☐ populisme de gauche, partis politiques, Podemos, La France insoumise, ancrage territorial, élections locales, analyse localisée.

Au cours de la décennie écoulée, les systèmes partisans d'Europe du Sud ont connu de profondes recompositions, en particulier sous l'effet de l'irruption de forces populistes de gauche, nées dans le sillage de la crise financière de 2008 et du cycle de mobilisation anti-austérité. Apparus dans des contextes nationaux bien distincts, en Espagne et en France, Podemos et la France insoumise (LFI) comptent parmi les principaux acteurs de cette lame de fond. Les deux entreprises politiques ont en commun d'avoir assumé – quoique davantage théorisé dans le cas de Podemos – leur recours initial à un discours populiste inspiré des thèses d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe et des expériences nationales-populaires latino-américaines. Fondées respectivement en 2014 et en 2016, elles ont par ailleurs bâti leurs premiers succès électoraux sur un même pari organisationnel, celui de s'affranchir – du moins dans un premier temps – des formes « traditionnelles » de structuration partisane. Conçus *par le haut*, sous l'impulsion d'un leader charismatique, Podemos et LFI ont d'abord opté pour des modes d'organisation souples, de nature à optimiser le travail de mobilisation électorale par la conjonction du centralisme décisionnel et de l'autonomie accordée à la base militante. Les deux partis, qui récusent volontiers le label partisan pour mieux revendiquer l'appellation de « mouvement », ont recours à une plateforme numérique qui diminue les coûts – symboliques et matériels – de l'adhésion. Ces innovations partisans se reflètent dans les diverses expressions régulièrement employées pour désigner ces nouvelles formes d'entreprises politiques : parti-mouvement, parti-plateforme, parti digital, etc.<sup>1</sup>.

Compte tenu de leur apparition récente, les mutations en cours et à venir de ces partis représentatifs de la vague populiste de gauche européenne suscitent de nombreuses interrogations. La littérature internationale, qui s'est davantage emparée du cas de Podemos que de celui de LFI, a récemment examiné ces évolutions sous divers angles : la transition de la marginalité vers le *mainstream*<sup>2</sup>, la normalisation<sup>3</sup>, le passage d'un discours « antagoniste » à un discours « agonistique », en des termes empruntés à Chantal Mouffe<sup>4</sup>. Dans la plupart des cas, les analyses privilégient ainsi le degré d'intégration au système politique, l'évolution – à la baisse – des performances électorales et la diminution de la charge subversive du discours populiste dans un contexte de changement de la structure des opportunités politiques. Quant aux enjeux organisationnels, ils sont le plus souvent abordés au prisme des mécanismes de sélection des candidats<sup>5</sup>,

---

<sup>1</sup> Si ces différentes tentatives de catégorisation nous paraissent pertinentes et méritent d'être débattues, nous n'emploierons en revanche qu'avec prudence l'expression de « parti populiste ». Le populisme de gauche est un élément distinctif du *discours politique* des partis étudiés, qui contribue indéniablement à éclairer la séquence politique qui préside à leur émergence, mais il ne nous semble pas correspondre à une *forme partisane* à part entière.

<sup>2</sup> KIOUPKIOULIS Alexandros et KATSAMBEKIS Giorgos, « Radical Left Populism from the Margins to the Mainstream: A Comparison of Syriza and Podemos », in AGUSTÍN Oscar García et BRIZIARELLI Marco, *Podemos and the New Political Cycle: Left-Wing Populism and Anti-Establishment Politics*, Londres, Palgrave, 2018, pp. 201-226.

<sup>3</sup> MAZZOLINI Samuele et BORRIELLO Arthur, « The normalization of left populism? The paradigmatic case of Podemos », *Perspectives on European Politics and Society*, 2021.

<sup>4</sup> FRANZE Javier, « The Podemos Discourse: A Journey from Antagonism to Agonism », in AGUSTÍN Oscar García et BRIZIARELLI Marco, *Podemos and the New Political Cycle: Left-Wing Populism and Anti-Establishment Politics*, Londres, Palgrave, 2018, pp. 49-74.

<sup>5</sup> CAIANI Manuela, PADOAN Enrico et MARINO Bruno, « Candidate Selection, Personalization and Different Logics of Centralization in New Southern European Populism: The Cases of Podemos and the M5S », *Government and Opposition*, 2021, 1-24.

des relations entre horizontalité et verticalité<sup>6</sup>, ou plus généralement des implications de la digitalisation sur la démocratie intra-partisane<sup>7</sup>.

Dans cet article, nous proposons d'étudier les transformations de Podemos et de la France insoumise sous un angle différent, celui de l'ancrage territorial. Les dynamiques territoriales de ces partis de la vague populiste de gauche ont jusqu'ici été peu abordées, sans doute en partie car les comparaisons internationales incitent davantage à se saisir des organisations comme un tout relativement homogène pour en dégager les traits communs, dans une approche macrosociologique peu centrée sur les ancrages locaux et les socialisations militantes. Lorsqu'intervient le rapport aux territoires, c'est ainsi le plus souvent pour évoquer un défaut d'implantation territoriale de ces organisations, mis sur le compte de différentes hypothèses. D'abord, la stratégie populiste porterait en germe une négligence du local, comme l'indiquent Samuele Mazzolini et Arthur Borriello (2021) à propos de Podemos : « le caractère extrêmement volontariste, vertical et formel de la conception de la politique de Laclau a en quelque sorte détourné l'attention des leaders populistes de gauche du nécessaire travail d'organisation et d'ancrage territorial ». Le modèle du parti-plateforme ou du parti digital, ensuite, suggère l'avènement d'organisations largement déterritorialisées, caractérisées par la recherche d'une désintermédiation toujours plus poussée entre le sommet et la base de l'organisation.

Pourtant, le maillage du territoire est longtemps apparu comme une préoccupation centrale des partis politiques. Adapter sa structure organisationnelle aux délimitations administratives des territoires (fédérations départementales, branches régionales, etc.), ici entendus comme des « espaces géographiques institutionnalisés »<sup>8</sup>, faisait *a priori* figure de passage obligé pour toute organisation partisane soucieuse de s'inscrire dans le temps. Ainsi La Palombara et Weiner, en 1966, voyaient dans « une *organisation locale* bien établie et apparemment durable, entretenant des rapports réguliers et variés avec l'échelon national », l'un des principaux critères de définition des partis politiques<sup>9</sup>. S'implanter localement, pour un parti, était et demeure un moyen de concourir aux élections territoriales et de s'insérer dans les arènes institutionnelles locales. La conquête de mandats électifs locaux favorise la professionnalisation des cadres partisans et permet de peser sur la conduite des politiques publiques. Elle est aussi susceptible de conférer aux partis une certaine résilience, à l'image, en France, du Parti socialiste et des Républicains qui, distancés sur la scène politique nationale, demeurent en mesure de se partager le pouvoir local, comme le montrent les résultats des élections régionales et départementales de 2021.

Qu'en est-il dès lors pour Podemos et la France insoumise, deux entreprises politiques dont on a précisé qu'elles avaient émergé sur la scène nationale, au moyen d'une structure à la fois souple et centralisée ?

<sup>6</sup> CHIRONI Daniela et FITTIPALDI Raffaella, « Social Movements and New Forms of Political Organization: Podemos as a Hybrid Party », *Partecipazione et Conflitto*, 2017, vol. 10, n° 1, pp. 275-305.

<sup>7</sup> GERBAUDO Paolo, « Are digital parties more democratic than traditional parties? Evaluating Podemos and Movimento 5 Stelle's online decision-making platforms », *Party Politics*, 2021, vol. 7, n° 4, pp. 730-742 ; DESERIIS Marco et VITTORI Davide, « The Impact of Online Participation Platforms on the Internal Democracy of Two Southern European Parties: Podemos and the Five Star Movement », *International Journal of Communication*, 2019, vol. 13, pp. 5696-5714.

<sup>8</sup> SMITH Andy, « Territoire », in PASQUIER Romain, GUIGNER Sébastien et COLE Alistair, *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020.

<sup>9</sup> Cité par OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2018, p. 10.

Comment la « machine de guerre électorale » de Podemos et le « mouvement gazeux » de Jean-Luc Mélenchon se déclinent-ils au local ? A-t-on affaire à des « partis-plateformes » intermittents, voire évanescents, ou à des partis soucieux de pérenniser leur organisation en consolidant leur implantation territoriale<sup>10</sup> ? Poser la question de l'ancrage territorial est ainsi, au fond, une manière d'appréhender les modes d'institutionnalisation<sup>11</sup> – ou de refus de l'institutionnalisation – de ces deux partis.

Cette contribution vise à fournir des éléments de réponse à ces interrogations et à esquisser de futures perspectives de recherche. Après un retour sur les stratégies adoptées et les résultats obtenus par les deux partis aux élections locales, nous verrons qu'au-delà des discours, Podemos et la France insoumise ont emprunté des chemins résolument divergents en matière de structuration territoriale. Nous plaiderons enfin pour une meilleure prise en compte de la diversité territoriale des deux partis ainsi que pour une grille d'analyse attentive, au-delà des enjeux strictement organisationnels, à leur insertion dans l'environnement social local. Nous nous appuyerons principalement sur l'étude des documents partisans, le suivi régulier des campagnes électorales et des processus internes aux deux partis, ainsi que sur des données issues d'une enquête ethnographique comparée réalisée auprès de Podemos en Andalousie et de la France insoumise en Bretagne. Notre enquête auprès de Podemos à Séville (septembre-octobre 2016 ; février-mars 2017 ; avril-juin 2019) nous a permis de recueillir un matériau composé de 45 entretiens semi-directifs et de notes issues de nombreuses séquences d'observation participante et de travail sur les archives militantes. Notre enquête auprès de la France insoumise, toujours en cours après avoir été provisoirement interrompue par la crise sanitaire, nous a conduits à réaliser des observations à Rennes entre janvier et mars 2020, puis entre avril et juin 2021, ainsi que 8 entretiens semi-directifs avec les militants locaux, dont se dégagent des résultats préliminaires sur lesquels nous nous appuyerons en partie ici.

Effectué dans le cadre d'une thèse en cours de réalisation portant sur la problématique de l'institutionnalisation partisane, le choix de ces deux terrains s'explique d'abord par leur caractère « périphérique » vis-à-vis du centre des organisations étudiées, toutes deux marquées par une forte concentration du pouvoir décisionnel à Madrid et à Paris. Ce choix est donc guidé par la volonté d'étudier le degré de formalisation et de pénétration des organisations partisans sur ces terrains tous deux spécifiques : la Bretagne par le relatif isolement des militants qui ne bénéficient pas de la présence sur le territoire d'un député élu à l'Assemblée ou au Parlement européen ; l'Andalousie car les rênes du parti dans la région ont longtemps été tenues par une sensibilité très distante, voire hostile, à l'égard des directives nationales. Sans être au cœur de l'article, les cas andalou et breton seront régulièrement convoqués pour appuyer l'analyse et les pistes de recherche que nous souhaitons proposer.

<sup>10</sup> Cette interrogation rejoint les questionnements posés par SAWICKI Frédéric, « Les partis politiques sont-ils voués à disparaître ? », in GAXIE Daniel et PELLETIER Willy (dir.), *Que faire des partis politiques ?*, Vulaines-sur-Seine, éditions du Croquant, 2018, pp. 289-308.

<sup>11</sup> On pourra ici se référer à la définition minimale de l'institutionnalisation fournie par Angelo Panebianco : « *the consolidation of the organization, the passage from an initial, structurally fluid, phase when the new-born organization is still forming, to a phase in which the organization stabilizes, develops stable survival interests and just as stable organizational loyalties* », in PANEBIANCO Angelo, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 18.

## 1. Un constat implacable : des contre-performances aux élections territoriales

Le degré d'implication dans les élections locales, de même que les résultats obtenus à l'issue de celles-ci, fournissent un premier indicateur de l'ancrage territorial de Podemos et de la France insoumise. En Espagne, les élections municipales et autonomiques de mai 2015 sont apparues comme des étapes marquantes de l'ascension électorale de Podemos, un an après le baptême du feu des élections européennes de mai 2014. Pour les élections municipales, le parti a fait le choix de ne pas présenter de listes étiquetées Podemos, par crainte de mauvais résultats susceptibles d'entraver la marche vers les élections générales (décembre 2015), mais aussi du fait de l'incapacité du jeune appareil à contrôler le profil des candidatures. Cette décision n'a pas empêché Podemos de soutenir des plateformes municipalistes qui ont rencontré un franc succès, au point de conquérir plusieurs des principales villes du pays, à l'instar de Madrid, Barcelone, Cadix, La Corogne, ou encore Saragosse<sup>12</sup>.

Aux élections autonomiques, en revanche, le parti a présenté des listes dans toutes les communautés autonomes, signe de l'importance accordée à l'échelon régional, qui occupe une place primordiale dans l'organisation territoriale espagnole<sup>13</sup>. Podemos s'impose alors comme la troisième force politique dans onze communautés autonomes, la deuxième en Galice grâce à une alliance avec Esquerda Unida et les nationalistes d'Anova (19,07 %). Le parti obtient également des scores avoisinant les 20 % en Aragon, dans les Asturies et dans la Communauté de Madrid (tableau 1) et fait son entrée dans l'ensemble des parlements régionaux grâce au système proportionnel.

Alors que les élections locales de 2015 ont pu être présentées par Podemos comme des jalons sur la voie du changement politique, celles de 2019 signent au contraire le déclin du parti anti-austérité. Les coalitions municipalistes victorieuses en 2015, qui offraient à Podemos une précieuse vitrine, perdent quasiment toutes leurs mairies, à l'exception de Barcelone, conservée par Ada Colau, et de Cadix, dont l'édile anticapitaliste a cependant quitté Podemos en 2020. Dans la plupart des communautés autonomes, Podemos a cette fois-ci concouru au sein de la coalition Unidas Podemos, aux côtés d'Izquierda Unida, une formation de gauche radicale fondée en 1986 et structurée autour du Parti communiste d'Espagne (PCE). Or, les scores réalisés par la coalition se révèlent bien inférieurs à ceux obtenus par les listes de Podemos en 2015. Unidas Podemos descend sous les 10 % dans quinze communautés autonomes et s'effondre sous le seuil des 5 % dans quatre d'entre elles. Cet échec se traduit mécaniquement par une hémorragie institutionnelle, puisque Unidas Podemos compte en 2019 deux fois moins de députés autonomiques que Podemos en 2015 (154 élus régionaux contre 78).

<sup>12</sup> Voy. le dossier « Les "mairies du changement" en Espagne », *Pôle Sud*, 2019/2, n° 51.

<sup>13</sup> Voy. à ce sujet GUNTHER Richard, HARGUINDÉGUY Jean-Baptiste, MONTERO José Ramón et PASQUIER Romain, « L'État des autonomes : dynamiques institutionnelles et politiques », in PERES Hubert et ROUX Christophe, *La Démocratie espagnole. Institutions et vie politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, pp. 79-102.

Cet échec aux élections territoriales de 2019 doit être mis en perspective avec la dynamique nationale d'affaiblissement électoral d'Unidas Podemos. Entre 2016 et 2019, la coalition a vu les effectifs de son groupe parlementaire au Congrès divisés par deux (de 71 à 35 élus), signe d'un net affaiblissement non réductible aux seuls échelons territoriaux. Un découplage n'en demeure pas moins observable entre les résultats obtenus aux élections générales de novembre 2019 et les scores réalisés lors des derniers scrutins autonomiques, assez nettement inférieurs dans la quasi-totalité des cas (tableau 1).

Ce déclin plus prononcé lors des élections territoriales atteste de l'échec de Podemos à s'insérer durablement dans les sous-systèmes politiques régionaux, après des scores pourtant prometteurs en 2015. Considéré comme une option politique nationale, Podemos souffre à l'échelon autonome de la concurrence de partis progressistes d'envergure régionale mieux implantés localement, comme Más Madrid, le Bloc national galicien ou encore Compromís dans la Communauté valencienne.

**Tableau 1** : Podemos et les élections autonomiques

	Résultats en % et nombre de voix aux élections autonomiques 2015* (Podemos)	Résultats en % et nombre de voix aux dernières élections autonomiques** (UP)	Résultats aux élections générales de novembre 2019 (UP)
Andalousie	14,84 % 590.011	<b>16,18 %</b> 584.040	<b>13,26 %</b>
Aragon	<b>20,51 %</b> 135.554	<b>8,8 %</b> 53.468	<b>10,93 %</b>
Asturies	<b>19,02 %</b> 102.178	<b>11,01 %</b> 57.893	<b>16,16 %</b>
Baléares	<b>14,69 %</b> 62.868	<b>9,71 %</b> 41.448	<b>18,29 %</b>
Canaries	<b>14,53 %</b> 132.159	<b>8,75 %</b> 78.168	<b>14,81 %</b>
Cantabrie	<b>8,83 %</b> 28.272	<b>3,12 %</b> 10.120	<b>8,72 %</b>
Castille-La-Manche	<b>9,73 %</b> 106.565	<b>6,9 %</b> 74.372	<b>9,3 %</b>
Castille et Léon	<b>12,1 %</b> 163.637	<b>4,95 %</b> 67.918	<b>9,44 %</b>
Catalogne	<b>8,94 %</b> 366.494	<b>6,87 %</b> 194.626	<b>14,27 %</b>

<b>Estrémadure</b>	<b>7,99 %</b> 50.873	<b>7,18 %</b> 28.849	<b>9,2 %</b>
<b>Galice</b>	<b>19,07 %</b> 271.418	<b>3,94 %</b> 51.630	<b>12,79 %</b>
<b>Madrid</b>	<b>18,59 %</b> 587.949	<b>7,21 %</b> 261.010	<b>13,12 %</b>
<b>Murcie</b>	<b>13,15 %</b> 83.133	<b>5,55 %</b> 36.163	<b>8,94 %</b>
<b>Navarre</b>	<b>13,71 %</b> 45.848	<b>4,74 %</b> 16.124	<b>16,74 %</b>
<b>La Rioja</b>	<b>11,22 %</b> 18.298	<b>6,63 %</b> 10.781	<b>9,97 %</b>
<b>Pays basque</b>	<b>14,86 %</b> 157.334	<b>8,05 %</b> 72.113	<b>15,51 %</b>
<b>Communauté valencienne</b>	<b>11,23 %</b> 279.596	<b>7,97 %</b> 213.007	<b>13,49 %</b>

Source : *El País*.

\* 2016 pour la Galice et le Pays Basque.

\*\* Les résultats présentés sont ceux des élections du 26 mai 2019, sauf pour l'Andalousie (2018), le Pays basque et la Galice (2020), la Communauté de Madrid et la Catalogne (2021).

La France insoumise, après un premier revers cinglant aux élections européennes de 2019 (6,3 %), a quant à elle abordé les élections territoriales en retrait. En 2017, après s'être largement hissé en tête des gauches à l'élection présidentielle, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon défendait le principe de candidatures estampillées LFI aux élections législatives, au nom de la « cohérence nationale des candidats sur l'ensemble du pays » et pour donner un supplément de visibilité à la marque « insoumise »<sup>14</sup>. Rien n'est moins vrai en revanche pour les élections municipales de mars et de juin 2020, très largement désinvesties par l'appareil partisan, bien que les militants aient pu participer à de multiples listes citoyennes<sup>15</sup>, qui n'ont toutefois pas connu la même fortune électorale que les plateformes municipalistes espagnoles de 2015. Quant aux élections départementales et régionales de 2021, elles ont été le théâtre d'alliances à géométrie variable. Ainsi, si l'on se concentre sur les élections régionales, les insoumis se sont-ils rangés derrière les communistes en Normandie et en Auvergne-Rhône-Alpes, derrière l'ancienne ministre socialiste Aurélie Filippetti dans le Grand-Est, et derrière les écologistes dans les Hauts de France, en Centre-Val de Loire et

<sup>14</sup> Voy. sur le site de la France insoumise : <https://lafranceinsoumise.fr/2016/11/04/compte-rendu-de-rencontre-parti-communiste-francais/> (consulté le 13 juillet 2021).

<sup>15</sup> GOURGUES Guillaume, LEBROU Vincent et SAINTY Jessica, « L'essor des listes participatives. Autour de la campagne des élections municipales 2020 », *La Vie des idées*, 31 mars 2020.

en Pays de la Loire. La France insoumise ne dirigeait des listes que dans quatre régions sur treize, en Île-de-France, en Bretagne, en Nouvelle Aquitaine et en Occitanie.

À l'exception de l'Île-de-France (10,23 %), les listes intégrées par LFI ne franchissent la barre des 10 % que lorsqu'elles sont conduites par des candidats écologistes. Par le jeu des alliances et des fusions de second tour, la France insoumise obtient 25 élus répartis dans cinq régions métropolitaines<sup>16</sup> – dont 10 en Île-de-France – et dans deux régions d'outre-mer (La Réunion et la Guyane). La pluralité des configurations complique la lisibilité d'un scrutin déjà fortement brouillée par une abstention massive (66,74 % au premier tour). Néanmoins, deux constats se dégagent lorsque l'on place la focale sur les quatre candidatures régionales menées par des têtes de liste insoumises (tableau 2). Tout d'abord, si l'on écarte le cas particulier de l'Occitanie, les candidatures insoumises n'améliorent que très légèrement les scores réalisés par celles du Front de gauche en 2015. En Nouvelle Aquitaine, la liste LFI conduite par Clémence Guetté régresse même en nombre de voix par rapport à celle emmenée par le communiste Olivier Dartigolles six ans plus tôt. D'autre part, de la même manière que pour Podemos, mais de façon bien plus frappante, les résultats obtenus aux élections régionales sont très nettement inférieurs à ceux recueillis par Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017 dans ces mêmes régions. Cet écart témoigne de l'incapacité de la France insoumise à reconstituer son électorat de 2017, très dépendant de la figure de Jean-Luc Mélenchon comme des circonstances particulières d'une élection présidentielle sans pareille. Cet électorat s'est éparpillé aux élections locales entre une abstention massive et le vote pour d'autres formations de gauche, à commencer par Europe Écologie-Les Verts et le Parti socialiste.

**Tableau 2** : La France insoumise et les élections régionales

	Résultats en % et nombre de voix aux élections régionales 2015 (Front de gauche)	Résultats en % et nombre de voix aux élections régionales 2021 (France insoumise)	Score en % de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle 2017
Bretagne	3,74 % 44.938	5,57 % 47.444	19,28 %
Île de France	6,63 % 208.943	10,23 % 240.875	21,75 %
Nouvelle Aquitaine	4,85 % 100.380	5,67 % 84.630	20,75 %
Occitanie	10,26 %* 210.602	5,06 % 76.381	22,14 %

Sources : Ministère de l'Intérieur (2015, 2017), *Le Monde* (2021).

\* En alliance avec EELV.

<sup>16</sup> L'Île-de-France, les Hauts de France, les Pays de la Loire, l'Auvergne-Rhône-Alpes et le Centre-Val de Loire.

Si le constat est sans appel pour Podemos et davantage encore pour la France insoumise, il faut néanmoins se garder de voir dans ces contre-performances aux élections locales une spécificité des partis qui se réclament du populisme de gauche. En Espagne, les organisations récemment émergées telles que Vox et Ciudadanos enregistrent elles aussi des scores inférieurs à leur étiage national aux élections autonomiques de 2019. À l'inverse, les forces historiques de l'ancien bipartisme, le PSOE et le PP, qui bénéficient d'un solide ancrage territorial, améliorent dans l'ensemble à l'échelle régionale les résultats obtenus aux élections générales. Dans le cas français, les élections régionales de juin 2021 sont un échec à tous points de vue pour La République en Marche. Le parti présidentiel, fondé en 2016, ne remporte aucune région et joue même un rôle mineur dans la plupart des seconds tours, lorsqu'il se qualifie.

Plus qu'une singularité du populisme de gauche, ce sont donc plus généralement ces nouvelles entreprises politiques qui, après avoir performé sur la scène nationale au moyen d'une structure de campagne efficace et d'un leadership médiatique, peinent à concurrencer des partis plus anciens et mieux enracinés localement. Faut-il dès lors mettre ces échecs au crédit d'une implantation territoriale balbutiante explicable par la jeunesse des organisations, ou d'un désinvestissement du local inscrit dans la nature des partis-plateformes ? Si la réponse définitive à cette question nécessitera immanquablement davantage de recul, les précédents développements montrent qu'il semble exagéré de parler d'une négligence du local dans le cas de Podemos, qui cherche à investir pleinement la compétition autonome. Du côté de la France insoumise, en revanche, les élections territoriales apparaissent nettement secondaires, voire marginales, au regard de la priorité accordée par le mouvement à l'élection présidentielle.

## 2. Territorialiser la structure partisane : la grande divergence

Au-delà du rapport aux élections locales, l'ancrage territorial de Podemos et de LFI peut être appréhendé à l'aune de la territorialisation de l'organisation partisane. Ces partis ont-ils jugé bon de se doter de ramifications locales stabilisées, correspondant à des échelons territoriaux bien identifiés ? Il est intéressant de remarquer qu'en dépit de leurs affinités et des similitudes dans leur pari organisationnel initial, les deux entreprises politiques ont pris, dans ce domaine, des chemins nettement divergents, qui tendent à confirmer le constat dessiné précédemment : bien que les deux partis rencontrent des difficultés à s'implanter, Podemos s'est doté d'une structure territorialisée, qui se matérialise par des instances locales durables, tandis que la France insoumise conserve aujourd'hui encore un mode d'organisation très informel au local.

Il existe certes toujours de réelles similitudes entre les unités de base du militantisme des deux partis : les cercles de Podemos et les groupes d'action de la France insoumise – anciennement groupes d'appui à la candidature de Jean-Luc Mélenchon –. Dans les deux cas, ces unités territoriales de base regroupent des militants à l'échelle d'une municipalité, ou d'un quartier dans le cas des villes moyennes et des grandes

agglomérations. Les cercles comme les groupes d'action sont ouverts à tous et sont censés conférer aux militants une grande marge d'autonomie dans l'action. Ils demeurent les principales portes d'entrée dans l'engagement partisan. Les deux partis rappellent d'ailleurs régulièrement leur souhait de renforcer ces précieuses unités qui fournissent les gros bataillons des campagnes électorales. LFI mobilise d'ores et déjà ses groupes d'action en vue de l'élection présidentielle de 2022. Le parti s'est récemment doté d'un nouvel outil numérique, l'application Action populaire, présentée comme un réseau social permettant aux insoumis de se coordonner localement et d'organiser des actions. Podemos, de son côté, effectue même depuis 2020 une distinction entre les « inscrits », enregistrés sur la plateforme numérique, et les « militants », qui doivent pour bénéficier de ce statut s'acquitter d'une cotisation minimale de 3 euros et s'affilier à un cercle local. Cette réforme de l'affiliation, qui octroie davantage de poids aux militants dans la prise de décision à l'échelon municipal, parachève en quelque sorte l'alignement de Podemos sur les standards conventionnels des partis politiques.

Dès son premier congrès, à l'automne 2014, Podemos a posé les bases de son modèle organisationnel. Le projet plébiscité par les inscrits, porté par Pablo Iglesias et son équipe, a débouché sur l'adoption d'une osature en partie calquée sur celles des partis « traditionnels ». Les statuts de Podemos prévoient ainsi l'élection d'un secrétaire général et d'un « organe de direction politique », le conseil citoyen. Ce schéma vaut pour l'échelle nationale mais aussi pour les échelons territoriaux municipaux et autonomiques, appelés à élire leurs directions locales dans la foulée. Dans les mois suivant le congrès, ces instances – renouvelées tous les quatre ans, sur le papier – ont progressivement été mises en place dans toutes les communautés autonomes ainsi que dans les municipalités comptant au moins six militants.

Ce schéma organisationnel se traduit donc par une institutionnalisation de la présence du parti dans les territoires. Dans les communautés autonomes, les coordinateurs autonomiques (secrétaires généraux régionaux), élus par les inscrits, s'entourent d'un conseil de coordination qui constitue le véritable organe exécutif régional, en charge d'appliquer la ligne politique du parti. Ces directions locales sont par ailleurs très largement professionnalisées, dans la mesure où la majorité des coordinateurs autonomiques cumulent leur rôle au sein de Podemos avec un mandat électif ou une fonction exécutive locale. Parmi les dix-sept coordinateurs autonomiques actuels, on compte par exemple deux députés au Congrès, trois adjoints au maire ou conseillers municipaux, six députés autonomiques, mais aussi deux membres de gouvernements régionaux (aux Canaries et aux Baléares).

Malgré la clarté de l'organigramme, cette implantation territoriale s'est avérée bien plus tumultueuse et conflictuelle que Pablo Iglesias et ses proches ne l'avaient escompté. Certaines branches régionales connaissent une instabilité chronique, à l'image de Podemos Cantabrie, qui a compté à sa tête pas moins de cinq leaders en cinq ans, après que son premier coordinateur régional a été accusé de harcèlement professionnel. Plus généralement, la factionnalisation à l'œuvre au sein du parti, symbolisée par le duel entre Pablo Iglesias et son ancien bras droit Íñigo Errejón, s'est lourdement répercutée sur les ramifications autonomiques. En 2017, le dirigeant de la branche valencienne de Podemos se ralliait au courant « errejoniste » en étrillant le « césarisme » de Pablo Iglesias. En 2019, c'est le coordinateur autonome de Podemos Murcie qui faisait défection et rejoignait les rangs de Más País, le parti dissident fondé par Errejón.

À la factionnalisation s'ajoutent d'incessants débats sur le degré d'autonomie des branches locales, qui ont donné lieu à de vives tensions entre les directions régionales et le centre madrilène. L'Andalousie constitue à cet égard un cas emblématique. Teresa Rodríguez, figure de proue de la faction anticapitaliste de Podemos, a pris les rênes de Podemos Andalousie en 2015. La députée autonome, adversaire de Pablo Iglesias dès le premier congrès du parti, n'a eu de cesse de fustiger le centralisme madrilène et d'exiger la fédéralisation de Podemos, afin de doter les branches régionales d'une personnalité juridique propre, d'un contrôle sur les finances, la ligne politique et les alliances locales. Teresa Rodríguez exprime ces demandes au nom de l'Espagne « plurinationale » que Podemos appelle de ses vœux, et d'un souverainisme andalou de plus en plus prononcé. Déjà à l'origine de la coalition Adelante Andalucía, rassemblant Podemos, IU et des formations nationalistes andalouses pour les élections autonomiques de 2018, elle multiplie les appels à former un « sujet politique andalou », au grand désarroi de la direction madrilène mais aussi des militants andalous les plus loyaux à Pablo Iglesias et les plus attachés à la marque Podemos. L'élue anticapitaliste, et avec elle la plupart des cadres andalous, quittent finalement le parti en février 2020 à la suite de l'entrée de Podemos au gouvernement, qu'ils désapprouvent. Le départ des dirigeants anticapitalistes occasionne une profonde restructuration des instances partisanes dans la région, tâche dont s'acquitte désormais Martina Velarde, députée au Congrès et proche de Pablo Iglesias, élue à la tête de Podemos Andalousie en juin 2020.

La France insoumise, de son côté, demeure à ce jour une organisation faiblement structurée localement, caractérisée par l'absence de strates intermédiaires entre un centre non élu par les membres, principalement composé du groupe parlementaire, et une base militante engagée dans les groupes d'action. Sur son site internet, LFI insiste sur le caractère « ouvert » et « évolutif » de l'organisation, dont les structures sont susceptibles d'être affinées à l'avenir, sans pour autant que les conventions du mouvement n'aient apporté plus de précisions à ce sujet. L'un des éléments les plus frappants de ce modèle organisationnel est donc le refus d'adopter des instances territoriales pérennes. La charte des groupes d'action le précise d'ailleurs noir sur blanc : « aucun groupe ou rassemblement de groupes ne peut constituer de structures intermédiaires permanentes qui prétendraient s'imposer aux autres groupes ou aux insoumis.es. ». Chaque groupe d'action est coordonné par un binôme d'« animateurs » qui ne dispose pas de pouvoir décisionnel particulier, et dont les prérogatives se limitent à un droit d'administration sur le site de la plateforme.

Contrairement à Podemos, il n'est donc nullement question à la France insoumise de référents locaux élus par la base et officiellement dépositaires de la parole partisane dans les territoires. Ce choix tranche avec le fonctionnement des principaux partis politiques français, structurés pour la plupart à l'échelle du département – y compris la République en Marche – ou de la région dans le cas d'Europe Écologie-Les Verts. Il s'explique principalement par l'aversion à la notabilité et la volonté des dirigeants d'éviter la bureaucratie du mouvement. Ceux-ci souhaitent à tout prix préserver la France insoumise des luttes intestines entre courants et prévenir l'émergence de barons locaux susceptibles de s'arroger des prérogatives et de concurrencer la direction nationale, le Parti socialiste constituant à cet égard la figure repoussoir<sup>17</sup>. Cette méfiance à l'égard de la politique locale, Jean-Luc Mélenchon l'exprimait déjà dans une note de blog

<sup>17</sup> LEFEBVRE Rémi, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 2018, (16), pp. 21-30.

en juillet 2017, anticipant les éventuelles tensions en préparation des élections municipales : « C'est mon devoir de prendre toutes les dispositions possibles pour éviter là encore une appropriation qui conduirait inévitablement à un rétrécissement du mouvement autour de ceux qui se sentiraient d'ores et déjà investis d'une responsabilité de candidat. J'ai trop vu dégénérer de grands élans en petits marigots et chefferies locales pour ne pas me sentir aujourd'hui en devoir de nous en prémunir »<sup>18</sup>.

Ces réticences de l'appareil n'empêchent pas les insoumis de se doter, dans certains cas, de porte-paroles locaux afin de gagner en visibilité médiatique sur le territoire. C'est le cas des militants de l'aire métropolitaine de Rennes, qui ont élu par un vote en ligne un binôme paritaire de porte-paroles qui, s'ils n'ont pas de pouvoir décisionnel, signent régulièrement des communiqués à destination de la presse. Toutefois, au-delà des diverses spécificités municipales, il n'existe pas d'instances partisanes autres que les dispositifs de campagne éphémères, des états-majors qui se font et se défont au rythme des échéances électorales. Cette tendance est particulièrement observable dans le cadre des élections départementales et régionales de 2021. Le comité électoral de la France insoumise a désigné pour l'occasion des binômes paritaires de « chefs de file » régionaux. Ces chefs de file, en majorité issus du Parti de gauche, l'une des pièces maîtresses de LFI, ont pour la plupart d'entre eux la particularité de concilier un ancrage local et un lien privilégié avec le centre névralgique de l'organisation, à l'image de Clémence Guetté, cheffe de file et tête de liste en Nouvelle Aquitaine, par ailleurs secrétaire du groupe parlementaire insoumis à l'Assemblée nationale, ou de Pierre-Yves Cadalen, candidat en Bretagne et porte-parole du Mouvement pour la Sixième République, « réseau citoyen » lancé par Jean-Luc Mélenchon en 2014. Ces chefs de file, gratifiés de la confiance de l'appareil, n'ont d'autre rôle que de conduire la campagne et n'ont pas vocation à s'installer comme des référents permanents de la France insoumise dans les régions.

En Bretagne, précisément, Pierre-Yves Cadalen, candidat au nom de la « Bretagne insoumise », s'est entouré d'une équipe de campagne et a réalisé un tour à vélo en plusieurs étapes à travers la région, qui a sans nul doute contribué à resserrer les liens entre les militants – objectif assumé dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022 –. Cependant, une fois la campagne achevée, la Bretagne insoumise n'existe plus qu'à travers ses réseaux sociaux et une boucle Telegram associant 140 militants, davantage destinée au partage d'informations qu'à l'élaboration de positions collectives. Il en va de même au niveau départemental en Ille-et-Vilaine, où les candidats s'étaient dotés d'une conversation Telegram commune, très active au cœur de la campagne, mais sur laquelle les messages se sont nettement taris depuis la fin de celle-ci.

Ce tour d'horizon de la structuration territoriale de Podemos et de la France insoumise donne à voir deux exemples bien distincts d'évolutions des partis-plateformes. Ces évolutions sont en partie guidées par des facteurs d'ordre institutionnel. Alors que l'importance de la compétition partisane autonome en Espagne favorise la mise en place d'une structure adaptée à l'organisation territoriale du pays, la présidentialisation du système politique français semble davantage propice à l'affirmation d'entreprises partisanes prêtes à faire l'économie d'une organisation structurée au local. Interviennent également en partie les cultures

---

<sup>18</sup> MÉLENCHON Jean-LUC, « À propos du mouvement "la France Insoumise" », note de blog, 10 juillet 2017, disponible en ligne à l'adresse <https://melenchon.fr/2017/07/10/a-propos-du-mouvement-la-france-insoumise-2/> (consulté le 13 juillet 2021).

politiques des deux partis, Podemos se voulant le fer de lance d'une « Espagne plurinationale » fondée sur une juste représentation des territoires, Jean-Luc Mélenchon revendiquant volontiers pour sa part un héritage centralisateur et « jacobin ». Ces divergences reposent enfin sur des appréciations différentes de ce à quoi doit ressembler une organisation efficace. Alors que les dirigeants de Podemos ont jugé bon de se doter de secrétaires généraux à tous les échelons pour concevoir une « machine de guerre électorale » multiniveaux, ceux de la France insoumise ont estimé plus rationnel de supprimer les intermédiaires entre le centre et la base pour concevoir une dynamique de mobilisation uniforme.

En formalisant son mode de fonctionnement au local et en instaurant des instances partisans pérennes, Podemos s'est doté d'une structure vouée à s'inscrire dans la durée. Le travail d'homogénéisation partisane s'est néanmoins heurté aux conflits internes et aux tentatives d'autonomisation de certaines branches régionales. Cette première phase d'implantation territoriale tumultueuse semble aujourd'hui toucher à sa fin. Avec le départ de Pablo Iglesias à l'issue des élections madrilènes de mai 2021, Podemos entame un nouveau cycle précisément placé sous le signe de la consolidation territoriale. La nouvelle direction, pilotée par la ministre des Droits sociaux Ione Belarra, aura pour tâche d'unifier la parole partisane dans les territoires et de prévenir les forces centrifuges dans les branches régionales. Elle pourra pour cela prendre appui sur des coordinateurs autonomiques fidèles à la direction madrilène : en 2020, dans les onze communautés autonomes qui ont renouvelé leurs directions locales, les candidats parrainés par Pablo Iglesias, en phase avec les orientations nationales du parti, ont pris les rôles.

Le fonctionnement local de la France insoumise est quant à lui caractérisé par la persistance de liens informels et de modes de coordination souples, voire éphémères, adaptés aux phases de campagne électorale. LFI a ainsi fait l'impasse sur une structure territoriale jugée encombrante et susceptible de dénaturer un mouvement volontairement conçu comme fluide et métamorphosable. En témoignent les lancements successifs de nouvelles plateformes censées appuyer la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2022 : Nous Sommes Pour !, en novembre 2020, rapidement remplacé à l'issue des élections territoriales de juin 2021 par l'Union populaire. Cette inflation « plateformiste », dont on peine encore à percevoir ce qu'elle implique pour l'avenir de la France insoumise en tant que mouvement, confirme quoi qu'il en soit un évitement de l'institutionnalisation partisane de la part des dirigeants nationaux. Elle pourrait laisser présager la superposition de plusieurs organisations sous la forme étonnante d'une structure en *matriochka* : l'Union populaire, s'appuyant sur les réseaux de la France insoumise, elle-même en partie assise sur les noyaux militants préconstitués par le Parti de gauche.

### 3. Se saisir de l'analyse localisée pour mieux comprendre les avatars partisans du populisme de gauche

Le travail d'implantation locale des organisations partisans ne se limite pas à la territorialisation de la structure partisane, il passe également par l'inscription dans un « site d'interaction local »<sup>19</sup>. Il importe dès lors de prendre en considération l'environnement social immédiat dans lequel s'insère le parti, qui borne l'« horizon pratique » où se déroulent les activités partisans, non réductible aux seules frontières administratives et institutionnelles des territoires<sup>20</sup>. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons terminer cette contribution par une invitation à opter pour une grille d'analyse localisée, à même d'éclairer la diversité territoriale de ces nouvelles entreprises politiques et les réseaux qui les irriguent.

Comme évoqué en introduction, si de nombreux travaux se sont à juste titre employés à dresser des typologies et à élaborer des concepts pertinents pour comparer les expériences populistes européennes, cette démarche comporte aussi le risque d'une excessive homogénéisation des collectifs partisans. Elle tend en effet à évacuer la diversité géographique des partis ainsi que leurs soubassements sociaux. Une approche infranationale, située au plus près des regards et des pratiques des acteurs locaux, nous semble dès lors digne d'intérêt, d'abord car elle est susceptible d'offrir une vue plus détaillée des multiples configurations territoriales de la vie partisane. Comme nous l'avons vu, le projet d'homogénéisation territoriale de Podemos s'est confronté aux résistances de certaines branches régionales, en Andalousie tout particulièrement. Ces réticences ne pourraient être comprises sans la spécificité de certains réseaux particulièrement influents dans les instances partisans andalouses : les réseaux de la gauche anticapitaliste (Izquierda Anticapitalista), d'une part, qui ont joué un rôle moteur dans la fondation du parti, mais ont rapidement été marginalisés au profit des équipes de Pablo Iglesias ; les réseaux andalousistes, d'autre part, et notamment ceux du Syndicat andalou des travailleurs (SAT), une organisation à la fois nationaliste et libertaire, héritière des luttes sociales des travailleurs journaliers des campagnes andalouses<sup>21</sup>. Cette conjonction des réseaux anticapitalistes, hostiles au schéma organisationnel mis en place par Pablo Iglesias, et des réseaux andalousistes, demandeurs d'une organisation adaptée aux spécificités territoriales de l'Andalousie, contribuent à expliquer l'autonomisation de la branche andalouse de Podemos sous la direction de Teresa Rodríguez.

<sup>19</sup> SAWICKI Frédéric, *La structuration du Parti socialiste. Milieux partisans et production d'identités*, thèse de doctorat en science politique, 1993, p. 71.

<sup>20</sup> Ce que soulignent Frédéric Sawicki et Jean-Louis Briquet : « la localité apparaît moins comme un espace géographique que comme un ensemble de réseaux structurés autour d'enjeux qui prennent sens localement », in SAWICKI Frédéric et BRIQUET Jean-Louis, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, 1989, vol. 2, n° 7-8, p. 10.

<sup>21</sup> ROCA MARTÍNEZ Beltrán et DÍAZ PARRA Ibán, « De la tierra a los supermercados : el SAT como ejemplo de particularismo militante y de renovación sindical », *Anuari del conflicte social*, 2012, n° 2.

Si le prisme local semble à première vue s'écarter de l'ambition généralisatrice des études nationales et des comparaisons internationales, il offre au chercheur un point de vue privilégié pour observer au plus près les ressorts de la « fabrique partisane »<sup>22</sup>. Or, il semble d'autant plus important de mettre au jour la composition des milieux partisans de Podemos et de LFI que les deux entreprises politiques affichent l'ambition de s'ancrer dans le tissu social. Podemos s'était donné pour but de « creuser des tranchées dans la société civile », selon une formule ressassée par Pablo Iglesias en 2016. La France insoumise, qui ambitionne de « se glisser dans tous les interstices de la société »<sup>23</sup>, s'est quant à elle dotée d'un « espace de l'auto-organisation et de la désobéissance populaire ». Ces stratégies de présentation de soi doivent être passées au crible de l'enquête de terrain.

L'analyse localisée fournit pour cela de précieux outils. En premier lieu, elle permet d'identifier quels sont les acteurs impliqués dans la genèse partisane à l'échelle locale, au-delà des leaders qui ont donné l'impulsion nationale. En retraçant les trajectoires des militants, il est ainsi possible de déceler l'historicité des partis du cycle populiste de gauche et les expériences préalables qui viennent les alimenter. Notre enquête auprès de Podemos à Séville montre par exemple que dans la capitale andalouse, le parti recrute bien en priorité dans le vivier des mouvements sociaux. Les principaux acteurs impliqués dans la fabrique partisane sont les réseaux altermondialistes et anticapitalistes, forgés dans le bouillonnement contestataire du début des années 2000, auxquels se sont imbriqués les réseaux du 15M et leurs multiples ramifications : assemblées de quartier, luttes contre les expulsions locatives, etc. Du côté de la France insoumise, en revanche, le recrutement apparaît plus équilibré, partagé entre des militants originaires d'autres partis politiques, à commencer par le Parti de gauche, et des acteurs des mouvements sociaux et du monde associatif, qui se reconnaissent dans la culture de l'action constamment prônée par Jean-Luc Mélenchon. On retrouve néanmoins, de part et d'autre des Pyrénées, une certaine proximité dans les profils socio-professionnels des militants que nous avons rencontrés. Y sont surreprésentés les métiers du secteur médico-social, les employés du secteur public, de la culture, et les enseignants, ces derniers étant particulièrement nombreux dans les cercles de Podemos à Séville. Les propriétés sociales des militants nous aident à expliquer leurs engagements extra-partisans, à l'image de l'implication des insoumis bretons dans les mobilisations du secteur de la santé, ou la participation constante de nombreux membres de Podemos Séville aux événements de la *marea verde* (marée verte), collectif de lutte pour la défense de l'école publique en Espagne.

Cette approche par le local permet par ailleurs d'analyser l'ancrage territorial sous l'angle de l'implication des militants dans des luttes sociales localisées, à l'image des mobilisations contre la prolifération des algues vertes en Bretagne dans le cas de la France insoumise. L'attachement à la lutte contre ce phénomène causé par l'agriculture intensive se ressent jusque dans la composition des candidatures pour les élections territoriales, puisque deux des principales figures de cette mobilisation, André Ollivro et Yves-Marie Le Lay, figuraient sur les listes de la France insoumise respectivement aux élections régionales et départementales en 2021.

---

<sup>22</sup> COMBES Hélène, *Faire Parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.

<sup>23</sup> « La France insoumise doit se glisser dans tous les interstices de la société », entretien avec Manuel Bompard, *Le Vent Se Lève*, 21 septembre 2017.

L'analyse localisée peut également prendre la forme d'une démarche très concrète consistant, par exemple, à examiner les dispositifs matériels d'implantation locale des partis, les lieux partisans. Ainsi, à Séville, les fonds du groupe soutenu par Podemos au conseil municipal servent à financer plusieurs « centres sociaux » qui s'inspirent en partie du modèle des centres sociaux autogérés. Ces centres, situés dans des zones géographiques stratégiques – des quartiers populaires à forte densité associative – ont vocation à servir d'interface entre le parti, les habitants du quartier et les mouvements sociaux. Ils sont utilisés comme locaux par les militants de Podemos et sont mis à disposition des associations qui en font la demande. À Rennes, c'est le local du Parti de gauche, financé grâce à la présence de deux élus du parti au conseil municipal, qui abritait ces dernières années les réunions de la France insoumise, révélant une dépendance financière et organisationnelle à l'égard de l'organisation-mère qu'est le PG, dans une municipalité – et plus généralement une région, la Bretagne – où LFI ne dispose pas de réels relais institutionnels.

On le voit, nombreux sont les chantiers à mettre en œuvre pour aboutir à une meilleure compréhension de ces nouvelles entreprises politiques souvent appréhendées par l'analyse strictement organisationnelle ou l'analyse de discours. Le recours à l'analyse localisée, en plus d'affiner notre connaissance descriptive de Podemos et de la France insoumise, est selon nous susceptible de verser de nouveaux éléments aux discussions scientifiques sur ces formes partisans ici associées au populisme de gauche. À l'heure de la digitalisation et de la quête de désintermédiation, il semble nécessaire de se demander dans quelle mesure ces partis-plateformes cherchent à mettre en mouvement et à maintenir actifs des réseaux locaux de militants. De ce point de vue, les résultats préliminaires de notre étude comparée témoignent de l'existence d'une base militante localement mobilisée, souvent formée à partir de réseaux d'interconnaissance préalables à la naissance des deux partis étudiés : les ramifications du mouvement des Indignés et des collectifs anti-austérité pour Podemos, le noyau militant du Parti de gauche pour la France insoumise.

Une analyse de l'ancrage territorial attentive à la variété des investissements militants et à l'environnement social dans lequel s'inscrivent les partis nous paraît également pertinente dans le cadre des réflexions sur les partis-mouvements contemporains<sup>24</sup>. Le prisme local est idéal pour documenter les interactions entre les partis et les mouvements sociaux, au-delà des discours tenus par leurs dirigeants. Notre enquête en Andalousie et en Bretagne nous amène ainsi à constater la présence d'une grande majorité de militants multi-positionnés, qui joignent à leur militantisme partisan un engagement associatif ou une mobilisation régulière en faveur d'une cause, à l'image de ces activistes contre la prolifération des algues vertes mentionnés précédemment. Ces multi-positionnements se traduisent-ils pour autant par des liens effectifs entre organisations ? Par des répertoires d'action partisans empruntés aux mouvements sociaux ? Nos premiers résultats suggèrent que les liens entre les deux partis et les mouvements sociaux passent avant tout par des circulations individuelles qui se concrétisent rarement par des jonctions organisationnelles.

Enfin, de véritables angles morts persistent, comme par exemple l'implantation rurale de ces partis du cycle populiste de gauche, dont les performances électorales comme les forces militantes demeurent concen-

<sup>24</sup> DELLA PORTA Donatella, FERNÁNDEZ Joseba, KOUKI Hara et MOSCA Lorenzo, *Movement Parties Against Austerity*, Hoboken, New Jersey, Wiley, 2017. Pour une vision plus générale sur l'expression de parti-mouvement, voy. KITSCHOLT Herbert, « Movement Parties », in KATZ Richard et CROTTY William, *Handbook of Party Politics*, Thousand Oaks, Californie, SAGE, 2006, pp. 278-290.

trées dans les grands centres urbains. Un défi mentionné aussi bien par les militants de Podemos Andalou-sie, qui décrivent le poids des réseaux clientélistes du Parti socialiste ouvrier espagnol dans les campagnes andalouses, que par les insoumis bretons, qui voient dans l'hégémonie du modèle agro-industriel un frein à la progression de leur discours écosocialiste en centre-Bretagne.

## Bibliographie

- BRIQUET Jean-Louis et SAWICKI Frédéric, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, 1989, vol. 2, n° 7-8, pp. 6-16.
- CAIANI Manuela, PADOAN Enrico et MARINO Bruno, « Candidate Selection, Personalization and Different Logics of Centralization in New Southern European Populism: The Cases of Podemos and the M5S », *Government and Opposition*, 2021, 1-24. CHIRONI Daniela et FITTIPALDI Raffaella, « Social Movements and New Forms of Political Organization: Podemos as a Hybrid Party », *Partecipazione et Conflitto*, 2017, vol. 10, n° 1, pp. 275-305. COMBES Hélène, *Faire Parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.
- DELLA PORTA Donatella, FERNÁNDEZ Joseba, KOUKI Hara et MOSCA Lorenzo, *Movement Parties Against Austerity*, Hoboken, New Jersey, Wiley, 2017.
- DESERIIS Marco et VITTORI Davide, « The Impact of Online Participation Platforms on the Internal Democracy of Two Southern European Parties: Podemos and the Five Star Movement », *International Journal of Communication*, 2019, vol. 13, pp. 5696-5714.
- FRANZE Javier, « The Podemos Discourse: A Journey from Antagonism to Agonism », in AGUSTÍN Oscar García et BRIZIARELLI Marco, *Podemos and the New Political Cycle: Left-Wing Populism and Anti-Establishment Politics*, Londres, Palgrave, 2018, pp. 49-74.
- GERBAUDO Paolo, « Are digital parties more democratic than traditional parties? Evaluating Podemos and Movimento 5 Stelle's online decision-making platforms », *Party Politics*, 2021, vol. 7, n° 4, pp. 730-742. GOURGUES Guillaume, LEBROU Vincent et SAINTY Jessica, « L'essor des listes participatives. Autour de la campagne des élections municipales 2020 », *La Vie des idées*, 2020. GUNTHER Richard, HARGUINDÉGUY Jean-Baptiste, MONTERO José Ramón et PASQUIER Romain, « L'État des autonomies : dynamiques institutionnelles et politiques », in PERES Hubert et ROUX Christophe, *La Démocratie espagnole. Institutions et vie politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, pp. 79-102. KIOUPKIOULIS Alexandros et KATSAMBEKIS Giorgos, « Radical Left Populism from the Margins to the Mainstream: A Comparison of Syriza and Podemos », in AGUSTÍN Oscar García et BRIZIARELLI Marco, *Podemos and the New Political Cycle: Left-Wing Populism and Anti-Establishment Politics*, Londres, Palgrave, 2018, pp. 201-226.
- KITSCHOLT Herbert, « Movement Parties », in KATZ Richard et CROTTY William, *Handbook of Party Politics*, Thousand Oaks, Californie, SAGE, 2006, pp. 278-290.

- LEFEBVRE Rémi, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 2018, (16), pp. 21-30. MAZZOLINI Samuele et BORRIELLO Arthur Borriello, « The normalization of left populism? The paradigmatic case of Podemos », *Perspectives on European Politics and Society*, 2021. OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2018. PANEBIANCO Angelo, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- ROCA MARTÍNEZ Beltrán et DÍAZ PARRA Ibán, « De la tierra a los supermercados : el SAT como ejemplo de particularismo militante y de renovación sindical », *Anuari del conflicte social*, 2012, n° 2.
- SAWICKI Frédéric, « Les partis politiques sont-ils voués à disparaître ? », in GAXIE Daniel et PELLETIER Willy (dir.), *Que faire des partis politiques ?*, Vulaines-sur-Seine, éditions du Croquant, 2018, pp. 289-308.
- SAWICKI Frédéric, *La structuration du Parti socialiste. Milieux partisans et production d'identités*, thèse de doctorat en science politique, 1993.
- SAWICKI Frédéric, « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, 1988, vol. 1, n° 2, pp. 13-28.
- SMITH Andy, « Territoire », in PASQUIER Romain, GUIGNER Sébastien et COLE Alistair, *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020.

# “ Syriza, Podemos, la France insoumise : (dés)engagement militant dans les partis « populistes de gauche » ”

Arthur GROZ

☐ Arthur Groz est attaché temporaire d'enseignement et de recherche, rattaché au CEPPEL (UMR 5112, CNRS-Université de Montpellier).  
Université de Montpellier, arthur.groz@laposte.net

## Résumé

☐ Cet article se propose de contribuer à l'analyse des carrières militantes dans les partis contemporains adoptant une stratégie « populiste de gauche » en Europe du Sud, en comparant les formes d'engagement et de désengagement de membres de Syriza, de Podemos, et de la France insoumise. La prise en compte des rétributions disponibles comme du phénomène de professionnalisation rapide de l'activité partisane permet d'élaborer une typologie tripartite, identifiant des carrières militantes ascendantes, stagnantes, et rompues. L'analyse de ces carrières amène à souligner l'évolution rapide des nouvelles formes partisans de la gauche radicale, marquées par une importante verticalité et une concentration des ressources. Ces caractéristiques conduisent à opérer un tri parmi les personnes s'y engageant au détriment de l'horizontalité organisationnelle.

## Mots-clés

☐ populisme de gauche, carrières militantes, partis politiques, engagement.

## Introduction – Au sujet du « populisme de gauche »

Le présent article propose une synthèse des effets de la professionnalisation de l'activité politique au sein des nouveaux partis de la gauche radicale mobilisant une stratégie « populiste de gauche », processus saisi au prisme de la comparaison des carrières militantes dans trois partis émergents en Europe au cours de la décennie 2010-2020 : Syriza, Podemos, puis la France insoumise.

Apparu il y a plus d'un siècle, le terme de populiste a vu son sens et sa portée évoluer avec les sociétés occidentales (Tarragoni, 2019). Il constitue depuis plusieurs décennies un anathème disqualifiant, rejetant hors du champ légitime divers acteurs, généralement *outsiders* (McDonnell, Lewell, 2011). Ceux-ci ont pour trait commun de contester l'hégémonie du personnel politique installé (*l'establishment*). Comme le rappelle Cas Mudde, pour qui le populisme est une « idéologie fine », « il n'y a virtuellement aucun politicien qui n'ait été qualifié de populiste à un moment ou à un autre. [...] Peu de politiciens s'identifient comme populistes. Ceux qui le font commencent généralement par redéfinir le terme d'une manière plus proche de l'usage populaire de démocratie que de populisme » (Mudde, 2017, p. 66).

Cependant, cette « idéologie fine » (en cela que les stratégies populistes développent des modes d'organisation spécifiques plutôt qu'un corpus idéologique, celui-ci étant réduit au minimum) trouve une déclinaison spécifique dans le « populisme de gauche ». Ce phénomène mérite une « définition épaisse », pour reprendre le terme de Manuel Cervera-Marzal, qui mobilise six critères pour identifier les acteurs s'y rattachant. Ceux-ci visent à parvenir au pouvoir étatique *via* les élections, en défendant un programme hostile au néolibéralisme comme aux différentes discriminations, et en mobilisant des affects (espoir, révolte...). Des thématiques traditionnellement marquées à droite (patrie, souveraineté) sont intégrées. Mais la référence à la gauche est assumée – bien que le discours se concentre sur l'opposition peuple/élites –. Enfin, un leader charismatique est nécessaire, étant susceptible de rassembler derrière sa personne des segments des classes populaires comme des classes moyennes en vue de déclassement (Cervera-Marzal, 2021).

## 1. Conséquences politiques de la crise de 2008

Durant la dernière décennie, les répercussions politiques de la crise bancaire et financière de l'été 2008 entraînent une rapide recomposition du champ partisan de plusieurs pays sud-européens. La remise en cause des mesures d'austérité comme du *statu quo* dû au bipartisme se développe à cette période de diverses manières. Des organisations contestataires traditionnelles se voient concurrencées par l'émergence de mouvements sociaux se revendiquant transversaux et apartisans (Font, Graziano, Tsakatika, 2021). En Espagne, le mouvement du 15 mai 2011 (15-M, aussi nommé mouvement des *Indignés*) trouve des échos dans plusieurs pays, tels que l'occupation de places à Athènes et ailleurs en Grèce.

Ces mouvements rencontrant un large soutien dans l'opinion publique sont interprétés par des *outsiders* politiques comme relevant d'une fenêtre d'opportunité propice au lancement de forces partisans capables d'offrir un débouché électoral à une contestation peinant à s'inscrire dans la durée. Les ressources financières et humaines très limitées dont disposent ces acteurs situés dans le champ de la gauche radicale<sup>1</sup> les contraignent cependant à fonder des structures concentrant le pouvoir autour d'une direction réduite chapeauté par un leader charismatique selon une stratégie « populiste de gauche ». Ces structures partisans se caractérisent alors par des modalités d'adhésion simplifiées, ainsi que par la réactivation de réseaux préexistants leur permettant de se doter rapidement d'une assise militante.

Le lancement de Podemos en janvier 2014 et les succès électoraux qui s'ensuivent constituent à bien des égards un moment charnière dans l'histoire politique espagnole, aux conséquences importantes en Europe du Sud. Les fondateurs de parti proposent une synthèse des apports 15-M, allant de la mobilisation de thématiques transversales servies par une communication professionnelle, aux dispositifs de démocratie internes innovants (Marzolf, Ganuza, 2016). Le projet s'inscrit en rupture avec le modèle organisationnel des partis de gauche traditionnels en s'inspirant d'exemples contemporains de « partis-mouvements » (Lefebvre, 2018) apparemment inclassables tels que le Mouvement Cinq Étoiles (M5S) italien, alors en pleine ascension (Mosca, 2014 ; Tronconi, 2015 ; Mikola, 2018)<sup>2</sup>.

Les succès électoraux de la nouvelle gauche radicale espagnole s'accompagnent d'une percée de la coalition grecque Syriza (devenu parti en 2012), qui accède au gouvernement en janvier 2015. À la même période en France, le Front de Gauche disparaît au profit de la France insoumise, lancée début 2016 autour de la candidature présidentielle de Jean-Luc Mélenchon.

Podemos, Syriza, la France insoumise : ces trois partis participent d'un phénomène de renouvellement des formes de structuration partisane, profitant de l'affaiblissement de la tendance au bipartisme et du renouveau des mouvements contestataires pour tenter d'accéder rapidement au pouvoir. À sa façon, chacun d'eux a développé une stratégie « populiste de gauche » conforme à la définition proposée par Manuel Cervera-Marzal, et adaptée aux conditions concrètes de leur pays.

Leur comparaison a ici pour but de déterminer l'existence d'un processus de professionnalisation commun. Elle se fonde sur ces trois cas ici étudiés à travers les parcours de leurs militants. Bien que revendiquant des influences communes comme une proximité de vues, et apparaissant instinctivement proches dans leur stratégie politique si ce n'est dans leur structuration, ces nouveaux partis sont encore rarement l'objet d'une démarche comparative permettant d'en évaluer les forces et les faiblesses (Castaño, 2018 ; Mikola, 2018).

<sup>1</sup> Quoique la référence à la gauche soit discutée, réinterprétée, voire rejetée par des partis tels que Podemos et la France insoumise, les références qu'ils mobilisent, leur programme, comme la sociologie de leurs adhérents, permettent de les rattacher objectivement à la gauche radicale (Damiani, 2016).

<sup>2</sup> Si l'Italie constitue un laboratoire notoire des idées et des pratiques politiques (Mikola, 2018), c'est en Espagne qu'est synthétisé le nouveau modèle partisan inspiré par les théoriciens du « populisme de gauche » (Laclau, Mouffe, 1985 ; Laclau, 2005), ayant vocation à occuper tant le champ institutionnel que celui des mouvements sociaux pour transformer en profondeur la société et sortir de la double impasse représentée par l'impuissance de l'extrême gauche combinée à la conversion de la gauche de gouvernement au libéralisme.

## 2. (Re)construire les carrières militantes confrontées à la professionnalisation. Dynamiques ascendantes, stagnantes, et ruptures

Une majorité des récents travaux portant sur les forces émergentes de la gauche radicale les étudient *surtout* au prisme de leur sociologie électorale<sup>3</sup> ; ainsi, la sociologie de leurs militants reste moins explorée que celle de leurs votants. Pallier cet impensé implique de se pencher sur les parcours militants, considérés ici comme des *carrières* (Fillieule, Broqua, 2001 ; Agrikoliansky, 2017) – concept dont la valeur heuristique ne saurait être sous-estimée –. L’engagement militant constitue effectivement un objet canon de la recherche, suscitant des analyses en termes de rétributions (Gaxie, 2005), de répertoires d’action, et bien sûr de carrières – qu’il s’agisse d’aborder l’engagement militant dans les mouvements sociaux ou dans les partis politiques (Agrikoliansky, 2010) –.

Étudier ces carrières militantes des acteurs de trois partis situés dans des cadres nationaux distincts, supposant des « cultures » politiques, des cadres linguistiques et des contextes historiques possédant de fortes spécificités, implique également d’élaborer une méthodologie propre à saisir l’objet étudié. L’analyse comparative s’inscrit ici dans une démarche microsociologique centrée sur l’expérience des militants plutôt que sur la parole des dirigeants. Le choix d’une enquête réalisée à partir d’entretiens semi-directifs adossés à des séquences d’observation participante a permis de rassembler un matériau cohérent en Espagne, en Grèce, et en France.

À partir de celui-ci, il a été possible de retrouver le fil de parcours biographiques possédant une valeur exemplaire quant aux processus politiques étudiés. Leur apparente hétérogénéité laisse peu à peu entrevoir des phénomènes récurrents, la description des carrières militantes rendant compte de l’évolution de partis contestataires rapidement confrontés aux enjeux de la conquête puis de l’exercice du pouvoir. Les carrières apparaissant au fil des témoignages invitent alors à repenser l’attribution des rétributions de l’engagement dans ces partis, marqués par la faiblesse des ressources originellement disponibles.

La *professionnalisation politique* du personnel issu de structures partisans antérieures, désormais confronté à la conquête, sinon à l’exercice, du pouvoir institutionnel correspond donc à une *professionnalisation du répertoire d’action*, mettant à profit l’expertise sectorielle d’acteurs issus du champ universitaire et médiatique pour maximiser l’efficacité des nouvelles techniques de mobilisation, notamment numériques.

Le processus de professionnalisation s’articule autour de différentes dynamiques imbriquées, incluant la place croissante de l’expertise et des techniciens dans l’élaboration de la ligne et des outils de la structure, la rationalisation des ressources et des compétences disponibles, l’intégration d’acteurs professionnels

---

<sup>3</sup> Cette approche « macrosociologique » est riche en informations portant sur la composition de l’électorat et sur le déploiement organisationnel d’un parti donné, mais gagne à être complétée par des études « microsociologiques » mettant en lumière les caractéristiques de l’engagement individuel. Celles-ci constituent autant de précieux témoignages des mécanismes nouveaux ou récurrents à l’œuvre au sein de ces structures.

issus des champs de la communication et des médias, et, plus largement, l'emploi de méthodes issues du monde professionnel, participant d'une transformation globale du rapport au politique porté par les membres du parti.

Ces structures partisanes se caractérisent alors par une conception de l'engagement rompant avec le modèle du parti de masse traditionnel au profit d'un engagement « post-it » (Ion, Franguiadakis, Viot, 2005), diminuant à l'extrême le coût de l'adhésion. Et limitant conjointement la portée des affects générés par l'identification partisane, comme c'est le cas dans d'autres partis de gauche où « l'activité politique se banalise, en quelques sorte, en ce qu'elle est pensée comme une activité professionnelle relevant, elle aussi, de critères objectifs d'efficacité. En ce sens, travailler pour un parti politique n'apparaît plus comme une activité structurant toute l'identité sociale des individus concernés » (Aldrin, Barboni, 2008, p. 44).

Bâtir une comparaison des carrières militantes implique de reconstruire des cheminements individuels s'inscrivant dans le temps long biographique (Agrikoliansky, 2017) à partir du matériau collecté et, pour cela, de considérer les dimensions objective comme subjective des catégories employées. Le regard militant diffère de celui du chercheur lorsqu'il s'agit de décrire un parcours politique. L'accession à des fonctions électives rétribuées pourra être considérée par l'enquêté non pas comme un succès personnel, mais comme un reniement intéressé, là où une position minoritaire ou une rupture sera au contraire interprétée comme la preuve d'une cohérence d'ensemble. La valorisation de parcours ascétiques en termes de rétribution dans le militantisme de gauche est proche du « paradoxe du pèlerin » évoqué par Albert O. Hirschman (Hirschman, 1970). Bien que les partis « populistes de gauche » soient caractérisés par une forte verticalité, la revendication égalitaire et la dichotomie entre le peuple vertueux et des élites notamment politiques, la critique des politiciens professionnels, imprègnent l'imaginaire militant.

Considérant ces prérequis, la comparaison met en lumière des dynamiques similaires. Nous considérons ici que ces dynamiques permettent d'identifier des carrières rencontrées dans les trois partis, et répondant aux mêmes caractéristiques, carrières que nous qualifions d'ascendantes, stagnantes, et rompues, au regard de leur trajectoire. Cette typologie se fonde sur les rétributions perçues par les acteurs comparées à leurs attentes quant aux formes d'engagement souhaitées et à leur propre positionnement vis-à-vis de l'évolution partisane (implication intense et récompensée, implication non récompensée, prise de distance ou rupture).

Le terme de carrières *ascendantes* fait donc ici référence à une progression objective en termes de capital social, politique et économique accessible – mais également de professionnalisation de l'engagement, ce dernier phénomène constituant un enjeu majeur de la sociologie des partis visant à exercer le pouvoir –.

Celui de carrières *rompues* désigne l'ensemble des processus de désengagement (temporaire ou définitif), marqué par des mises en retrait, des bifurcations, des départs progressifs ou brutaux. Ces derniers témoignent d'une crise entre l'individu et la structure partisane, les ruptures n'hypothéquant pas pour autant la possibilité de réengagements ultérieurs – celles-ci étant au contraire typiques des parcours non linéaires des militants les plus âgés –.

Les carrières *stagnantes* représentent alors un entre-deux complexe à appréhender du fait de leurs faibles variations sur la durée. Celles-ci sont marquées par la stabilité de la position individuelle dans la structure, permise par l'existence d'incitatifs modestes mais cependant suffisants pour motiver un engagement de long cours, plus fortement idéologisé, se rapprochant en cela de parcours militants marqués à l'extrême gauche. La trajectoire de l'organisation et celle des militants sont alors particulièrement liées.

### 3. Les carrières « ascendantes » : de l'engagement à la professionnalisation

Un premier ensemble de parcours biographiques témoigne de carrières ascendantes, ayant permis à des individus d'accéder à des postes de responsabilité présentant d'importantes rétributions symboliques et matérielles. Les contextes nationaux doivent ici être pris en compte pour déterminer l'exemplarité de ces parcours : si l'accès à un poste politique rétribué ne constitue pas une progression sociale fulgurante dans le cadre de la société française contemporaine, un tel poste devient une place privilégiée et enviée dans le cadre grec, l'effondrement de l'économie ayant massivement paupérisé les classes moyennes et populaires urbaines (Pentaraki, Speake, 2015).

La nécessité de développer un réseau de cadres constitue un enjeu crucial pour toute structure partisane. Deux possibilités s'offrent aux nouvelles forces contestataires : recruter des cadres dans d'autres espaces politiques et professionnels (journalisme, université, monde associatif et syndical, mouvements sociaux), ou bien les former *ex nihilo* à partir du « matériau brut » militant, selon la méthode adoptée par les partis de masse traditionnels. La nécessité de déployer une structure nationale dans un laps de temps réduit favorise alors nettement la première option, en décalage avec les discours considérant qu'il existe une promotion militante héritée des partis de la gauche historique.

Disparate et secondaire, la formation interne dispensée aux adhérents ne doit nullement être considérée comme une instruction à vocation uniformisante. Les militants amènent leur propre bagage issu de leur socialisation politique antérieure dans diverses structures partisans, associatives ou syndicales, qu'ils adaptent individuellement en intégrant les codes et les normes produits progressivement par la nouvelle structure.

La fidélité politique est cependant moins déterminante dans la progression individuelle que la mobilisation de ressources professionnelles. Le capital culturel et social ainsi que la capacité à bâtir et mobiliser des réseaux constituent des prérequis aux carrières ascendantes nettement plus déterminants que la cohérence idéologique mise en avant par les acteurs.

Ce constat est d'autant plus frappant dans le cas des jeunes militants arrivés à Syriza lors des grandes vagues d'adhésion de la fin des années 2000. Le remodelage profond de l'activité partisane permet l'ac-

cession parfois inattendue à des postes de responsabilité, conduisant à l'apparition de « politiciens accidentels » (Douzinas, 2017) dont la position est due à une conjoncture opportune.

Pour des raisons similaires, Podemos constitue un cadre favorisant les carrières connaissant une progression vertigineuse (Rodríguez-Teruel, Barrio, Barberà, 2016). Le parcours de ses principaux fondateurs, passés en un laps de temps très court de la contestation marginale au premier plan du champ politique national, est bien documenté (Lisi, 2018 ; Nez, 2015, 2018).

« – Quand les élections ont été mises en place, les gens avec qui je travaillais dans le cercle de la santé depuis des mois m'ont dit "hé, tu n'aimerais pas que... ?" Et c'est là que j'ai été sur la liste électorale... »<sup>4</sup>

L'inscription durable dans le paysage électoral constitue une condition *sine qua non* à la fidélisation des cadres : l'obtention de postes d'élus reste la principale source de rétributions matérielles. Néanmoins, la stagnation puis le recul de Podemos dans les urnes l'empêchant de réaliser le *sorpasso*<sup>5</sup> fragilise sa rente électorale, entraînant scissions et départs. Podemos cultive sa double nature de parti contestataire et de force de gouvernance capable de changer la vie – localement comme nationalement –. Les figures de proue du parti mettent ainsi en avant leur qualité « citoyenne », fondée sur des parcours en rupture avec ceux des élus socialistes et conservateurs. L'homogénéité des carrières de ces derniers est quant à elle associée à une dérive élitare négative, subsumée sous la dénonciation de la « caste ».

Cette prétention à l'altérité doit être nuancée : un engagement antérieur à gauche et une origine située dans les classes moyennes éduquées constituent des traits récurrents chez les élus de Podemos. La pénurie de cadres ouvre cependant un espace pour un personnel au profil plus jeune, plus professionnalisé et souvent vierge de tout engagement partisan antérieur. Plus généralement, les parcours universitaires, notamment dans des filières de sciences politiques, sont surreprésentés parmi les responsables des trois partis étudiés – des cadres locaux aux cercles dirigeants nationaux –.

La place privilégiée accordée aux experts constitue une réponse à un double enjeu. Il permet, d'une part, de donner un rôle aux militants issus de mouvements sociaux ou de mobilisations syndicales et para-syndicales telles que les *mareas* espagnoles, en en faisant des conseillers de référence dans leurs domaines respectifs. D'autre part, cette recherche d'une contre-expertise venue de la base permet d'opposer le « bon sens » de ceux qui agissent, aux abstractions du personnel politique traditionnel, légiférant sur des sujets qu'il ne maîtrise pas. La valorisation de l'expertise par ces *oustiders* est issue du répertoire d'action de l'altermondialisme (Ollitrault, 2001).

<sup>4</sup> Entretien réalisé le 26 octobre 2016 avec Albano, député de Podemos en Catalogne, né en 1977.

<sup>5</sup> Terme désignant le dépassement électoral des socialistes du PSOE, censé faire de Podemos la principale force d'opposition aux conservateurs du PP.

## 4. Les carrières « rompues » : désengagement temporaire, définitif, et bifurcations

Si l'ascension sociale permise par l'occupation de postes de responsabilités reste valorisante, l'évocation des carrières « rompues » par les personnes concernées est bien plus laborieuse et douloureuse. Considérées comme des échecs, de telles ruptures relèvent parfois même de l'indicible. L'intensité de l'engagement – durant une campagne, quelques années, ou des décennies – augmente en retour le coût personnel du désengagement, devenu synonyme de dépréciation, voire de désocialisation.

Les ruptures les plus brutales et les bifurcations les plus marquées ont donc été rencontrées parmi les militants de Syriza. La durée d'existence plus longue de cette formation, son arrivée au pouvoir national, puis les choix du gouvernement Tsipras suite au référendum de 2015<sup>6</sup> contribuent à expliquer ce phénomène. Les ruptures observées relèvent d'une violente déception, contrecoup direct de l'immense espoir dû à l'accession au pouvoir du parti.

« J'ai été membre de Synaspismos depuis 2003, j'avais 14 ou 15 ans à l'époque. Et j'étais membre de Syriza jusqu'en 2015. Donc c'est beaucoup d'années. Le cycle de Syriza est terminé, maintenant il faut un nouveau parti, une nouvelle façon de construire un parti. »<sup>7</sup>

Des processus de désengagement s'échelonnant sur un temps plus long sont également observés parmi les militants podémistes et insoumis (Castaño, 2018). Ces trajectoires correspondent à deux dynamiques. La première relève d'un désengagement, d'un désenchantement par rapport à l'engagement partisan lui-même, dû tant à un décalage vis-à-vis d'attentes initiales élevées (telles que la participation à un mouvement plutôt qu'à un parti) qu'à la faiblesse des rétributions du militantisme (Gaxie, 2005). La séquence de mise en ordre partidaire suivant les premiers succès est particulièrement propice au phénomène de *burn-out* (Bradley, 1969). Ce malaise n'est pas sans rappeler celui affectant les partis verts belges et ouest-allemands perçant électoralement au cours des années 1980. Dans ces partis contestataires issus de mouvements sociaux et amenés à travailler au sein des institutions, Herbert Kitschelt avait relevé un désengagement croissant de primo-militants. Celui-ci était particulièrement marqué chez les femmes et les jeunes activistes ne trouvant plus leur place dans un espace désormais marqué par l'occupation de positions institutionnelles et par les luttes de pouvoir des « entrepreneurs politiques » en décollant (Kitschelt, 1988).

La seconde constitue une dynamique de réorientation : les militants s'y conformant choisissent de poursuivre leur carrière militante, tout en modifiant ou en renégociant leurs modalités de participation. Un exemple de ces bifurcations consiste à adhérer à l'une des formations ayant fait scission du parti, à une

<sup>6</sup> Suite à la très nette victoire du « non » au référendum du 5 juillet 2015 portant sur l'acceptation ou le refus du plan des créanciers de la Grèce (UE, BCE et FMI), le gouvernement d'Alexis Tsipras accepte pourtant le troisième Mémoire européen. Ce tournant provoque une grave crise au sein du parti : une majorité des membres de l'aile jeune quitte Syriza, ainsi que de nombreux militants, cadres, et députés. Vingt-cinq d'entre eux forment le parti Unité populaire ; ayant perdu sa majorité parlementaire, le gouvernement convoque des élections anticipées pour le 20 septembre 2015, que Syriza remporte également.

<sup>7</sup> Entretien réalisé le 16 juin 2017 avec Alexandros, ex-militant de Syriza, ingénieur, né en 1989.

structure plus fortement idéologisée capable de redonner un sens à l'action politique, ou au contraire à un cadre associatif ou syndical donnant accès à d'autres rétributions.

Les croyances et valeurs motivant et cadrant le militantisme contribuent à exacerber les tensions entre les attendus de l'engagement contestataire et la conquête puis l'exercice réel du pouvoir. L'institutionnalisation partisane est ainsi perçue comme un phénomène négatif, et donc condamnable, dans lequel le parti gère une société qu'il était voué à transformer. Cependant, le retour à la marginalité, synonyme de position contestataire générant peu de rétributions, constitue un processus difficile (Joshua, 2007) impliquant une réévaluation de l'ensemble du rapport à la politique intériorisé dans le cadre antérieur.

Les brusques transformations de Syriza ont conduit nombre de militants grecs à un abandon net de l'engagement politique. Ces personnes n'imaginent plus se réinscrire dans une démarche partisane et verbalisent ouvertement leur désillusion. Leur parcours ne diffère pas fondamentalement de celui des militants tentant de poursuivre ailleurs leur engagement, pas plus que l'interprétation des raisons de l'échec de Syriza à transformer en profondeur la société grecque. Expliquer les phénomènes de désengagement et de réengagement nécessite de prendre en compte les interactions sociales dans lesquelles s'insèrent les enquêtés. Dans les cas étudiés, le maintien d'un réseau de sociabilité extérieur à la sphère partisane permet d'éviter l'isolement et de réduire le coût de la rupture, quand d'autres renouent avec l'engagement pour maintenir un réseau de sociabilité fortement – voire totalement – imbriqué dans la sphère partisane.

Ces ex-militants recherchent les situations et les lieux permettant de recréer artificiellement une sociabilité identifiée à « l'âge d'or » de la période de progression du parti, désormais révolu. Ils fréquentent les réunions politiques, les cercles de discussion, les conférences et les échanges plus informels, permettant tant de dresser le bilan des victoires et échecs passés que de recréer du lien avec des personnes partageant leur parcours.

La reconstruction des carrières militantes donne à voir des parcours non linéaires dans lesquels les crises<sup>8</sup> constituent des moments nodaux inscrits dans une série de tensions, de périodes de motivation et de démotivation, d'engagement plus ou moins distancié ou intense. Il n'est pas possible de prévoir si ces ruptures représentent des pauses dans des carrières se développant au cours d'une vie, ou constituent des ruptures définitives. L'incapacité d'un ensemble de militants aux profils variés à trouver leur place dans une structure ne répondant plus à leurs attentes et à leurs valeurs témoigne d'une transformation partisane majeure : l'approfondissement du processus de professionnalisation permet l'intégration de nouveaux membres, tout en excluant nécessairement d'autres.

« Ce qui m'ennuie le plus c'est que cette dynamique d'aller de réunion en assemblée, ça détruit plus que ça ne renforce. Les élections internes c'était ce qui s'est passé de pire dans le parti, car pendant qu'on était là-dedans on oubliait pourquoi on était dans ce parti, que les gens dehors vivaient dans la merde... Ça pour moi c'était pas mon parti. J'ai eu une désillusion à cette époque... »<sup>9</sup>

<sup>8</sup> Telles celles se développant suite à l'accession au pouvoir à partir de 2015 pour Syriza, ou après des échecs électoraux conduisant à des tensions internes dès la fin de l'année 2017 pour la France insoumise, et entre 2017 et 2019 pour Podemos.

<sup>9</sup> Entretien réalisé le 26 novembre 2016 avec Conchi, militante de Podemos, coiffeuse au chômage, née en 1984.

Dans les trois partis étudiés, les perceptions les plus critiques de cette évolution sont exprimées par des personnes provenant des mouvements sociaux, insatisfaites vis-à-vis d'une forme partisane accusée de reproduire les mécanismes de la politique traditionnelle. La recherche d'un cadre décisionnel horizontal, la réticence face aux laborieuses activités internes propres à l'animation d'un parti, et la frustration éprouvée face à un impact politique difficile à mesurer participent à ces ruptures.

Sans surprise, la répartition des rétributions matérielles offertes par l'engagement dans le parti est remise en cause par ses « perdants ». L'adhésion au parti étant généralement liée à un rejet des modalités d'organisation et du rapport au pouvoir des gauches traditionnelles, le désengagement progressif de militants ne profite que rarement à une autre formation politique. Ce processus tend plutôt à accompagner et refléter la « décrue » des mouvements sociaux ne parvenant que partiellement à trouver un débouché électoral dans les partis émergents (Rori, 2016).

Le cas de la France insoumise, récemment apparue dans le champ politique français, est moins propice à l'observation de tels processus de désinvestissement ou de rupture soudaine. Des réorientations plus subtiles sont cependant identifiables : alors que certaines personnes en recherche d'un investissement mouvementiste se réorientent vers des associations écologistes et des collectifs temporaires, les militants professionnalisant leur activité tendent à réinvestir le Parti de Gauche. Cette petite structure partisane ayant fourni l'essentiel des réseaux et des cadres initiaux de la France insoumise occupe dès l'après-présidentielle de 2017 un rôle de structure de rémanence : durant les périodes de reflux électoral, elle permet aux militants insoumis de conserver une capacité d'action ainsi qu'un espace de socialisation et de formation politique agissant comme un noyau dur inscrit dans la durée.

La période de structuration concluant la genèse partisane, marquée par les Conventions insoumises venant valider les conceptions organisationnelles portées par la direction initiale cooptée, constitue bien un moment charnière. Cette séquence a une forme différente mais des effets comparables à la transformation de Syriza en parti capable de gouverner entre 2012 et 2015, comme à la période s'étendant entre les deux assemblées citoyennes de Podemos (Vistalegre I et II, en 2014 et 2017) donnant à la ligne de Pablo Iglesias une position hégémonique (Chazel, Lago, 2017). La formalisation de la structure partisane conduit à une rationalisation de l'activité politique, poussant nombre de militants initiaux ayant observé ce processus à se désengager ou à renégocier leurs modalités de participation dans le cadre d'un engagement « à la carte » (Ion, 1997).

« – Je suis un peu moins actif en ce moment, parce que j'attends de voir ce que va donner la Convention. Et voir quelle forme ils vont trouver, parce qu'on a rencontré beaucoup de gens qui étaient intéressés par le fait que ce soit justement plutôt un mouvement. Ils étaient en recherche de plus de démocratie au niveau des partis. Là, on ne sait pas trop ce que ça va donner, donc on va voir. »<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> Entretien réalisé le 9 novembre 2017 avec Éric, militant insoumis, chercheur, né en 1985.

## 5. Les carrières « stagnantes »

Qu'en est-il alors des carrières ici qualifiées de stagnantes ? Tout engagement étant dynamique et correspondant à des attentes faites de rétributions et de coûts, cette dernière catégorie comprend les carrières dont les oscillations sont les plus faibles. Une certaine stabilité dans les modes de participation témoigne de la fidélité envers la structure partisane satisfaisant les attentes individuelles. Les personnes bénéficiant de rétributions matérielles durables (formelles ou informelles) et celles recherchant avant tout un espace de sociabilité constituent les catégories les plus à même de se contenter d'un militantisme routinisé. Celui-ci agit comme facteur de construction de l'identité individuelle, au sens d'image valorisée de soi.

Comme le rappelle Olivier Fillieule, les rétributions de l'engagement « comportent à la fois une dimension objective et subjective », et sont bien souvent « découvertes dans le cours de l'action, produites en quelque sorte par l'expérience militante ». L'économie des rétributions individuelles reste complexe à évaluer, tant « les coûts se confondent parfois avec les bénéfices. [...] Les rétributions varient au gré de l'évolution des contextes et des expériences individuelles » (Fillieule, 2003, p. 27).

Ainsi, une part importante des individus participant sur une base régulière aux activités des partis étudiés se satisfait des rétributions génériques du militantisme dans les structures de la gauche, incluant l'entretien d'une mémoire politique, la participation aux discussions internes, l'exaltation des campagnes électorales ou encore l'accès privilégié aux figures médiatiques du parti.

Il convient ici de relever un phénomène générationnel : si les carrières ascendantes et rompues sont très majoritairement celles de primo-militants, généralement situés dans la tranche d'âge des 18-35 ans, les carrières stagnantes sont principalement celles de militants plus âgés, appartenant à la tranche des 50-75 ans, et bénéficiant d'une expérience politique soit continue, soit acquise plus jeune, suivie d'une période de désengagement temporaire.

« – Dans le cercle, beaucoup de gens sont passés, il y a eu des moments avec des gens montrant beaucoup d'intérêt et après je crois que ce n'est pas devenu très intéressant, maintenant peu de gens viennent. On parle beaucoup de Podemos, mais au final peu de choses se font. Je pense que les gens s'ennuient. »<sup>11</sup>

Ces militants faisant le choix d'un réengagement durable tendent alors à remobiliser des références et des réseaux constitués antérieurement, plutôt qu'à réellement investir la nouvelle structure en s'appropriant sa stratégie de développement (Franze, 2017). En même temps qu'elle déploie des dispositifs de participation numériques innovants (Lisi, 2018), la stratégie « populiste de gauche » produit des représentations qui sont autant de mythes de mobilisation de l'agir militant (Mouffe, 2018).

À ce titre, le matériau collecté révèle une corrélation attendue entre les attentes exprimées par les militants et la dynamique de leur propre carrière militante. Les primo-militants adhérant au cours de moments de réenchantement collectif tels que les campagnes électorales majeures ou les mouvements sociaux

---

<sup>11</sup> Entretien réalisé le 17 novembre 2016 avec Luis, militant de Podemos, professeur d'informatique, né en 1979.

d'ampleur tendent à donner à leur engagement des objectifs bien plus ambitieux que les vétérans passés par diverses structures et se réinvestissant dans les nouveaux partis contestataires.

« – Quand on a gagné les élections du conseil municipal, c'était le moment le plus extatique que j'ai jamais vécu dans ma vie politique. »<sup>12</sup>

Un panel de valeurs morales exigeantes (la transparence, la probité, l'humilité) sont mobilisées au cours des récits biographiques pour exprimer le souhait de transformer la société *via* une stratégie politique conforme à ces valeurs. Le succès de cette stratégie est cependant perçu différemment en fonction des références propres à chaque acteur.

Les vétérans tendent à se satisfaire d'évolutions limitées, telles qu'une progression électorale n'entraînant pas de victoire immédiate ou la bonne marche d'une structure locale, considérées comme des victoires significatives au regard de leur expérience passée. Les primo-militants, quant à eux, interprètent plus volontiers les mêmes avancées comme des détails insignifiants, voire comme une dangereuse stagnation sur la voie d'une révolution citoyenne imminente. La cohabitation de mémoires militantes radicalement divergentes nourrit des perceptions dissonantes des phénomènes politiques auxquels se confrontent ces partis. Faute de cadre idéologique développé, les repères permettant de partager un langage politique entre différentes générations manquent cruellement.

Ces éléments confirment l'existence de logiques concordantes entre les trois cas étudiés. Dans ces trois structures partisans, le processus de professionnalisation saisi à différents stades a pour effet d'opérer un tri parmi les militants, dont les attentes sont satisfaites ou déçues selon l'évolution de la structure collective et des récompenses de l'activité personnelle. Ces phénomènes singuliers ne constituent pas des cas épars : ils participent d'une définition des modalités de la professionnalisation des partis contestataires, à travers les effets de celle-ci sur les carrières partisans.

## 6. Stratégie « populiste de gauche » et professionnalisation de l'engagement

Les pratiques d'adhésion et de participation partisane ont évolué au fil du temps sans que survienne pour autant la « fin des militants » (Ion, 1997). Le désinvestissement comme le réinvestissement recourent *in fine* un panel varié de parcours : désengagements, démissions, bifurcations et autres trajectoires non linéaires (Joshua, 2007) permettent de saisir les effets différenciés de la professionnalisation de partis *a priori* critiques de l'intégration dans le champ institutionnel. L'étude comparée des parcours biographiques permet d'appréhender ce phénomène, éclairant en retour les effets de la professionnalisation des structures sur l'engagement en leur sein.

---

<sup>12</sup> Entretien réalisé le 3 novembre 2016 avec Paolo, militant de Podemos, professeur de musique, né en 1985.

Durant les années 2000, l'apparition de partis contestataires (notamment écologistes) comme le développement de « listes citoyennes » au niveau municipal avaient déjà permis d'observer les limites de la participation horizontale face aux contraintes institutionnelles. Ainsi chez les Verts français, qui avaient combiné « un rejet des hiérarchies et des bureaucraties avec une méfiance vis-à-vis des politiciens professionnels », ont évolué par nécessité de s'allier : « la préservation d'une "culture de la marginalité" [...] n'est plus possible lorsque le parti s'implique dans des alliances politiques et électorales » (Faucher, 1999, pp. 487-495). À l'échelon local, Christine Guionnet considère que le désinvestissement « menace les élus ou simples leaders officieux de ces mouvements de reproduire les mécanismes classiques de différenciation croissante par rapport aux citoyens ordinaires, pour prendre en charge les activités politiques courantes et devenir progressivement des spécialistes de la politique ». Une attente « proche de la logique représentative qui détournerait les mouvements de leurs projets participatif » (Guionnet, 2005, p. 281) – situation très semblable aux partis observés –.

Dans les cas de Syriza comme de Podemos puis de la France insoumise, une dynamique de tri des militants est effectivement à l'œuvre. Cette dynamique ne peut pourtant être résumée à une simple conséquence de la professionnalisation. Elle procède d'une nécessité de rationalisation de l'économie partisane correspondant aux impératifs de l'accession puis de l'exercice du pouvoir dans un système parlementaire composé d'un millefeuille institutionnel. La conséquence est la sélection et la professionnalisation des cadres. Leur formation s'opère principalement de manière empirique, faute de mécanismes de formation et de promotion interne développés (Nez, 2015).

La stratégie « populiste de gauche » des partis contestataires d'Europe du Sud (Muñoz, 2016 ; Mouffe, 2018) nécessite pourtant la mise en avant de figures charismatiques. Il s'agit d'un enjeu majeur, permettant de gommer la prégnance des cadres et militants aux carrières bien plus insérées dans le champ institutionnel, ou issus de courants politiques dévalorisés (marxistes, mais également sociaux-démocrates compromis dans la mise en place des politiques d'austérité). La construction partisane bénéficie du réinvestissement de militants de longue date comme de la réactivation de réseaux antérieurs : réseaux syndicaux grecs traditionnellement liés aux socialistes du PASOK (Rori, 2016), réseaux espagnols issus de l'altermondialisme et du trotskisme (Nez, 2015), ou réseau de cadres du Parti de Gauche dans le cas français.

De ce point de vue, le processus de professionnalisation à l'œuvre peut être interprété comme un moment de vérité. Le remplacement, la marginalisation, puis le départ d'une partie conséquente de la vieille garde de Syriza au profit de dirigeants dont la figure majeure est Alexis Tsipras constitue un exemple frappant<sup>13</sup>. L'intégration des normes dominantes modifie le parti en profondeur en vidant de leurs attributions souveraines ses instances internes – en premier lieu le conseil central, dont le rôle évolue entre 2012 et 2014 pour devenir une chambre d'enregistrement des décisions prises par les membres du gouvernement d'Alexis Tsipras –. Le coût de la victoire est donc extrêmement élevé pour les membres du parti, et les

---

<sup>13</sup> Le discours même du parti se réoriente à cette période autour de thématiques souverainistes, en se positionnant autour de clivages transversaux susceptibles de dépasser la clientèle électorale traditionnelle de la gauche grecque. L'aboutissement de ce processus réside dans la coalition de gouvernement rassemblant Syriza et la droite souverainiste de l'Anel en 2015.

choix stratégiques opérés à partir de 2012 apparaissent rétrospectivement comme un tournant majeur en termes de modèle partisan (Rori, 2016).

Des dynamiques semblables sont à l'œuvre dans Podemos à partir de 2014. La désaffection progressive de militants de la première heure dont le profil constituerait selon toute logique le cœur de cible de Podemos reste à ce titre un impensé sociologique<sup>14</sup>. La perte d'influence progressive des cercles locaux et thématiques, l'assèchement du lien organique entretenu avec des mobilisations sociales en déclin durant cette période, couplée à l'approfondissement et à la généralisation des dispositifs informels de sélection, résultent de choix stratégiques reflétant les errements et réorientations d'une construction partisane confrontée à de nouveaux enjeux<sup>15</sup>. Ses reculs électoraux enclenchent une dynamique perdante, marquée par la scission d'Iñigo Errejón en janvier 2019, accélérant le départ de militants insatisfaits.

« – Le militant de base pense qu'il n'y a rien entre lui et Pablo [Iglesias]. Mais en vérité il y a toute une structure au milieu. Et pour que le parti fonctionne, qu'il soit opérationnel, il faut qu'il y ait une structure, une organisation, qui qu'il y a beaucoup de choses entre toi et Pablo. Il y a toute une structure de parti au milieu. »<sup>16</sup>

Cette fragilité de partis aux ressources fluctuantes peinant à rétribuer un personnel politique s'étendant nécessairement dans les périodes de progression électorale s'observe également dans le cas de la France insoumise. Les reculs électoraux successifs s'échelonnant de 2017 à 2020 s'accompagnent de dissensions quant à la ligne et à la direction du parti, aggravées par les limitations de la rente électorale espérée. Le départ ou l'exclusion de figures de premier plan des insoumis constitue la face visible d'un désengagement progressif de nombreuses personnes ayant adhéré au projet porté durant la campagne présidentielle de 2017.

Les périodes d'élection constituent autant de moments clés de réenchâtement remobilisant des personnes peinant souvent, hors de ces périodes exceptionnelles, à donner un sens à leur engagement. Partagé entre une conception traditionnelle de l'engagement et une volonté régénératrice mobilisant les outils innovants issus des mouvements sociaux et des champs associatif comme professionnel, ce militantisme ne parvient plus à se légitimer en bâtissant un dispositif de sélection interne récompensant la loyauté par des postes rétribués.

L'animation de la structure partisane *via* l'investissement dans sa vie interne ne se traduit pas non plus par un poids direct des militants sur les décisions comme sur la composition de la direction. La base militante, hétérogène dans sa composition socio-politique, reste divisée du fait de l'autonomie conférée aux groupes locaux produisant autant de microsociétés singulières. Section, cercle ou groupe d'appui diffèrent grandement d'un lieu à l'autre : l'identité collective est principalement construite à travers les rares moments privilégiés que constituent les meetings, manifestations et congrès. D'autre part, la masse des inscrits

<sup>14</sup> Au moment de l'enquête réalisée fin 2016, Podemos revendique 433.132 membres inscrits, parmi lesquels une infime minorité milite activement ; un cadre barcelonais de l'équipe de Pablo Iglesias estime alors le nombre de militants à 30.000.

<sup>15</sup> Parmi ceux-ci, la renationalisation du champ politique espagnol autour de la question catalane depuis 2017 constitue un défi pour Podemos.

<sup>16</sup> Entretien réalisé le 16 octobre 2016 avec Alejandro, militant de Podemos, cadre permanent du parti, né en 1991.

numériques isole et court-circuite la minorité effectivement active dans les structures de base, en la noyant lors des consultations clés dans un nombre bien plus important de soutiens à l'investissement très faible.

« – Le parti n'avait pas d'organisation rigide à la base, comme le KKE [parti communiste grec]. C'était une structure assez souple. Donc c'était facile d'entrer et de sortir, etc. »<sup>17</sup>

En conséquence, la base militante de ces partis se caractérise par un important *turn-over* des membres. En reprenant les catégories d'Albert O. Hirschman, il est possible d'observer que des militants déçus, à défaut de maintenir une allégeance à un parti n'offrant pas ou peu de rétributions telles que des débouchés professionnels (*loyalty*), et faute d'espaces permettant d'articuler des désaccords (*voice*)<sup>18</sup>, se désinvestissent (*exit*) en reprenant un rôle de soutien formel mais distant ou en quittant le parti (Hirschman, 1970).

Les aléas électoraux produisent également un rapide renouvellement des responsables intermédiaires, dû à l'ouverture de nouvelles et nombreuses opportunités de carrière institutionnelle ou à leur soudaine raréfaction lors des périodes de reflux dans les urnes. Cette fragilité à plusieurs niveaux contribue à la dépendance de la structure partisane elle-même vis-à-vis des rentes électorales. Les capitaux et réseaux plus faibles que ceux dont disposent d'autres partis de gouvernement traditionnels conditionnent la survie de l'appareil à sa capacité à remporter des scrutins : le parti peine à produire des structures de résilience capables d'assurer la survie de l'organisation durant les périodes creuses. Le déclin des ressources électorales prévues tend donc à renforcer les dynamiques centrifuges, la valeur de la nouvelle étiquette partisane fluctuant rapidement.

## Conclusion – La professionnalisation, horizon indépassable de la politique contestataire ?

« – Le début de Podemos je l'ai vécu, je n'avais jamais participé à un mouvement politique, je venais à des réunions, des groupes de travail étaient formés [...] Je crois que l'une des bonnes choses à propos de notre mouvement, c'est que ça ne soit pas une professionnalisation de la politique. Tout le monde peut participer à tous les niveaux. »<sup>19</sup>

Comme l'indiquait Max Weber, « 'il y a deux façons de faire de la politique. Ou bien on vit "pour" la politique, ou bien on vit "de" la politique » (Weber, 1919, p. 137). Identifier les rétributions matérielles

<sup>17</sup> Entretien réalisé le 22 juin 2017 avec Prodromos, militant de Syriza, tuteur à temps partiel, né en 1975.

<sup>18</sup> L'existence d'espaces d'expression de propositions et de désaccords ne constitue pas en soi un gage de démocratie interne. L'enquête de terrain tend à montrer qu'il s'agit au contraire de concessions procédurales agissant comme des soupapes de sécurité. Critiques, prises de position et demandes de modifications trouvent des débouchés formels sans nécessairement produire d'effets : les espaces dédiés à leur expression permettent d'en neutraliser le contenu en satisfaisant temporairement la demande de reconnaissance des militants les formulant.

<sup>19</sup> Entretien réalisé le 21 novembre 2016 avec Jordi, militant de Podemos, employé d'un cabinet d'avocat, né en 1957.

fidélisant les militants permet de relever leur grande diversité, allant des plus formelles, telles que les postes de permanents et d'élus, aux coups de pouce professionnels et à l'usage personnel de biens collectifs. Toutefois, au regard de la faiblesse comme de la concentration des ressources et de leur fluctuation, ces rétributions ne sauraient expliquer de manière satisfaisante l'investissement durable des militants.

Elles s'accompagnent effectivement d'un panel de rétributions immatérielles, telles que l'existence d'une sociabilité militante limitée dans le temps mais intense, le réenchâtement du rapport au politique et la possibilité de développer des compétences techniques, récompensant la participation aux activités quotidiennes du parti. Coûts et bénéfices du militantisme se confondent ici particulièrement, et permettent la survivance résiduelle d'une base ne se satisfaisant pas d'une simple adhésion faiblement engageante.

La comparaison permet ainsi d'identifier une double dynamique à l'œuvre dans ces partis : d'une part, verticalité et concentration décisionnelle, permettant de maximiser l'efficacité électorale de l'entreprise partisane. Et, d'autre part, fluidité et spontanéité de l'adhésion brouillant les frontières de l'engagement militant sans les abolir, dans le but de répondre à la demande d'horizontalité héritée des mouvements sociaux.

L'engagement partisan mute mais ne disparaît pas<sup>20</sup>. La conquête puis l'exercice éventuel du pouvoir impliquent une rapide professionnalisation de l'activité politique comparable aux partis écologistes s'institutionnalisant au tournant du millénaire (Faucher, 1999). Conjuguée à des facteurs endogènes (le nouveau modèle d'engagement distancié proposé) comme exogènes (les évolutions politiques des pays concernés), cette professionnalisation s'opérant à plusieurs niveaux produit un tri parmi les militants, accélérant en retour l'institutionnalisation de partis aux ambitions pourtant contestataires.

## Bibliographie

- AGRIKOLIANSKY E., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1, pp. 27-46.
- AGRIKOLIANSKY E., FILLIEULE O. et SOMMIER I., *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris/Aix-en-Provence, Karthala/IEP, 2008.
- AGRIKOLIANSKY E., « Les "carrières militantes". Portée et limites d'un concept narratif », in FILLIEULE O. et al., *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, pp. 167-192.
- ALDRIN P. et BARBONI T., « Ce que la professionnalisation de la politique fait aux militants. Les permanents socialistes : militants professionnels ou salariés encartés ? », in *Colloque Identifier, s'identifier – Faire avec, faire contre*, 2006, pp. 28-56.

---

<sup>20</sup> Ainsi en Grande-Bretagne, le New Labour « professionnalisé » de Tony Blair (Avril, 2007) a opéré un virage temporaire sous la direction de Jeremy Corbyn, le rapprochant du Labour des origines.

- AVRIL E., *Du Labour au New Labour de Tony Blair : le changement vu de l'intérieur*, Paris, Éditions du Septentrion, 2007.
- BOURDIEU P., « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, vol. 62-63, pp. 69-72.
- BRADLEY H.B., « Community-based Treatment for Young Adult Offenders », *Crime and Delinquency*, 1969, vol. 15, n° 3, pp. 359-370.
- CASTAÑO D., « Populismes de gauche en Europe : une comparaison entre Podemos et la France insoumise », *Mouvements*, 2018, vol. 4, n° 96, pp. 169-180.
- CERVERA-MARZAL M., *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, 2021.
- HAZEL L. et LAGO J., « L'hypothèse populiste. Du Front de gauche à la France insoumise : quelles influences de Podemos ? », *Presse-toi à gauche !*, 2017, consulté le 12 juillet 2020.
- DAMIANI M., *La sinistra radicale in Europa. Italia, Spagna, Germania, Francia*. Rome, Donzelli, 2016.
- DOUZINAS K., *Syriza in Power: Reflections of an Accidental Politician*, Londres, Polity Press, 2017.
- FAUCHER F., « Party organisation and democracy: A comparison of Les Verts and the British Green Party », *GeoJournal*, 1999, 47(3), pp. 487-496.
- FILLIEULE O., « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Post scriptum* », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1-2, pp. 199-215.
- FILLIEULE O., « Devenirs militants », *Sciences humaines*, 2003, vol. 51, n° 144, pp. 19-25.
- FILLIEULE O., *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- FILLIEULE O. et BROQUA C., *Trajectoires d'engagement. AIDES et Act Up*, Paris, Textuel, 2001.
- FILLIEULE O., BLANCHARD P., AGRIKOLIANSKY E., BANDLER M., PASSY F. et SOMMIER I., « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian », *Politix*, 2004, vol. 17, n° 68, pp. 13-48.
- FILLIEULE O. et BLANCHARD P., « Du récit biographique aux parcours de vie. Proposition pour une articulation du singulier à la biographie collective », in 9<sup>e</sup> congrès de l'Association française de science politique, table ronde « Les méthodes en science politique des deux côtés de l'Atlantique », Toulouse, 2007.
- FONT N., GRAZIANO P. et TSAKATIKA M., « Varieties of Inclusionary Populism? Syriza, Podemos and the Five Star Movement », *Government and Opposition*, 2021, vol. 56, n° 1, pp. 163-183.
- FRANZE J., « La trayectoria del discurso de Podemos: del antagonismo al agonismo », *Revista Española de Ciencia Política*, 2017, n° 44, pp. 219-246.

- GAXIE D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, 2005, vol. 1, n° 11, pp. 157-188.
- GUIONNET C., « Marginalité en politique et processus d'institutionnalisation. Les mouvements Motivé-e-s et citoyens (2001-2003) », in *Les frontières du politique*, Paris, PUR, 2005, pp. 263-291.
- HIRSCHMAN A.O., *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Harvard, Harvard University Press, 1970.
- ION J., *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.
- ION J., FRANGUIADAKIS S. et VIOT P., *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.
- JOSHUA F., « Les conditions de (re)production de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) : l'approche par les trajectoires militantes », in *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, pp. 25-67.
- KITSCHOLT H., « Organization and Strategy of Belgian and West German Ecology Parties: A New Dynamic of Party Politics in Western Europe? », *Comparative Politics*, 1988, vol. 20, n° 2, pp. 127-154.
- KITSCHOLT H., *The Logics of Party Formation. Ecological politics in Belgium and Western Germany*, Ithaca, Cornell University Press, 1989.
- LEFEBVRE R., « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 2018, n° 16, pp. 21-30.
- LISI M., « Party innovation, hybridization and the crisis: the case of Podemos », *Rivista Italiana de Scienza Politica*, 2018, vol. 49, n° 3, pp. 1-18.
- MARZOLF H. et GANUZA E., « ¿Enemigos o colegas? El 15M y la hipótesis Podemos », *Empiria – Revista de metodología de ciencias sociales*, 2016, n° 33, pp. 89-110.
- MCDONNELL D. et NEWELL J.L., « Outsider parties in government in Western Europe », *Party Politics*, 2011, vol. 17, n° 4, pp. 443-452.
- MIKOLA B., *New Party Organizations and Intra-party Democracy: A Comparative Analysis of the Five Star Movement and Podemos*, Central European University, Thèse en science politique, 2018.
- MOSCA L., « The Five Star Movement: Exception or Vanguard in Europe? », *The International Spectator*, 2014, vol. 49, n° 1, pp. 36-52.
- MOUFFE C. et ERREJON I., *Construir pueblo: Hegemonia y radicalizacion de la democracia*, Madrid, Icaria editorial, 2015.
- MOUFFE C., *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018.
- MUDDE C., *Syriza. The failure of the Populist Promise*, Londres, Palgrave Macmillan, 2017.

- MUDE C., CAMUS J.-Y. et DAUVERGNE B., *Brève introduction au populisme*, Paris, Éditions de l'Aube et Fondation Jean Jaurès, 2018.
- MUÑOZ J., « De l'hypothèse populiste à la nouvelle gauche. Origine et bases électorales de Podemos », *Pôle Sud*, 2016, vol. 45, n° 2, pp. 43-64.
- NEZ H., « Podemos, un parti de "non professionnels" ? », *Savoir/Agir*, 2015, vol. 2, n° 32, pp. 53-60.
- NEZ H., « Podemos : l'irruption d'un nouveau parti politique en Espagne », *Mouvements*, 2017, n° 89, pp. 112-121.
- NEZ H., « Des Indignés à Podemos : continuités et ruptures », *Mouvements*, 2018, n° 94, pp. 75-86.
- OLLITRAULT S., « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1, pp. 105-130.
- PENTARAKI M. et SPEAKE J., *Reclaiming hope within the geopolitics of economic bullying: The case of Syriza and post referendum Greece*, Belfast, Antipodean Foundation, 2015.
- RODRÍGUEZ-TERUEL J., BARRIO A. et BARBERÀ O., « Fast and Furious: Podemos' Quest for Power in Multi-level Spain », *South European Society and Politics*, 2016, vol. 21, n° 4, pp. 561-585.
- RORI L., « L'ambition sans remords : Syriza et l'exercice du pouvoir », *Pôle Sud*, 2016, vol. 2, n° 45, pp. 85-118.
- TARRAGONI F., *L'esprit démocratique du populisme. Une nouvelle analyse sociologique*, Paris, La Découverte, 2019.
- TRONCONI F., *Beppe Grillo's Five Star Movement: Organisation, Communication and Ideology*, Farnham, Ashgate Publishing Limited, 2015.
- WEBER M., *Le Savant et le Politique (1917 et 1919)*, Paris, Plon, 1959.



# “ Théorie et pratique du populisme de gauche chez Jean-Luc Mélenchon ”

Valentin SOUBISE

- ☉ **Valentin Soubise** est doctorant en science politique au CESSP et chargé d'enseignement à l'Université Paris 1. Ses principaux intérêts de recherche portent sur le populisme de gauche, le leadership charismatique et les rapports au politique au sein des classes populaires.  
Université Paris 1, valentin.soubise@hotmail.fr

## Résumé

- ☉ L'affiliation de J.-L. Mélenchon aux théories hétérodoxes du populisme des philosophes E. Laclau et Ch. Mouffe a de nombreuses fois été récusée ou relativisée par le leader et ses proches, notamment en s'inscrivant publiquement dans le sillage du paradigme marxiste. À l'encontre de ces affirmations, le présent article défend l'idée que les positionnements de ces différents acteurs sont en réalité fondamentalement analogues sur un grand nombre de problèmes politiques et stratégiques essentiels et s'inscrivent dans un espace intellectuel et politique post-marxiste commun – bien que certaines divergences perdurent sur des concepts importants comme celui de « signifiant vide ». J.-L. Mélenchon est arrivé au populisme de gauche au contact des expériences sud-américaines des années 2000 qui lui procuraient des ressources utiles à sa propre rupture avec la social-démocratie du « oui » au Traité constitutionnel européen (TCE) de 2005 ; c'est ce processus politique, à la fois pratique et réflexif, qui l'a conduit à converger avec les théories du populisme de Laclau et Mouffe. En montrant que ces théories peuvent contribuer à éclairer la pratique politique de J.-L. Mélenchon, le présent article a pour objectif, au plan méthodologique, de souligner l'importance de l'analyse des idées des dirigeants politiques, pour mettre en évidence les effets qu'elles induisent sur leurs pratiques.

## Mots-clés

- ☉ Mélenchon, populisme de gauche, Laclau, stratégie populiste, idées politiques, post-marxisme, plebs, signifiant plein.

En confrontant la démarche politique de Jean-Luc Mélenchon aux théories hétérodoxes du populisme des philosophes Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, le présent article a pour objectif de questionner la qualification « populiste » qui est parfois associée au dirigeant du parti La France insoumise (LFI). Nous commencerons par mettre en évidence la perception subjective qu'ont certains cadres mélenchonistes de Laclau et Mouffe et en particulier leur distance critique à ce qu'ils perçoivent comme un « idéalisme » philosophique chez ces deux auteurs. Nous montrerons que l'affiliation à la tradition matérialiste et marxiste qui est revendiquée par J.-L. Mélenchon et certains de ses proches est certes conforme à une partie substantielle de leur production doctrinale et à l'idée qu'ils se font le plus souvent de leur action, mais qu'elle ne résiste nullement à l'épreuve de l'analyse de *leur pratique politique* : depuis 2005 et la mobilisation contre le Traité constitutionnel européen (TCE) – qui a été fondatrice du mélenchonisme contemporain émancipé du Parti socialiste (PS) –, on observe une nette inflexion de ce courant politique vers une démarche populiste de gauche qui a culminé dans l'élection présidentielle de 2017. Le présent article vise à montrer comment l'influence des néopopulismes sud-américains des années 2000 a nourri et conforté la rupture de J.-L. Mélenchon avec le PS et *favorisé une profonde convergence entre les intuitions politiques du dirigeant et les théories philosophiques de Laclau et Mouffe*. Le cœur de notre développement s'attachera à étayer cette affinité théorique et politique entre des élaborations qui apparaissent analogues par leur positionnement post-marxiste. Au plan méthodologique, notre texte a pour objectif de montrer l'importance de la prise en compte de la réflexivité des dirigeants politiques et de *l'analyse de la logique interne de leurs idées* (ou de leur absence de logique) afin de restituer l'univers mental – théorique et idéologique – dans lequel leurs actions font sens pour eux et peuvent se déployer. Ce travail prend appui sur un ensemble de matériaux documentant la pensée politique de J.-L. Mélenchon, son évolution et sa mise en récit (ses livres, notes de blog, interviews, discours de meetings, participation à des débats avec E. Laclau et Ch. Mouffe, archives de presse, ainsi que sur quelques entretiens avec des membres ou d'anciens membres des premiers cercles mélenchonistes). À travers cet article, nous voulons enfin tordre le cou à certaines catégorisations statiques et dichotomiques qui laissent trop fréquemment entendre que J.-L. Mélenchon serait passé « de la gauche au peuple », « du socialisme au populisme », ou encore « de la République au démagisme », comme s'il s'agissait là de couples de principes binaires, exclusifs ou antagonistes. Nous attacherons au contraire une importance décisive au temps, au mouvement et à une conception dynamique de l'articulation entre ces entités politiques, ce qui permettra de faire apparaître la démarche populiste mélenchoniste comme une entreprise visant à retourner à des classes populaires perçues comme désaffiliées, dans une perspective démagiste et refondatrice, avec l'objectif de reconstituer la gauche et le peuple républicain contre le « péril abstentionniste ». En mettant en avant l'idée générique d'une dialectique entre l'instituant et l'institué, le populisme mélenchonien apparaît ainsi paradoxalement comme une tentative de *reconstitution républicaine*. La mise à jour de ce bricolage politique permet de résister à l'illusion selon laquelle le leader aurait le pouvoir de faire table rase de son passé et de sa formation politique (de gauche et républicaine) dans une prétendue rupture absolue vers « le populisme ». Elle permet de restituer plus finement la synthèse mélenchonienne, l'ensemble des influences au fondement d'un syncrétisme aboutissant parfois à d'importantes incohérences logiques, par exemple entre ce que nous identifierons dans la conclusion comme les « deux peuples irréconciliables du mélenchonisme ».

## 1. Le matérialisme mélenchoniste et sa critique de l'« idéalisme » philosophique

Chez E. Laclau, le *discours* constitue le fondement premier de toute réalité sociale, et en aucun cas le reflet d'une « infrastructure » ou d'une réalité objective qui existerait en dehors de toute production discursive<sup>1</sup>. E. Laclau et Ch. Mouffe rompent avec le marxisme en cherchant à extirper « le dernier reste d'essentialisme chez Gramsci »<sup>2</sup>, c'est-à-dire la dimension *économique* qui persiste dans son analyse des classes sociales ; ces auteurs veulent ainsi penser l'hégémonie comme une pure logique d'articulation *politique* consistant à construire un peuple, de façon arbitraire, indépendamment de toute prédétermination économique.

J.-L. Mélenchon continue quant à lui à revendiquer une affiliation au « matérialisme historique » et considère, pour cette raison, qu'il a des désaccords profonds avec ces auteurs, dont les approches sont selon lui teintées d'idéalisme. Lors d'un débat en 2016, il déclare par exemple : « Je ne répondrai pas sur le même plan que Chantal [Mouffe] à la question posée : les évolutions de la société ne sont pas celles des idées de la société [...] sur elle-même mais des réalités auxquelles elle est confrontée. ». Si J.-L. Mélenchon n'emploie pas le terme d'« idéalisme », son interlocutrice ne se sent pas moins accusée et se défend : « Une petite chose, Jean-Luc, tu dis toujours : “Moi, en tant que matérialiste”, comme si d'une certaine façon tu considérais que [...] [moi j'étais] idéaliste. [...] Je me considère aussi comme matérialiste. »<sup>3</sup>. Charlotte Girard, qui a été coresponsable de l'élaboration du programme insoumis pour l'élection présidentielle de 2017, décrit elle aussi une ligne de clivage semblable sur la façon de saisir les « aspirations populaires », soit « à partir d'abstractions », soit à « partir du concret »<sup>4</sup> ; ce qui séparerait selon elle les laclausiens des mélenchonistes, ce serait finalement « toute la différence [...] entre Hegel et Marx »<sup>5</sup>. Le problème des militants n'est pas, selon elle, de se tourner vers les *abstractions philosophiques* de Laclau et Mouffe, mais au contraire vers les *savoirs empiriques de la sociologie* qui sont considérés comme le chaînon manquant entre des « théories marxistes » (encore trop abstraites) et leur opérationnalisation dans la réalité militante<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> « Le discours constitue le terrain premier de la constitution de l'objectivité comme telle. » (LACLAU Ernesto, *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008, p. 86).

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 151. « The Last Redoubt of Essentialism: the Economy » était déjà le titre d'une section de l'ouvrage de LACLAU Ernesto et MOUFFE Chantal, *Hegemony and Socialist Strategy, Towards a Radical Democratic Politics*, 2<sup>e</sup> éd., London-New York, Verso, 2001, p. 75.

<sup>3</sup> Débat avec Chantal Mouffe, « L'heure du peuple », organisé par l'association Mémoires des luttes à la Maison de l'Amérique latine (Paris), le 21 octobre 2016.

<sup>4</sup> « Je pense que ce qui nous distingue de la théorie pure de la raison populiste de Laclau, c'est effectivement l'abstraction à partir de laquelle il raisonne. » (entretien réalisé le 18 mai 2021).

<sup>5</sup> *Idem.*

<sup>6</sup> Il s'agit d'« être soi-même militant-sociologue [...]. On était très lecteurs de Bourdieu dès le Parti de gauche, ce qui nous permettait aussi de mettre au point les modalités concrètes des théories marxistes » (*idem*).

On peut considérer que cette accusation en idéalisme est « injuste »<sup>7</sup> et donc qu'elle restitue mal le désaccord théorique entre ces différents acteurs ; mais ce qui compte surtout ici pour nous est qu'elle structure une partie du point de vue des mélenchonistes et qu'elle participe de leur rapport aux philosophes Laclau et Mouffe.

J.-L. Mélenchon affirme ne pas avoir été significativement influencé par leurs œuvres. E. Laclau est considéré par le dirigeant insoumis comme une « référence de confort », une ressource académique qui lui permet de légitimer intellectuellement sa démarche et de satisfaire « le snobisme médiatique »<sup>8</sup>, mais qui n'a pas été fondatrice de son évolution politique. Selon Alexis Gales, c'est « une caution intellectuelle utile mais arrivant dans son champ de vision *a posteriori* »<sup>9</sup> de son propre cheminement vers le populisme.

J.-L. Mélenchon a néanmoins espéré obtenir des profits symboliques grâce à la proximité avec ces auteurs, qui a largement été coconstruite par les médias notamment dans la séquence 2016-2017<sup>10</sup>. Il faut donc commencer par déconstruire ce sens commun et ce récit politico-médiatique pour chercher à reconstruire le rapport de J.-L. Mélenchon à Laclau et Mouffe.

On ne saurait pourtant affirmer que le leader fait un usage purement instrumental des théoriciens du populisme de gauche. Nous voulons montrer que si J.-L. Mélenchon n'a pas été formé intellectuellement par ces auteurs, il n'en est pas moins arrivé, *par et dans le « bricolage » de sa pratique politique*, à des conclusions et des positionnements qui, sur un certain plan, et sur des questions cruciales, sont analogues à celles de Laclau et Mouffe. Nous voulons montrer que les théories des philosophes post-marxistes et en particulier celle du populisme de gauche sont utiles pour éclairer la pratique politique et les intuitions théoriques de J.-L. Mélenchon car celui-ci, malgré le fait qu'il se définisse encore fréquemment comme marxiste, s'inscrit en réalité largement dans l'espace post-marxiste et occupe en quelque sorte, dans l'espace politique, une position homologue à celles des philosophes post-marxistes dans l'espace intellectuel, parce qu'il a suivi une évolution analogue qui s'inscrit largement dans le contexte d'une transformation collective et générationnelle consécutive à l'effondrement conjoint du compromis social-démocrate et du paradigme marxiste<sup>11</sup>.

L'importance prise par le leadership charismatique, les affects, l'imaginaire, le discours, dans la construction d'un peuple dont la plèbe est l'élément central mobilisateur dans une perspective dégagiste, sont

---

<sup>7</sup> « Depuis Wittgenstein, nous savons que les jeux de langage comprennent à la fois les échanges linguistiques et les actions dans lesquelles ces échanges sont impliqués, et la théorie des actes de parole a donné de nouvelles bases à l'étude des séquences discursives constituant la vie sociale institutionnalisée. C'est en ce sens que Chantal Mouffe et moi avons parlé de discours comme de totalités structurées articulant éléments linguistiques et non linguistiques. » (LACLAU Ernesto, *La Raison populiste*, op. cit., p. 26).

<sup>8</sup> BANBARA Lenny, « La construction d'un peuple révolutionnaire n'est pas un dîner de gala », entretien avec J.-L. Mélenchon, *Lvsl.fr*, 30 avril 2018.

<sup>9</sup> GALES Alexis, *Jean-Luc Mélenchon, de la gauche au peuple*, coll. « Politique à gauche », Paris, Bruno Leprince, 2019, p. 62.

<sup>10</sup> Chantal Mouffe devient ainsi « la philosophe qui inspire Mélenchon », comme le titre *LeMonde.fr* le 26 décembre 2016 et comme le titre deux fois *LeFigaro.fr* le 30 janvier 2017 et le 11 avril 2017.

<sup>11</sup> En 2012, Luke March écrit ainsi qu'il existe en Europe un « *Zeitgeist* » populiste de gauche qui tend à gagner à divers degrés toute la gauche radicale européenne et qui trouve son origine dans le déclin du consensus social-démocrate d'après-guerre (MARCH Luke, *Radical Left Parties in Europe*, Londres, Routledge, 2012, pp. 120-121).

autant de points de convergence fondamentaux entre J.-L. Mélenchon et les philosophes E. Laclau et Ch. Mouffe.

## 2. Réflexivité et théorisation d'un dirigeant populiste de gauche

J.-L. Mélenchon n'est pas un intellectuel désintéressé mais un homme politique engagé dans une arène conflictuelle. Pour rendre compte de son rapport au « populisme », il est utile de commencer par mentionner le contexte politique et la signification sociale dominante du signifiant « populiste », à savoir celle d'un *stigmat* d'autant plus puissant qu'il est adossé au paradigme de la « populologie », c'est-à-dire, selon Federico Tarragoni, à un sens commun pratiquement inquestionnable au sein des couches sociales supérieures<sup>12</sup>. Pour rendre compte du positionnement des mélenchonistes vis-à-vis du « populisme », il faut donc restituer la dynamique des échanges de coups avec leurs adversaires politiques. L'entreprise d'imposition du stigmat « populiste » à l'encontre de J.-L. Mélenchon a commencé au sein du PS : d'abord en 2002-2003, Michel Rocard tout comme les hollandistes ont cherché à coller cette étiquette à Henri Emmanuelli et à la motion « Nouveau Monde » dont J.-L. Mélenchon était signataire<sup>13</sup> ; puis, surtout, dans la campagne du TCE, l'amalgame entre deux extrêmes populistes et chauvins a été construit et largement diffusé au sein du PS ou encore par certains politistes comme Dominique Reynié<sup>14</sup>. La campagne de 2005 a conduit les dirigeants mélenchonistes à considérer qu'il existait une haine et un mépris du « peuple » portés par les partisans du « oui » de droite comme de gauche, et que le résultat du vote cristallisait un *nouveau clivage politique* en France, dans lequel il s'agissait de prendre le parti de la « défense des intérêts du peuple ». Cette grille de lecture peut être étayée par une citation de Ch. Girard :

« "Populisme", pour nous, c'est d'abord une injure. Voilà, on nous traite de populistes. [...] Je marquerais historiquement l'injure de "populisme" au moment du "non" au Traité constitutionnel européen de 2005. Ça a été un moment pour nous où l'injure a été particulièrement aiguë et où [...] nous avons décidé de la prendre pour nous finalement et de dire qu'au fond ce qui était contenu dans l'injure c'était autre chose, c'était la haine du peuple. [...] Nous avons cherché à retourner cette représentation du peuple, qui était extrêmement méprisante, extrêmement dévalorisante, [...] et nous avons retourné l'injure en disant : "Mais ce qui vous gêne, finalement, ce n'est pas le populisme, c'est le peuple". Donc nous allons, nous, prendre en charge l'intérêt du peuple. [...] Si bien qu'au fond c'est peut-être notre définition du populisme qui se cache dans cette action-là [...] : la prise

<sup>12</sup> TARRAGONI Federico, *L'Esprit démocratique du populisme*, coll. « L'horizon des possibles », Paris, La Découverte, 2019, pp. 57-58.

<sup>13</sup> « Emmanuelli : "Je ne suis ni populiste ni démagogue" », propos recueillis par GUILLOTON Patrick, *Sud Ouest*, 28 avril 2003.

<sup>14</sup> « La gauche du Non a mobilisé [...] un chauvinisme imprégné de xénophobie. Tout ce que Léon Blum, en son temps, dénonçait comme un "programme social-nationaliste" » (REYNIÉ Dominique, *Le vertige social-nationaliste. La gauche du Non et le référendum de 2005*, Paris, Éditions de La Table Ronde, 2005).

en charge de l'intérêt général au nom et pour le compte du peuple »<sup>15</sup>. C'est ce repositionnement politique de J.-L. Mélenchon dans la dynamique de recomposition à l'œuvre au moment du référendum européen de 2005 qui explique la naissance de son intérêt pour le populisme de gauche. Celui-ci n'a pas été théorique ou livresque mais d'abord pratique : le dirigeant affirme avoir été « bouleversé » par les expériences néo-populistes sud-américaines des années 2000 et par sa rencontre avec Hugo Chávez qui est à l'origine d'une remise en cause et d'une bifurcation : « Le cas vénézuélien va me faire regarder autrement bien des choses »<sup>17</sup>. Il y a un véritable changement de cap stratégique vers la nouvelle « ligne générale qui devint la mienne à partir de là »<sup>18</sup>. Cette influence est d'autant plus significative d'une rupture importante que le premier coup d'État manqué mené par Hugo Chávez en 1992 visait à renverser Carlos Andrés Pérez, *un président social-démocrate*. À cette époque, le sénateur socialiste J.-L. Mélenchon soutenait le traité de Maastricht, il était donc encore bien loin de s'enthousiasmer pour le militaire vénézuélien et quand ce dernier fut élu en 1998 puis réélu en 2000, « ce pays n'était [toujours] pas dans [s]es sphères d'intérêt »<sup>19</sup>. J.-L. Mélenchon ne commence à s'intéresser à cette expérience politique qu'en 2004 à travers la découverte d'un film documentaire portant sur le coup d'État manqué de 2002 contre Hugo Chávez<sup>20</sup>. Il multiplie les voyages en Amérique du Sud, affirmant qu'il s'y est rendu « vingt-cinq fois en tout »<sup>21</sup>. Le moment le plus important de sa socialisation politique au populisme chaviste semble se produire en 2006 quand il s'engage activement au côté du président de la République bolivarienne du Venezuela dans la campagne pour sa réélection. Il écrit alors sur son blog : « On gagnerait sans doute à assumer l'accusation de populisme » pour s'identifier « au peuple "populaire" face au mépris de caste de ceux qui dénoncent le populisme »<sup>22</sup>. Outre le chavisme, Jean-Luc Mélenchon « s'intéresse tout particulièrement à [l'expérience équatorienne dirigée par] Rafael Correa, ancien ministre socialiste en rupture avec sa famille

<sup>15</sup> Débat entre Chantal Mouffe, Christophe Ventura, Lenny Benbara, Charlotte Girard et Jorge Lago, le 14 décembre 2017, à l'initiative de l'association Mémoire des Luttes et avec le soutien du média en ligne Le Vent se Lève ([https://www.youtube.com/watch?v=qXRcG2Bii28&ab\\_channel=LeVentSel%C3%A8ve](https://www.youtube.com/watch?v=qXRcG2Bii28&ab_channel=LeVentSel%C3%A8ve)).

<sup>16</sup> Par la suite, dans les campagnes présidentielles de 2012 comme de 2017, l'accusation en populisme a été l'une des principales armes des adversaires du mélenchonisme, de gauche comme de droite (à l'exception du Rassemblement national et de sa présidente qui a au contraire cherché à monopoliser l'imaginaire de la cause du peuple). Un exemple emblématique est fourni par la caricature signée Plantu parue dans *L'Express* le 19 janvier 2011 représentant Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon côte à côte, affublés de brassards à l'esthétique nazie et lisant un même discours intitulé : « Tous pourris ».

<sup>17</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *Le Choix de l'insoumission*, Paris, Seuil, 2016, p. 269.

<sup>18</sup> « Évidemment le contact avec Chávez percutait des dizaines de thèmes et de façon de faire. Et surtout, il illustre une ligne générale qui devint la mienne à partir de là. Il ne s'agit plus de construire une avant-garde révolutionnaire mais de faire d'un peuple révolté un peuple révolutionnaire. La stratégie de la conflictualité est le moyen de cette orientation. », interview avec Lenny BENBARA, préc., 30 avril 2018.

<sup>19</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *Le Choix de l'insoumission*, op. cit., p. 268.

<sup>20</sup> BARTLEY Kim et O'BRIAN Donnacha, *Chávez: Inside the Coup ou The Revolution Will Not Be Televised (La Révolution ne sera pas télévisée*, diffusé sur Arte en 2004).

<sup>21</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *Le Choix de l'insoumission*, op. cit., p. 273. Cette information concorde avec ce qu'écrit Manuel Cervera-Marzal : « Durant les années 2000, Jean-Luc Mélenchon traverse l'Atlantique une à deux fois par an afin d'étudier ces révolutions citoyennes. » (CERVERA-MARZAL Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, coll. « Sciences humaines », Paris, La Découverte, 2021, p. 81).

<sup>22</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, « Cinquième journée au Venezuela », 17 février 2006 (<http://www.jean-luc-melenchon.fr/2006/02/17/cinquieme-journee-au-venezuela/>).

politique et sensibilisé aux enjeux écologiques – trois points communs avec lui »<sup>23</sup>. La rhétorique démagogique de R. Correa, sa stratégie d'une « révolution citoyenne » dont la force et le cœur résideraient dans la mise en place d'une assemblée constituante, inspireront le dirigeant français qui se les appropriera<sup>24</sup>. La circulation internationale des idées et pratiques néopopulistes ne repose pas sur leur appropriation par un leader solitaire et absolument souverain mais inversement il serait tout aussi vain de chercher à découvrir dans son entourage des « personnages » qui auraient constitué une courroie de transmission unidirectionnelle ayant « converti » J.-L. Mélenchon au populisme. La réalité est plutôt celle d'un processus au cours duquel le leader forge son point de vue – c'est toujours lui qui a le dernier mot dans ses cercles de proches – en consultant et en se confrontant régulièrement à une série d'« interlocuteurs »<sup>25</sup> qui apportent leur expertise, leur avis et leur contribution à une évolution politique collective vers le populisme dont le cap est *in fine* tranché par le chef. Parmi eux, on peut retenir le bras droit militant François Delapierre qui est le plus influent théoriquement dans cette évolution<sup>26</sup>, l'avocate franco-chilienne Raquel Garrido « responsable internationale » à Pour la République sociale (PRS<sup>27</sup>) puis au Parti de Gauche (PG) et enfin le directeur de recherche à l'IRIS et spécialiste de l'Amérique latine Christophe Ventura, organisateur (le 21 octobre 2016) et participant (le 14 décembre 2017 puis le 29 juin 2019) à des débats théoriques avec Chantal Mouffe sur le sujet du populisme de gauche<sup>28</sup>.

J.-L. Mélenchon et ces différents militants ont ainsi de « bonnes raisons » de s'intéresser aux expériences néopopulistes sud-américaines parce qu'elles représentent des ressources théoriques et des exemples pratiques qui sont utiles à la tâche qu'ils ont eux-mêmes entreprise à partir de 2005 dans la campagne contre le TCE : *rompre avec la social-démocratie*. C'est parce que les militants mélenchonistes sont en train de basculer de la gauche social-démocrate du « oui » au peuple du « non »<sup>29</sup> que les exemples populistes sud-américains – représentant *mutatis mutandis* des dynamiques historiques analogues – les intéressent, qu'ils y voient une confirmation de leurs nouvelles prises de position, une source d'inspiration, l'exemple et l'espoir d'une future prise de pouvoir de la gauche radicale, populaire et populiste sur la gauche et sur l'État.

<sup>23</sup> CERVERA-MARZAL Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, op. cit., p. 81.

<sup>24</sup> Rafael Correa est d'ailleurs invité aux premières universités d'été de LFI en 2017 à Marseille ; à cette occasion, il donne une conférence à laquelle assiste d'ailleurs Chantal Mouffe ([https://www.youtube.com/watch?v=aWJry-R0ohs&ab\\_channel=LaFranceinsoumise](https://www.youtube.com/watch?v=aWJry-R0ohs&ab_channel=LaFranceinsoumise)).

<sup>25</sup> « Une série d'interlocuteurs, dont certains accompagneront la France insoumise, l'aident à préciser sa pensée : les journalistes Bernard Cassen et Ignacio Ramonet, les chercheurs Gaël Brustier et Christophe Ventura, les militants François Delapierre et Raquel Garrido, les jeunes expatriés Romain Migus et Maximien Arvelaiz. » (CERVERA-MARZAL Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, op. cit., pp. 81-82).

<sup>26</sup> De même, selon Manuel Cervera-Marzal, en ce qui concerne l'influence de Podemos, François Delapierre de retour d'Espagne en 2015 convainc Mélenchon de faire « un parti sans les murs » (*ibid.*, p. 37).

<sup>27</sup> PRS est une association politique fondée en 2004, présidée par Jean-Luc Mélenchon et dissoute dans le PG au moment de la fondation de ce parti en 2009.

<sup>28</sup> Ces trois débats ont été filmés et peuvent être librement visionnés ([https://www.youtube.com/watch?v=FtriFMxsOWw&ab\\_channel=JEAN-LUCM%C3%89LENCHON](https://www.youtube.com/watch?v=FtriFMxsOWw&ab_channel=JEAN-LUCM%C3%89LENCHON) ; [https://www.youtube.com/watch?v=ki\\_dTFpIKGI&t=3621s&ab\\_channel=LeVentSel%C3%A8ve](https://www.youtube.com/watch?v=ki_dTFpIKGI&t=3621s&ab_channel=LeVentSel%C3%A8ve) ; [https://www.youtube.com/watch?v=qXRCG2Bii28&ab\\_channel=LeVentSel%C3%A8ve](https://www.youtube.com/watch?v=qXRCG2Bii28&ab_channel=LeVentSel%C3%A8ve)).

<sup>29</sup> François Delapierre : « Pour nous, c'est sûr que 2005 a été le moment fondateur. C'est à partir de cet événement que nous avons commencé à comprendre et analyser le basculement historique de la social-démocratie. » (« Sociogenèse du "Front de Gauche" », propos recueillis par Gérard MAUGER, *Savoir/Agir*, 2012/4, n° 22, pp. 83-91).

### 3. Le primat de la souveraineté du peuple dans les analyses respectives de Mélenchon et de Laclau

Si J.-L. Mélenchon n'est pas laclausien et qu'il arrive au populisme par d'autres canaux, le théoricien argentin peut néanmoins être mobilisé pour éclairer l'entreprise politique mélenchonienne. Malgré des désaccords, il exprime sous une forme savante et élégante une pensée *analogue* à certaines intuitions ou théorisations plus bricolées chez J.-L. Mélenchon. Il n'y a d'ailleurs pas d'un côté une élaboration purement théorique dans le ciel des idées philosophiques et de l'autre des praticiens dépourvus de toute réflexivité : la théorie de Laclau elle-même a largement été élaborée au contact d'expériences historiques du populisme sud-américain, en particulier le péronisme ; ce qui est homologue, dans l'espace politique, à l'importance du chavisme dans l'évolution politique de J.-L. Mélenchon. Au vu des nombreux débats et des échanges nourris entre ce milieu universitaire et cette direction partisane<sup>30</sup>, on ne saurait aisément tracer de limite étanche entre ces élaborations ni même entre leurs statuts, c'est en tout cas ce qu'affirme E. Laclau lui-même : « [...] ce que je n'accepte pas c'est que tu mettes Chantal [Mouffe] et moi du côté des intellectuels et toi [J.-L. Mélenchon] du côté de l'action, parce que toi aussi, tu es un philosophe. »<sup>31</sup>. D'un côté, on peut affirmer que J.-L. Mélenchon nourrit l'idéal d'une action politique éclairée par la théorie et par un niveau élevé de réflexivité ; de l'autre côté, réciproquement, il est difficile d'affirmer que les théories savantes de Laclau et Mouffe sont dénuées de toute normativité et d'engagement : ces conceptions académiques et partisanes ont en commun non seulement leur distance vis-à-vis de toute forme de pathologisation du phénomène populiste mais encore sa valorisation positive comme une forme de radicalisation de la démocratie.

Sans être un théoricien politique de profession, J.-L. Mélenchon n'en chemine pas moins progressivement vers une forme de post-marxisme. Dès 1991, dans un ouvrage dont certains chapitres témoignent d'un degré exigeant d'abstraction, il dresse un bilan critique du marxisme orthodoxe et remet en cause une conception de l'histoire se déroulant comme un « enchaînement linéaire et étroitement déterministe, tel que l'avait formalisé le matérialisme historique »<sup>32</sup>. Il souligne sa distance vis-à-vis de l'attente fataliste des fruits d'un quelconque sens objectif de l'histoire<sup>33</sup>, et met au centre de l'explication du monde social sa dimension chaotique.

<sup>30</sup> Voy. le colloque « Universitaires et directions partisanes : interactions, connexions et circulations contemporaines », organisé par David COPELLO et Manuel CERVERA-MARZAL, à la Maison des Sciences de l'Homme, Paris Nord, les 14 et 15 novembre 2019.

<sup>31</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, « Populisme et hégémonies culturelles : débat Laclau-Mouffe-Mélenchon », débat organisé au Musée Evita de Buenos Aires, en octobre 2012, dont le script, que nous citons, a été publié sur l'ancien blog de J.-L. Mélenchon le 15 septembre 2015 (<https://melenchon.fr/2015/09/29/populisme-et-hegemonies-culturelles-debat-laclau-mouffe-melenchon/>).

<sup>32</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *À la conquête du chaos, pour un nouveau réalisme en politique*, Paris, Denoël, 1991, p. 25.

<sup>33</sup> « Le fruit ne tombait pas. Les crises cycliques se succédaient mais le système s'en sortait toujours, souvent plus dynamique, plus robuste qu'avant[...] » (*ibid.*, p. 53).

Un point commun fondamental aux acteurs politiques et universitaires post-marxistes est la primauté qu'ils accordent au *politique* contre l'économisme et le sociologisme. E. Laclau refuse l'idée marxienne selon laquelle ce sont les oppositions de classes qui sont le moteur de l'histoire car selon lui l'exploitation capitaliste peut très bien produire de la conformité à l'ordre établi. Il ne découle donc de cette « exploitation » aucune révolte mécanique ni même aucun « antagonisme ». Seule l'irruption du politique, c'est-à-dire d'un facteur *hétérogène* et d'une logique étrangère à celle du rapport d'exploitation, peut expliquer la révolte et donc la constitution d'un antagonisme<sup>34</sup>.

De manière analogue, J.-L. Mélenchon semble faire primer la souveraineté et la construction politique d'un peuple sur les déterminismes économiques et sociaux : par exemple, il remarque que si 30 % des électeurs ouvriers ne votaient pas pour le Programme commun dans les années 1970, ce n'était pas en conséquence de leur « enracinement social » (« c'étaient les mêmes prolos, dans les mêmes usines »), mais bien parce qu'ils « appartenaient à un peuple particulier : le peuple catholique, réactionnaire, anticommuniste [...], ils s'étaient constitués une identité collective »<sup>35</sup>. Ainsi, à travers cet exemple, on peut constater que J.-L. Mélenchon fait primer la logique proprement politique de constructions d'identités collectives antagonistes, largement indépendantes d'une surdétermination socio-économique. Il ne considère pas ici que la thèse du déterminisme économique (de la « conscience de classe ») n'est *plus* valable au début du XXI<sup>e</sup> siècle, par exemple en raison de l'éclatement de la classe ouvrière traditionnelle, mais bien que cette thèse a *toujours* représenté une erreur théorique, même au moment de l'apogée de la classe ouvrière organisée, « lorsque nous étions au sommet de notre gloire »<sup>36</sup>. Le dirigeant insoumis affirme ainsi que la « théorie de "l'Ère du peuple et des révolutions citoyennes" [...] consacre [...] l'autonomie des faits politiques »<sup>37</sup>. L'état du monde social est considéré comme le produit d'une volonté humaine souveraine à laquelle J.-L. Mélenchon accorde une portée maximaliste, en réaffirmant constamment son adhésion au mythe du progrès : parce que Prométhée lui a donné le feu, « l'être humain est un être qui est entièrement responsable de sa construction »<sup>38</sup>. Le post-marxisme de J.-L. Mélenchon est ainsi identifiable par son adhésion à une conception radicale de la souveraineté du peuple. E. Laclau considère le populisme comme l'essence même de la politique : « [...] la construction du "peuple" est l'acte politique par excellence »<sup>39</sup>. De manière analogue, selon J.-L. Mélenchon, influencé par les expériences sud-américaines, le processus constituant est le moment de la subjectivation et de la constitution du peuple lui-même : « Le peuple est constituant ou il n'est rien, comme Marx disait du prolétariat qu'il était révolutionnaire ou bien qu'il ne serait rien »<sup>40</sup>. Conformément à une évolution qui caractérise l'ensemble de l'espace intellectuel post-marxiste et qui est constitutive de la conception populiste, J.-L. Mélenchon a ainsi remplacé les salariés par

<sup>34</sup> LACLAU Ernesto, *La Raison populiste*, op. cit., pp. 176-177.

<sup>35</sup> Débat avec Chantal MOUFFE, préc., 21 octobre 2016.

<sup>36</sup> *Idem*.

<sup>37</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, « L'ère des révolutions citoyennes (épisode 2) », 27 octobre 2019 (<https://melenchon.fr/2019/10/27/lere-des-revolutions-citoyennes-2/>).

<sup>38</sup> Interview de J.-L. Mélenchon par Frédéric TADDEI dans l'émission « Interdit d'interdire », RT France, diffusée en direct le 28 janvier 2020.

<sup>39</sup> LACLAU Ernesto, *La Raison populiste*, op. cit., p. 183.

<sup>40</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *L'Ère du peuple*, Paris, Fayard, 2014, pp. 116-118.

le peuple en tant que sujet révolutionnaire du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle<sup>41</sup> : « J'appartiens à une nouvelle génération de révolutionnaires : c'est ceux qui misent tout sur la démocratie et sur les assemblées constituantes, pour que le peuple [...] s'institue en tant qu'acteur politique dans l'histoire. »<sup>42</sup>. Le populisme est fondé théoriquement chez E. Laclau sur une dialectique entre le politique et le social : l'institution sociale est remise en cause par le politique qui, en se sédimentant, devient institution sociale<sup>43</sup>. La stratégie populiste consiste ainsi à vouloir incarner ce moment de l'irruption du politique contre le social institué. Elle s'emploie à faire primer la logique d'équivalence sur la logique de différence : « les demandes insatisfaites s'accumuleront et le système institutionnel sera de plus en plus incapable de les intégrer d'une manière différenciée (chacune isolément des autres), ce qui établit entre elles une relation d'équivalence »<sup>44</sup>. Cette théorie peut éclairer l'orientation mélenchonienne dite « dégagiste », qui ne consiste pas à « rassembler la gauche », c'est-à-dire des institutions *incluses* au système et à l'ordre existant, considérées comme discréditées et condamnées, mais à « fédérer le peuple », c'est-à-dire les *exclus* de la représentation politique qui constitueraient aujourd'hui une « majorité sociale » disposée à se constituer en *un nouveau peuple*. On retrouve ainsi chez J.-L. Mélenchon l'idée d'une sclérose institutionnelle qui appellerait l'irruption d'un tiers exclu dans une « révolution citoyenne »<sup>45</sup>.

## 4. Le rôle de la plebs dans le *populus* du populisme de gauche

Pour E. Laclau, c'est le *lumpenproletariat* qui incarne la figure la plus essentielle de cette irruption de l'hétérogène, c'est-à-dire du politique, car selon Peter Stallybrass, cité par Laclau, l'identité du *lumpenproletariat* n'est pas surdéterminée par l'économie, elle « ne peut être donnée avant le moment de l'articulation politique »<sup>46</sup>. Le discours de J.-L. Mélenchon est quant à lui significatif de la centralité accordée aux quartiers populaires dans la stratégie insoumise :

« Je sais quelles sont les populations qui sont là, dans ces quartiers. Eh bien moi je veux les nommer, je n'ai pas peur, je n'ai pas honte de le dire : ce que vous voyez là, c'est la nouvelle France ! [...] La masse qui participera

<sup>41</sup> « Le peuple est le sujet de l'histoire contemporaine. » (*ibid.*, p. 109).

<sup>42</sup> Interview avec Frédéric TADDEI, préc., 28 janvier 2020.

<sup>43</sup> « Le politique est, en un sens, l'anatomie du monde social, parce que c'est le moment de l'institution du social. Tout n'est pas politique dans notre société car nous avons de nombreuses formes sociales sédimentées qui ont brouillé les traces de leur institution politique originelle » (LACLAU Ernesto, *La Raison populiste*, op. cit., p. 182).

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>45</sup> « [...] la société [est] incapable de répondre aux aspirations élémentaires », « les institutions sont incapables d'organiser la conflictualité et la discussion à ce sujet et lorsque tout le système est bloqué, il explose de manière fortuite. » (Débat avec Chantal MOUFFE, préc., 21 octobre 2016).

<sup>46</sup> STALLYBRASS Peter, « Marx and Heterogeneity: Thinking the Lumpenproletariat », 1980 (cité par LACLAU Ernesto, *La Raison populiste*, op. cit., p. 172).

à la transition écologique [...], elle est là ! C'est le peuple. Rien d'autre ni personne d'autre que lui ne sait le faire aussi bien et autant en masse que grâce à cette nouvelle France qui est là et *qui attend son heure*. *La révolution citoyenne, elle est d'abord appuyée sur la nouvelle France* »<sup>47</sup>. L'idée principale de cette citation est que la « nouvelle France [...] attend son heure », c'est-à-dire le moment où elle balayera les partis politiques actuels qui l'excluent de la représentation. Le leader populiste ne souhaite plus s'appuyer seulement sur telle ou telle partie du jeu politique institué, mais sur ceux qui sont surnuméraires à ce jeu et qui sont susceptibles de « renverser la table » tout entière.

Par ailleurs, on constate que J.-L. Mélenchon recourt ici à une figure de style métonymique, consistant à attribuer le nom de la communauté politique souveraine tout entière (« la nouvelle France ») à la partie de la population qui tend précisément à en être exclue (les quartiers populaires). Ce mécanisme est au cœur du processus de subjectivation théorisé par Jacques Rancière : le premier mécompte (l'exclusion des sans-part de la communauté politique) ne peut apparaître comme tel et comme un tort à traiter que dans l'expression d'un second mécompte (celui où les sans-part s'approprient le peuple tout entier et en excluent les responsables du tort qui leur avait été fait<sup>48</sup>). La figure de style métonymique employée par J.-L. Mélenchon est caractéristique de la rhétorique et de la stratégie des auteurs populistes comme E. Laclau : « Pour concevoir le peuple du populisme, il est nécessaire d'ajouter quelque chose : nous avons besoin d'une *plebs* qui prétende être le seul *populus* légitime, c'est-à-dire d'une partie qui veuille jouer le rôle de la totalité de la communauté<sup>49</sup>.

À nouveau, ce ne sont pas E. Laclau ni les autres théoriciens post-marxistes qui ont déterminé cette conception mélenchonienne du rôle central de la *plebs* dans le processus constituant, mais bien davantage l'expérience vénézuélienne :

« Chávez mène un combat victorieux par les seules méthodes de la démocratie et des votes à répétition. À cette occasion, un nouvel acteur surgit sur la scène, "le peuple", que Chávez interpelle abondamment dans ses discours. Mais, le peuple, ce n'est *pas seulement la classe ouvrière traditionnelle*. D'ailleurs, la classe ouvrière traditionnelle pose un problème au Venezuela, car le plus gros bataillon de celle-ci travaille dans l'industrie pétrolière, *lieu de tous les clientélismes*. "Le peuple" n'est donc pas la traduction vénézuélienne des "salariés". Ce sont non seulement les salariés, mais aussi *les pauvres*, les gens qui ne travailleront jamais, des gens qui travaillent dans l'économie souterraine. [...] Car lorsque l'oligarchie réussit à arrêter Chávez en 2002, lors d'un coup d'État contre lui, ce sont les pauvres qui le sauvent. Par dizaines de milliers, ils descendent des favelas vers le centre de la ville pour imposer son retour »<sup>50</sup>. L'expérience vénézuélienne est déterminante dans le processus qui conduit J.-L. Mélenchon à substituer aux salariés un nouvel acteur, le peuple. Elle l'est tout autant dans la conception même de ce peuple, dans sa structure et sa configuration, et notamment dans le rôle central occupé par la *plebs* dans l'irruption du *dèmos* : « [Le cas vénézuélien] nous met, François Delapierre et moi,

<sup>47</sup> « La nouvelle France », discours de J.-L. MÉLENCHON aux « Rencontres nationales des quartiers populaires » de la France insoumise, à Épinay-sur-Seine, le 18 novembre 2018.

<sup>48</sup> RANCIÈRE Jacques, *La Méésentente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995, p. 28.

<sup>49</sup> LACLAU Ernesto, *La Raison populiste*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>50</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *Le Choix de l'insoumission*, *op. cit.*, p. 273 (passages soulignés par nous).

dans une profonde exaltation. On travaille, on analyse la place des pauvres à la marge ou au cœur du système. Émerge l'idée qu'il y a cet acteur spécifique dans l'histoire de notre temps qu'on appelle "le peuple" »<sup>51</sup>. L'acteur principal de la révolution citoyenne au Venezuela n'est pas la « classe ouvrière » : très significativement J.-L. Mélenchon la décrit comme *corrompue* par le clientélisme, c'est-à-dire par son *inclusion* à l'ordre institué, son intégration à l'ancien monde, ce qui la rend inapte à l'action révolutionnaire. Il en tirera cette conclusion de portée générale : « Ce n'est donc pas dans l'entreprise ni autour de revendications corporatives des salariés qu'éclatent les processus populaires révolutionnaires de notre époque »<sup>52</sup>. Au Venezuela, J.-L. Mélenchon décrit un processus qui repose avant tout sur les « pauvres », les habitants des « *favelas* », privés d'emploi ou condamnés à la survie dans l'économie informelle. Ce sont eux d'ailleurs qui sont significativement décrits comme les sauveurs de leur héros charismatique lors de la tentative de coup d'État de 2002. Ce qui semble fasciner J.-L. Mélenchon est la relation *directe* que le tribun vénézuélien est parvenu à nouer avec les masses de pauvres dans les *favelas*. On « me fera découvrir la population pauvre des quartiers chavistes. Une expérience qui me bouleversera par sa profondeur humaine. Je peux dire que ces moments-là reconstruisent le sens de mon engagement politique »<sup>53</sup>. Cette expérience rencontre probablement une résonance avec une enfance au Maroc où la mère de Jean-Luc inculquait au petit garçon la compassion à l'endroit des pauvres d'une manière qui lui était « pesante » et qui l'a marqué<sup>54</sup>.

Le lien direct privilégié entre un chef charismatique et la plèbe n'est pas seulement affectif, il devient pour Mélenchon la clé politique qui permet de soulever un peuple révolutionnaire : « J'ai appris beaucoup [de Hugo Chávez] en le regardant, comment il travaillait, comment il éduquait, comment il soulevait et transformait un peuple révolté en un peuple révolutionnaire, ce qui n'est pas la même chose »<sup>55</sup>. Cette expérience conduit J.-L. Mélenchon à mûrir sa conception de l'importance du rôle du leader charismatique, ce qui est conforme à la théorie de Ch. Mouffe : « Une volonté collective ne peut pas se former sans une certaine forme de cristallisation d'affects communs et les liens affectifs qui unissent un peuple à un chef charismatique peuvent jouer un rôle important dans ce processus »<sup>56</sup>. L'analyse sociologique de Federico Tarragoni corrobore quant à elle l'idée que le chef charismatique est un trait commun à toutes les expériences populistes<sup>57</sup>. Pour J.-L. Mélenchon, ce lien direct du leader et de la communauté charismatique qui le soutient a pour objectif conscient de court-circuiter les corps intermédiaires qui sont au fondement de la stabilité de l'ordre établi : « J'ai vu Chávez manier le dégagisme contre son propre gouvernement et les élus de son propre parti devant des dizaines de milliers de gens criant "c'est comme ça qu'on gouverne pour le peuple" ! »<sup>58</sup>. La politique populiste de J.-L. Mélenchon repose sur un principe politique qui consiste à don-

---

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 276.

<sup>52</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *L'Ère du peuple*, *op. cit.*, p. 110.

<sup>53</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *Le Choix de l'insoumission*, *op. cit.*, p. 274.

<sup>54</sup> ALEMAGNA Lilian et ALLIÉS Stéphane, *Mélenchon le plébéien*, Paris, Robert Laffont, 2012, p. 21.

<sup>55</sup> « Populisme et hégémonies culturelles : débat Laclau-Mouffe-Mélenchon », préc., 15 septembre 2015.

<sup>56</sup> MOUFFE Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018.

<sup>57</sup> TARRAGONI Federico, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit.*, pp. 26-27.

<sup>58</sup> Interview avec Lenny BENBARA, préc., 30 avril 2018.

ner la priorité aux pauvres<sup>59</sup>. Au-delà des discours, l'importance accordée aux quartiers populaires dans l'activité militante organisée par la direction nationale informelle de LFI (le « niveau national ») plaide pour la thèse d'une consistance matérielle et symbolique de cette orientation populaire et populiste. La mise en avant de la « méthode Alinsky » lors des premiers « Amphis d'été » de LFI puis trois mois plus tard lors de la troisième conférence nationale de LFI<sup>60</sup>, ont été en interne une façon d'affirmer la centralité du travail de terrain dans les quartiers populaires et d'encourager les militants à s'investir lors des « caravanes », « porte-à-porte », « barnums », « déambulations », « ateliers des lois », qui ont été organisés et valorisés comme les dispositifs militants légitimes<sup>61</sup>.

## 5. Jean-Luc Mélenchon n'est pas (et ne pense pas être) un « signifiant vide »

Ce qui distingue significativement J.-L. Mélenchon d'E. Laclau, et *a fortiori* des interprétations (particulières) qui en ont été faites par les dirigeants de Podemos, concerne la fameuse théorie du « signifiant vide », selon laquelle le « flou » permet à la figure du leader d'être investie de significations extrêmement variées, voire contraires<sup>62</sup>. De nombreux éléments vont à l'encontre de cette idée dans la démarche de J.-L. Mélenchon pour qui les élections présidentielles sont des périodes de politisation où doit être menée une bataille idéologique de fond pour faire pénétrer des idées dans la société<sup>63</sup>. L'attachement identitaire des militants insoumis au programme *l'Avenir en commun* (AEC) est quant à lui symbolique de l'importance accordée au contenu politique. D'ailleurs, quand R. Garrido, l'une des principales tenantes de la ligne populiste au sein de LFI, se risque à égratigner le totem de l'AEC, c'est pour questionner sa compa-

<sup>59</sup> « Pour toujours il y aura à la France insoumise, l'option préférentielle pour ces catégories populaires, pour les pauvres, pour les opprimés, pour les humiliés, pour les battus, les violés, les racisés » (Meeting numérique de conclusion de l'Assemblée représentative, 5 juillet 2020).

<sup>60</sup> Ces événements ont eu lieu respectivement du 24 au 27 août 2017 à Marseille et les 25 et 26 novembre 2017 à Clermont-Ferrand.

<sup>61</sup> Par exemple, à Marseille, les « caravanes » organisées dans les quartiers populaires ont été au cœur de l'activité impulsée et coordonnée par la direction politique informelle structurée autour de l'attachée parlementaire de J.-L. Mélenchon. Une « caravane santé » a été initiée par un militant, interne en médecine, défenseur d'une ligne populiste et déagiste, pendant les mois de décembre 2017 et janvier 2018, deux mois durant lesquels dix-sept étapes ont été programmées dans autant de quartiers populaires du nord et du centre de Marseille. Nous avons pu vérifier la tenue effective d'au moins six de ces étapes (SOUBISE Valentin, « Une tentative de reconquête politique des classes populaires désaffiliées : la France insoumise dans les quartiers nord de Marseille », Mémoire de Master 2 de Science politique, sous la direction de Frédéric SAWICKI, 2018).

<sup>62</sup> Au sein de Podemos, cette stratégie a conduit à altérer certains contenus politiques fondamentaux, par exemple en choisissant la neutralité à propos du clivage historique entre monarchie et république pour ne pas s'aliéner « de larges couches de la population qui éprouvent de la sympathie pour le nouveau roi » (IGLESIAS Pablo, « Podemos, "notre stratégie" », *Le Monde diplomatique*, juillet 2015).

<sup>63</sup> « C'est une majorité d'adhésion qu'il faut construire. C'est pour ça que je crois aux campagnes longues qui se donnent le temps de convaincre en profondeur. » (Interview de J.-L. Mélenchon réalisée par Cécile AMAR, *L'Obs*, 7 septembre 2020).

tibilité avec une démarche véritablement populiste de mobilisation axée sur la seule revendication de la souveraineté populaire :

« *L'avenir en commun* [...] était pléthorique [...], d'ailleurs peut-être trop... trop sans doute. La France insoumise pêche parce qu'elle a trop de choses à dire [...] sur le social, l'environnement, les droits des animaux, que sais-je... Franchement, si on restait un petit peu plus concentrés sur la question de la souveraineté populaire, de la démocratie, peut-être qu'on arriverait à [...] sortir de tous ces débats »<sup>64</sup> sur la définition et l'identité de la gauche<sup>65</sup>.

Malgré cette divergence, J.-L. Mélenchon semble avoir trouvé un intérêt symbolique à sa proximité avec E. Laclau et Ch. Mouffe. En effet, dans la biographie quasi officielle écrite par A. Gales et publiée aux éditions mélenchonistes Bruno Leprince, l'auteur cherche à faire entrer à toute force une citation de Mélenchon dans le cadre de la théorie du « signifiant vide ». Voici la citation : « [...] ce personnage que j'incarne a pu prendre une ampleur, une emprise sur la scène [...] parce que pour un tas de gens ce personnage incarne une idée »<sup>66</sup>. Quoique dans un livre intéressant, A. Gales commet un parfait contresens qui apparaît de façon encore plus flagrante si l'on cite la phrase entièrement : Mélenchon explique que ces « gens » se reconnaissent en lui parce que son « personnage incarne une idée qui est au cœur de leur manière d'être dans ce registre particulier qu'est la conviction »<sup>67</sup>. Mélenchon ne pense donc pas être un signifiant vide mais au contraire le dépositaire d'une idée ; cette idée est un *plein* et elle est au « cœur » de la « manière d'être » de celles et ceux qui en sont convaincus. C'est donc encore ici une conception qui valorise le travail de conviction de fond chez J.-L. Mélenchon qui est de fait l'une des figures les plus clivantes du champ électoral français<sup>68</sup>.

## 6. De la gauche au peuple... et du peuple à la gauche

L'idée d'un passage de la gauche au peuple et d'un abandon de la gauche pour le populisme est très répandue. Elle a été alimentée par les cadres insoumis et par Mélenchon lui-même : « La gauche peut

<sup>64</sup> Raquel Garrido, invitée de la « Midinale » de *Regards*, 28 mai 2019.

<sup>65</sup> Lorsque je l'interrogerai sur ce point au cours d'un entretien, Raquel Garrido corrigera et précisera sa pensée tout en conservant la logique de son argumentaire : « Alors en fait, pour être précise, je fais la différence entre le programme et la campagne. Le programme il peut être pléthorique, c'est pas grave ; au contraire, pour ceux qui s'intéressent au programme, c'est un gage de sérieux. Et puis surtout c'est une préparation au gouvernement, qui est nécessaire. [...] En revanche, la campagne, pour moi, ne peut pas être pléthorique. La campagne ne peut pas se disperser sur quinze mille sujets. » (entretien réalisé le 12 août 2020).

<sup>66</sup> GALES Alexis, *Jean-Luc Mélenchon, de la gauche au peuple*, op. cit., p. 173.

<sup>67</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *Le Choix de l'insoumission*, op. cit., p. 323 (souligné par nous).

<sup>68</sup> Si l'on prend l'exemple des résultats d'un sondage Ifop pour le JDD du 30 novembre 2020, on observe (en appliquant la méthode des *odds ratio*) que J.-L. Mélenchon est relativement plus soutenu par les sympathisants de gauche que par l'ensemble des électeurs que n'importe quel autre candidat de gauche (à l'exception de Christiane Taubira, pour qui semble entrer en compte une hostilité raciste spécifique émanant de la droite et de l'extrême droite).

mourir [...] elle est déjà morte dans des milliers de cœurs »<sup>69</sup>. Concernant l'étiquette « gauche », il y a ainsi à LFI un revirement à 180 degrés par rapport à la rhétorique du Parti de Gauche. Le nom de ce parti signifiait précisément qu'il n'était besoin pour se définir d'aucun autre qualificatif que celui de la « gauche » (« De gauche, point ! »<sup>70</sup>), celle qui avait été « reniée » et « trahie » par le PS à qui l'on déniait désormais la légitimité de parler en son nom. Au contraire, dans la campagne présidentielle de 2016-2017, le candidat insoumis choisit de ne pas prononcer le mot « gauche », ce qui constitue une véritable rupture symbolique.

Il serait pourtant erroné de décrire le passage du PG à LFI comme une évolution univoque de la gauche vers le populisme. Commençons par noter que l'imaginaire démagogique est au cœur de la ligne stratégique mélenchonienne dès 2010<sup>71</sup>, dans une logique de retournement du stigmaté (« Populiste, moi ? J'assume ! »<sup>72</sup>) qui n'a pas d'équivalent en 2016-2017. Inversement, l'abandon de l'étiquette « gauche » n'empêche pas que la campagne de 2017 ait été *sur le fond politique* complètement une campagne de gauche. L'image du peuple qui y a été construite est de part en part et invariablement « humaniste », « fraternelle » et « solidaire »<sup>73</sup>. Le peuple du populisme mélenchonien est donc un peuple de gauche qui vise à refonder la société sur les bases de la gauche et donc aussi à *refonder la gauche*. Il n'y a pas à cet égard de reniement de cette famille politique, mais une aspiration à sa refondation. En 2016-2017, au moment même où la référence à la gauche est discrètement abandonnée, en aucun cas, pourtant, le candidat ne pense « réellement » opérer une sortie du clivage gauche-droite. Dans un cadre plus confidentiel que les tribunes de campagne, Mélenchon admet ainsi : « Que la gauche et la droite existent, c'est une évidence [...] donc il ne s'agit pas de nier le mot gauche, ni même de le rejeter, ni même de dire qu'on serait dans une espèce d'au-delà dont on ne sait pas, au juste, à quoi il correspond »<sup>74</sup>. C'est seulement « l'étiquette » de gauche qui ne peut plus être mise en avant car elle serait associée, selon J.-L. Mélenchon, à la politique libérale du quinquennat de François Hollande. Cet amalgame avec les partis de gauche serait d'autant plus catastrophique selon lui que, dans son esprit, la vague démagogique doit tout emporter, conduire à l'effondrement de toutes les institutions, y compris de gauche :

« Un jour les gens sont enragés et disent : "Qu'ils s'en aillent tous". Tous ! Inclus les syndicalistes. Ne croyez pas que ça épargne les gens de gauche ! Dans la révolution argentine, quand elle démarre, ils s'en prenaient aussi aux camarades des syndicats [...]. La société entière s'effondre avant de se reconstituer politiquement. »<sup>75</sup>. Dans cette dialectique entre l'« effondrement » et la « reconstitution », l'idée selon laquelle « la gauche peut

<sup>69</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *L'Ère du peuple*, op. cit., p. 29.

<sup>70</sup> Cette position a essentiellement été inspirée par l'expérience allemande de *Die Linke* : « "Qu'êtes-vous ?", demandeton à ses dirigeants. Sans se référer à aucun modèle antérieur, ils répondent : "De gauche, point !" » (MÉLENCHON Jean-Luc, DELAPIERRE François et GARRIDO Raquel, « Leçons d'une refondation en Allemagne », *Politis*, 21 juin 2007).

<sup>71</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *Qu'ils s'en aillent tous !*, Paris, Flammarion, 2010.

<sup>72</sup> « Je n'ai plus du tout envie de me défendre de l'accusation de populisme. C'est le dégoût des élites – méritent-elles mieux ? [...] Populiste, moi ? J'assume ! » (« Mélenchon : "Populiste, moi ? J'assume !" », *L'express*, 16 septembre 2010).

<sup>73</sup> En 2012, Pierre Birnbaum avait déjà remis en cause les fréquents amalgames avec l'extrême droite, en soulignant que « le dirigeant du Front de gauche se réclame des Lumières et se montre hostile à tout ostracisme social, à toute xénophobie, à tout racisme » (BIRNBAUM Pierre, « La parabole de M. Mélenchon », *Critique*, 2012/1, n° 776-777, pp. 110-118).

<sup>74</sup> Débat avec Chantal MOUFFE, préc., 21 octobre 2016.

<sup>75</sup> *Idem*.

mourir »<sup>76</sup> s'accompagne en fait implicitement de l'idée qu'elle *doit* *renaître*. « Fédérer le peuple », ce n'est pas chercher à détruire ou à nier la gauche ; dans les termes de J.-L. Mélenchon, « c'est recréer la gauche en fédérant le peuple ». Par la construction d'un peuple, « il s'agit de reconstruire la racine de gauche » et le résultat de ce processus est ainsi que « la gauche est refondée »<sup>77</sup>. Lors de la conférence-débat avec Ch. Mouffe, la philosophe belge conclut l'événement en se félicitant de sa convergence avec Mélenchon sur ce que représente la démarche du populisme de gauche : « Fédérer le peuple pour refonder la gauche, je suis d'accord avec ça »<sup>78</sup>.

## 7. Le populisme mélenchonien : un républicanisme reconstituant

Le tournant populiste pris par J.-L. Mélenchon au contact des expériences sud-américaines des années 2000 ne constitue pas une rupture totale dans sa culture politique. Le chavisme est une expérimentation qui remet *le peuple* au centre de toutes les préoccupations ; si ce fait accentue la rupture mélenchonienne vis-à-vis de certaines conceptions marxistes du rôle central du salariat, cela ravive cependant d'autres traditions qui sont depuis longtemps au cœur de la philosophie politique de J.-L. Mélenchon : la Révolution de 1789 et la République sociale de Jean Jaurès qui consacrent toutes deux le peuple comme sujet politique légitime. L'importance prise par la stratégie constituante dans la plupart des expériences « bolivariennes » fait grandement écho à l'histoire de la Révolution française et légitime cette référence, ce que souligne R. Garrido<sup>79</sup>.

Le tournant populiste de J.-L. Mélenchon n'est donc pas un reniement de ses convictions (le dirigeant se dit toujours le défenseur de « la République jusqu'au bout »<sup>80</sup>), il est *le basculement d'un républicanisme constitué à un républicanisme constituant*. Le tournant populiste ressaisit la culture républicaine de J.-L. Mélenchon en lui donnant une perspective plus dynamique dans laquelle le concept de « révolution citoyenne » acquiert une véritable centralité : ce processus doit reconstituer le peuple républicain et refonder son contrat social. Selon une dialectique entre instituant et institué, *la République doit ainsi être remise sur le métier de la Révolution, elle doit être refondée dans le creuset révolutionnaire* (sans quoi elle serait condamnée à périr de son mal abstentionniste).

<sup>76</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *L'Ère du peuple*, op. cit., p. 29.

<sup>77</sup> Débat avec Chantal MOUFFE, préc., 21 octobre 2016.

<sup>78</sup> *Idem*.

<sup>79</sup> R. Garrido explique ainsi que le fait que Chávez « gagne la présidentielle [...] sur la revendication de la constituante, ça nous a vraiment bouleversés parce qu'on s'est dit : premièrement, la constituante c'est une invention française donc si on peut la faire au Venezuela, on peut le faire en France » (entretien réalisé le 12 août 2020).

<sup>80</sup> « Grand débat » télévisé présidentiel à 11 candidats, *Cnews*, 4 avril 2017.

Un exemple significatif nous est donné par le rapport du mélenchonisme à la VI<sup>e</sup> République. Ce changement de régime était déjà défendu au sein de la Gauche socialiste<sup>81</sup> (GS), mais cette proposition semblait alors essentiellement renvoyer à une préoccupation institutionnelle. Par contraste, une fois ressaisie dans la stratégie populiste, la VI<sup>e</sup> République est non seulement un régime politique souhaitable mais elle devient aussi et surtout le moyen même de la construction du peuple et le cœur de la stratégie révolutionnaire<sup>82</sup>. (Mon hypothèse d'une telle évolution entre la GS et LFI est confirmée par R. Garrido ainsi que par Ch. Girard quand je les interroge sur le sujet<sup>83</sup>.) Cette (ré)émergence d'une dimension révolutionnaire<sup>84</sup> repose probablement sur la réactivation d'une sensibilité politique forgée dans la jeunesse trotskiste de J.-L. Mélenchon, mais cette dimension révolutionnaire s'est largement « désolidarisée » du contenu politique qui lui était associé : c'est désormais la Révolution de 1789, et non celle de 1917, qui est omniprésente dans la symbolique de la France insoumise, ce qui est d'autant plus marquant qu'elle cohabite de moins en moins avec les mots du marxisme, comme c'était auparavant encore le cas pendant la période du Front de gauche.

## 8. Le syncrétisme mélenchonien : un bricolage théorique répondant aux besoins de la pratique

Il nous reste à apporter un important bémol à notre thèse et à l'idée selon laquelle il y a une convergence entre l'homme politique Mélenchon et les philosophes Laclau et Mouffe. Cette thèse n'est en réalité valable que pour un seul registre d'argumentation de J.-L. Mélenchon, sur un seul des plans d'une pensée qui se caractérise en réalité par un important syncrétisme. Le mot « peuple » est en effet polysémique dans la bouche du dirigeant insoumis, sans que celui-ci n'explicité toujours les changements de registre de son discours. Il ne renvoie pas seulement à l'entité souveraine de la philosophie politique ; dans d'autres cas, il est employé en référence à une réalité empirique à laquelle Mélenchon cherche à donner « une définition matérialiste » : le « peuple » est défini comme la population des villes dont l'existence matérielle

<sup>81</sup> « Vite, la VI<sup>e</sup> République ! », tribune parue dans *Le Monde*, le 12 juillet 1990.

<sup>82</sup> « Le passage à la VI<sup>e</sup> République et le processus constituant permettraient d'enclencher une véritable dynamique refondatrice dans les profondeurs de la société française. La stratégie de la convocation d'une Assemblée constituante est en cela une stratégie révolutionnaire. » (MÉLENCHON Jean-Luc, *Le Choix de l'insoumission*, *op. cit.*, p. 124).

<sup>83</sup> Pour R. Garrido, la VI<sup>e</sup> République était au sein de la GS un élément programmatique parmi d'autres, « une ligne sur un programme ». À la suite des assemblées constituantes latino-américaines, s'impose l'idée qu'« on va prendre le pouvoir par l'Assemblée constituante » et que c'est par ce « mécanisme de mise en mouvement de la société » « que tout va passer » (entretien réalisé le 12 août 2020). Si Ch. Girard n'était pas membre de la GS, elle formule néanmoins la même hypothèse. À cette époque, la revendication de la VI<sup>e</sup> République avait surtout pour objectif de combattre les « effets délétères de la V<sup>e</sup> », pour « avoir un parlement peut-être plus performant, plus central » et non pour sa « fonction populaire, révolutionnaire », « me semble-t-il » (entretien réalisé le 18 mai 2021).

<sup>84</sup> F. Tarragoni fait de la dimension « révolutionnaire » un des quatre éléments de sa définition du populisme et il l'identifie dans toutes les expériences historiques qu'il rattache à ce phénomène (TARRAGONI Federico, *L'esprit démocratique du populisme*, *op. cit.*, p. 26).

dépend de son accès aux réseaux urbains<sup>85</sup>. Ce sont ces enjeux concrets qui détermineraient la population urbaine à se constituer en « peuple » contre une « oligarchie » remettant en cause les services collectifs. Le « printemps arabe » de 2011, les « mouvements des places », ainsi que la grande majorité des épisodes contestataires ultérieurs à travers le monde sont interprétés à travers cette grille de lecture de l'avènement d'une ère objective des peuples et des révolutions citoyennes.

Ce qui surdétermine la politique n'est donc plus l'économie mais la démographie qui induirait elle aussi des *intérêts objectifs* (à se constituer en peuple contre l'oligarchie), *ce qui est tout aussi étranger à la théorie laclausienne* d'articulation purement politique du peuple. On peut constater une contradiction théorique majeure chez J.-L. Mélenchon entre l'affirmation selon laquelle la « théorie de "l'Ère du peuple" [...] consacre [...] l'autonomie des faits politiques »<sup>86</sup> et certaines formules lapidaires où un déterminisme démographique est supposé conduire *inéluçtablement* à des révolutions citoyennes<sup>87</sup>. Cette contradiction n'est en fait jamais résolue dans la pensée de J.L. Mélenchon qui juxtapose deux niveaux de discours sans jamais parvenir à une théorie véritablement unifiée et cohérente.

Ce syncrétisme s'explique par le fait que J.-L. Mélenchon est avant tout un praticien qui « bricole » sa théorie pour les besoins de son action<sup>88</sup>. La cohérence parfaite de sa théorie n'est donc pas prioritaire, d'autant que les deux plans de ce bricolage sont « fonctionnels » et utiles à son action : le déterminisme démographique a pour intérêt de placer son projet politique dans le sens de l'histoire (une rhétorique dont on connaît les effets de réalité potentiels<sup>89</sup>), tandis que l'optimisme de la volonté politique permet de croire à la possibilité de construire un peuple de gauche malgré les évolutions socio-politiques des classes populaires qui tendent à favoriser la montée de l'extrême droite partout en Europe.

Nous considérons cependant que l'évolution de J.-L. Mélenchon vers une forme de post-marxisme nous est plus utile que son affiliation formelle au marxisme pour rendre compte de son action politique. En effet, la dimension déterministe est une « croyance » (ou une « analyse ») qui concerne un aspect sur lequel, par définition, l'action militante n'a pas de prise (on ne change pas le cours objectif de l'histoire). À l'inverse, c'est la pratique militante du tribun Mélenchon qui l'a poussé à considérer l'importance de la construction discursive, imaginaire et affective d'un peuple par un leader charismatique. Nous considérons ainsi que malgré la persistance d'éléments de théorisation marxiste, c'est fondamentalement son post-marxisme qui

---

<sup>85</sup> « Dans notre définition du "peuple", il s'agit de tous ceux qui doivent accéder aux réseaux collectifs (ex : l'eau, l'électricité,) pour produire et reproduire leur existence matérielle. » Le « peuple urbain » est donc la population des villes moins l'oligarchie (MÉLENCHON Jean-Luc, « L'ère des Révolutions citoyennes », note de blog, 21 octobre 2019).

<sup>86</sup> Préc., 27 octobre 2019.

<sup>87</sup> « Nous empruntons à la tradition de pensée du matérialisme historique l'idée qu'il s'agit là de l'accomplissement d'une nécessité [...] une conséquence spontanée du mode d'organisation du système » (MÉLENCHON Jean-Luc, « Crises politiques et révolution citoyenne », note de blog, 6 mars 2018).

<sup>88</sup> Pour Mélenchon, la théorie ne doit jamais devenir une fin en soi, comme en témoigne l'hommage funèbre qu'il rend à son camarade François Delapierre : « Il était théoricien non par coquetterie ni par pédantisme » mais par « nécessité pour éclairer l'action quotidienne. » (25 juin 2015).

<sup>89</sup> Comme l'écrit Pierre Bourdieu : « Le succès historique de la théorie marxiste » explique « qu'elle a plus qu'aucune autre exercé » un « effet de théorie » (BOURDIEU Pierre, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1984, vol. 52-53).

structure l'ensemble de sa pratique de militant, de leader politique et de tribun et c'est ce dont le corps de cet article essaie de témoigner.

Un dépassement de la contradiction théorique semblait pourtant avoir été formulé dès 1991 par J.-L. Mélenchon lui-même. Il défendait alors déjà une forme de déterminisme démographique : la croissance exponentielle de la population produisait selon lui une « accélération de l'Histoire »<sup>90</sup>. Mais au lieu de conduire l'humanité dans une direction déterminée, il semble plutôt que la croissance démographique produisait un fort accroissement de l'historicité qui semblait *réaliser matériellement* les principes philosophiques de liberté des individus et d'autodétermination des peuples. Autrement dit, pour la première fois dans l'histoire, grâce à la ville, l'humanité était en quelque sorte *déterminée à l'indétermination*, c'est-à-dire conduite à échapper aux déterminismes et contrainte de s'autodéfinir. L'urbanisation correspondait à « la formation d'un continuum espace-nature-économie dans lequel la décision humaine, quantité négligeable à d'autres époques, [était] devenue déterminante pour le comportement de l'ensemble »<sup>91</sup>. La croissance démographique urbaine, parce qu'elle reliait les êtres humains dans une interconnexion toujours plus dense et étendue, rendait chaque *décision* politique décisive dans une histoire qui devenait *réellement* « dramatique » : le « temps de l'innocence des décideurs [était] bel et bien fini »<sup>92</sup>. La croissance démographique et la densité des réseaux urbains qui lui sont liés étaient alors en quelque sorte conçus comme la base matérielle de l'efficacité de la décision humaine et donc de la réalité de la liberté d'autodétermination du peuple : la contradiction entre les deux peuples de Mélenchon semblait avoir été surmontée.

Ce n'est pourtant pas cette lecture qui domine quantitativement la production théorique mélenchonienne depuis lors, mais bien l'alternance entre deux thèses contradictoires : l'idée que les intérêts matériels objectifs de la population urbaine la déterminent à se constituer en peuple pour faire la « révolution citoyenne » et l'idée que le peuple est parfaitement libre dans son autodéfinition et dans le choix de son chemin. Il n'existe donc pas véritablement de continuité ni de cohérence théorique d'ensemble pour réconcilier les deux peuples mélenchoniens... tout simplement parce qu'il n'en existe pas non plus entre le regard de la démographie et celui de la philosophie. Malgré la contradiction entre ses approches, *l'homme politique* Mélenchon peut néanmoins avoir un intérêt pratique à les mobiliser toutes les deux et à « bricoler » leur juxtaposition en privilégiant les besoins de son action, car il n'est pas soumis aux mêmes contraintes que *les savants* Laclau et Mouffe qui ont pour priorité et comme contrainte l'unité et l'élégance de leur théorie.

---

<sup>90</sup> MÉLENCHON Jean-Luc, *À la conquête du chaos, pour un nouveau réalisme en politique*, op. cit., p. 110.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>92</sup> *Ibid.*, pp. 118-119.

## Bibliographie

- ALEMAGNA Lilian, ALLIÈS Stéphane, *Mélenchon le plébéien*, Paris, Robert Laffont, 2012.
- BIRNBAUM Pierre, « La parabole de M. Mélenchon », *Critique*, 2012/1 (n° 776-777), p. 110-118.
- CERVERA-MARZAL Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines », 2021.
- DELAPIERRE François, « Sociogenèse du «Front de Gauche» », propos recueillis par Gérard Mauger, *Savoir/Agir*, 2012/4 (n° 22), p. 83-91).
- GALES Alexis, *Jean-Luc Mélenchon. De la gauche au peuple*, Paris, Bruno Leprince, « Politique à gauche », 2019.
- LACLAU Ernesto, *La Raison populiste*, Paris, Le Seuil, 2008.
- LACLAU Ernesto, Mouffe Chantal, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une radicalisation de la démocratie*, Fayard, coll. « Pluriel », 2019.
- MARCH Luke, *Radical Left Parties in Europe*, London, Routledge, 2012.
- MÉLENCHON Jean-Luc, *À la conquête du chaos. Pour un nouveau réalisme en politique*, Paris, Denoël, 1991.
- MÉLENCHON Jean-Luc, *Qu'ils s'en aillent tous !*, Paris, Flammarion, 2010.
- MÉLENCHON Jean-Luc, *L'Ère du peuple*, Paris, Fayard, 2014.
- MÉLENCHON Jean-Luc, *Le Choix de l'insoumission*, Paris, Seuil, 2016.
- MOUFFE Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018.
- RANCIÈRE Jacques, *La Méésentente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995.
- SOUBISE Valentin, « Une tentative de reconquête politique des classes populaires désaffiliées : la France insoumise dans les quartiers nord de Marseille », mémoire de master 2 de science politique, sous la direction de Frédéric Sawicki, 2018.
- TARRAGONI Federico, *L'Esprit démocratique du populisme : une nouvelle analyse sociologique*, Paris, La Découverte, « L'horizon des possibles », 2019.

# “ Left Populism and the Crisis of Social Democracy Examining the Podemos-PSOE relationship in Spain, 2014-2020 ”

Guillermo FERNÁNDEZ-VÁZQUEZ and Jorge TAMAMES

☉ **Guillermo Fernández-Vázquez** est diplômé en Sociologie par l'Université Complutense de Madrid (2009) et diplômé en Philosophie par l'Université Complutense de Madrid (2012). Actuellement il travaille comme professeur de sciences politiques à l'Université Carlos III de Madrid, où il s'est spécialisé dans le domaine de l'analyse des discours de l'extrême droite espagnole et française, ainsi que sur la thématique du populisme. Il a publié le livre «Qué hacer con la extrema derecha en Europa. El caso del Frente Nacional» (2019, Lengua de Trapo).et il collabore régulièrement avec des médias tels que El Confidencial, Infolibre, Eldiario.es ou CTXT.

Universidad Complutense de Madrid, Facultad de Ciencias Políticas y Sociología.

☉ **Jorge Tamames** est un doctorant dans la School of Politics and International Relations de University College Dublin. Ses recherches universitaires portent sur l'impact électoral des crises économiques sur les partis européens de centre-gauche. Il est également analyste de la politique étrangère espagnole dans le Real Instituto Elcano et auteur de *For The People: Left Populism in Spain and the US* (Lawrence Wishart 2020). University College Dublin, School of Politics and International Relations.

University College Dublin, [jorge.tamames@ucdconnect.ie](mailto:jorge.tamames@ucdconnect.ie)

## Abstract

☉ The emergence—and subsequent fall—of left populism has commanded much scholarly attention throughout the past decade. But left populism's ideological and discursive orientations in respect to other parties of the left, particularly social-democratic ones, remains under-researched. In order to explore this gap, we begin by analysing the crisis of traditional social democracy as a combination of the transition from Keynesian to neoliberal macroeconomic regimes, as well as from catch-all to cartelized party systems—a process in which the 2008 financial crisis and 2010 turn to austerity in the Eurozone acted as critical junctures. We then conduct a study of Spain between 2014 and 2020. During this period, Podemos (left populist) adjusted its stance vis-à-vis the Spanish Workers' Socialist Party (PSOE, centre-left) from one of competition for leadership within a left or progressive bloc to one of cooperation as a junior partner in government. Podemos' orientation toward PSOE became the fulcrum of intra-party disputes once it became clear that an electoral defeat of the centre-left by forces to its left would not take place. These disputes, in turn, reflected strategic and organizational choices made by Podemos leaders early on in the party's life. We analyse electoral speeches and the theoretical production of Podemos' three original leaders to showcase the complexity of the Podemos-PSOE relationship, and conclude that the rise of left populist parties should be understood as a symptom of social democracy's crisis rather than the emergence of a populist “wave” on the radical left and radical right extremes of the political spectrum. We also find that, far from serving as a corrective to the problems of social disintermediation associated with traditional cartel parties, the emergence of populist parties relying on tools of digital democracy has served to highlight their enduring importance.

## Keywords

☉ left populism, social democracy, growth regimes, party systems.

## Introduction

The rise and subsequent fall of left populist parties across the European Union has generated considerable scholarly attention throughout the past decade. Academics have centred on left populist discursive practices (Franzé, 2017; Chazel and Fernández Vázquez, 2019), campaign strategies (Casero-Ripollés *et al.*, 2016), and electoral representation (Fernández-Albertos, 2015). Critics on the left have highlighted organizational and programmatic shortcomings (Jäger and Borriello, 2020; Anderson, 2016), as well as its nationalist drift in specific countries (Slobodian and Callison, 2019). Left populist ideological and programmatic orientations within a left field composed of social democrats, greens, left-libertarians, and the radical left (Häusermann *et al.*, 2021), however, remain comparatively under-theorized. Part of this gap stems from the fact that the rise of left populism is related to the on-going crisis of social democracy and the post-2010 turn toward austerity across the Eurozone, but the field of populism studies considers questions of political economy only tangentially (Tamames, 2020).<sup>1</sup> Scholars of electoral dynamics in comparative political economy, in turn, have paid more attention to radical right populists and traditional parties of the centre-left and centre-right (Häusermann *et al.*, 2021; Oesch and Rennwald, 2018).

In order to address these gaps, we take as our departure point two key observations points. The first is Mouffe's (2018) contention that left populism's ideological orientation can be described as a "radical social democracy". The second is that the rise of left populism has come hand in hand with the electoral erosion—and sometimes outright collapse—of traditional social democracy (Benedetto *et al.*, 2020). To better understand the performance of populist, radical, challenger (Hobolt and De Vries, 2020), and/or anti-system (Hopkin, 2020) parties on the left, it is necessary to grapple with what Mudge (2018) refers to as the centre-left's neoliberal "reinvention."<sup>2</sup> In order to probe the relationship between left populism and social democracy, we need to assess to what extent the former's understanding of the latter's crisis lead to a development of alternative electoral discourses, strategies, and ideological orientations.

---

<sup>1</sup> As Tormey and Moffit (2014: 382) point out, studies of populism have "reached a whole new level of meta-reflexivity, where it is posited that it has become common to acknowledge the acknowledgement" of the term's "contested nature." For the purposes of this study, we rely on Laclau and Mouffe's (1985; Laclau, 2005; Mouffe, 2018) definition of populism as a political logic based on establishing agonistic frontiers—an us versus a "them"—between "the people" and elites, and the creation of affective bonds between political leaders and diverse groups that consider themselves threatened by socio-economic transformations. This dynamic crystallizes under specific circumstances, generating a populist "moment" (Mouffe, 2016).

<sup>2</sup> "Neoliberalism" is a term that has been subjected to considerable conceptual stretching, but remains useful when appropriately defined. We follow Cornel Ban (2016: 33) in viewing it as "a set of historically contingent and ideologically hybrid economic ideas and policy regimes derived from specific economic theories whose distinctive and shared goals are the following: make economic policies have credibility with financial markets, ensure trade and financial openness, safeguard internal and external competitiveness." We also follow Mudge (2018: 300) in considering it a comprehensive political project, not just a set of economic guidelines, whereby international markets rather than domestic economies become the main object for economic policymakers to manage. It is therefore not to be confused with *laissez-faire*, but understood as a doctrine demanding qualitative rather than quantitative changes to the state's management of the economy. In this way, as Slobodian (2021) points out, neoliberalism is a theory of state design, not a theory of markets.

In the following pages we conduct a case study of Spain between 2014 and 2020. During this period, Podemos (left populist) adjusted its stance vis-à-vis the Spanish Workers' Socialist Party (PSOE, centre-left) from one of competition for leadership within a progressive or left bloc to one of cooperation as a junior partner in government. The evolution of this relationship is in part a reflection of voting trends: while throughout 2014-2016 both parties remained tied, each receiving roughly one-fifth of the national vote, from 2018 onwards Podemos was reduced to half of PSOE's vote share. We distinguish between two main time periods: 2014-2018 (characterized by competition between Podemos and PSOE), and 2018-2020 (characterized by PSOE's dominance and Podemos' weakness). Methodologically, this work takes as primary sources the electoral speeches and theoretical production of its three original leaders: Pablo Iglesias, Íñigo Errejón, and Juan Carlos Monedero.

The nature of the PSOE-Podemos relationship is of special interest for the purposes of this volume for two key reasons. First, PSOE was, during Podemos' ascendant phase (2014-2016), left populism's leading electoral challenger. The complexity of the relationship between both parties—with Podemos alternating between frontal opposition and tacit collaboration, and the centre-left caught in a similarly ambivalent position—suggest the extent to which the rise of left populist parties can be understood as a symptom of social democracy's crisis rather than the emergence of a populist “wave” on both extremes of the political spectrum. Second, Podemos' strategic orientation toward PSOE became the fulcrum of intra-party disputes between left populists from 2016 onwards, once it became clear that *sorpasso*—i.e., an electoral defeat of the centre-left by forces to its left—would not take place in Spain. This tension, in turn, reflected strategic and institutional choices made by Podemos leaders that made the party particularly inept at handling the complexity of its relationship with PSOE.

The following pages will be organized in four sections. In the next one, we assess the academic literature on the crisis of social democracy and discuss how the aftermath of the 2008 crisis opened a window of opportunity for left populist parties in the Eurozone periphery. In the second, we provide a basic description of our case study, Spain. There the Socialist Party, in power during the onset of the 2008 crisis and a reluctant enforcer of the 2010 turn toward austerity, witnessed its share of the electorate dwindle to close to one-fifth in 2015, and came close to experiencing a *sorpasso* at the hands of the left populist party Podemos, founded in 2014. From 2018 onwards, however, Podemos saw its electoral fortunes flounder and ended up joining a coalition government as junior partner to PSOE in 2020. The third section will discuss competition between both parties, as well as the evolution of their relationship once *sorpasso* was not a possibility. The concluding section draws preliminary findings from our research and suggests areas of future interest for scholars of populism, political economy, and comparative politics.

# 1. Social Democracy in Crisis

## 1.1. *Changes in the international economy*

Across the European Union, social democracy faces an electoral crisis. In the decade following the 2008 financial crash, traditional parties of the centre-left have witnessed their share of the electorate recede to an all-time low across Europe. As a result, “social democratic parties that once commanded 40% of votes have collapsed to the low twenties, teens, or lower” (Benedetto *et al.*, 2020: 928). A renowned historian summarized the situation bleakly: “It is striking that in a series of European elections following the financial meltdown, social democratic parties consistently did badly; notwithstanding the collapse of the market, they proved conspicuously unable to rise to the occasion” (Judt, 2010: 8).

Explanations for this state of affairs typically draw attention to transformations in the international economy—namely, the paradigm shift from post-war “embedded liberalism” (Ruggie, 1983; Hall, 1993) to a neoliberal macroeconomic regime.<sup>3</sup> This shift brought about “great transformations” (Polanyi, 2001; Blyth, 2002) in areas such as the composition of social classes (Przeworski, 1980; Przeworski and Sprague, 1986; Benedetto *et al.*, 2020); the rise of economic inequality (Piketty, 2014); the nature of taxation (Zucman, 2013; Zucman and Saez, 2020); the relationship between states, markets, and societies under democratic capitalism (Streeck, 2011; Streeck, 2014), or the policy prescriptions and assumptions embedded in specific macroeconomic regimes (Blyth, 2013; Blyth and Hopkin, 2018); and even the displacement of states as the leading actors within the international economy, in favour of transnational supply and production chains (Tooze, 2018). All of this has affected the electoral terrain in which traditional social democratic parties competed, both in terms of the macroeconomic and redistributive policy options available to them once in government, and the changing cleavage structures that shape the politics of advanced capitalism (Beramendi *et al.*, 2015; Gethin, Martínez-Toledano and Piketty, 2021). The picture that emerges from this body of literature is clear, if not optimistic about social democracy’s prospects. Centre-left parties find themselves in a vicious circle. Their traditional voting base can no longer demand they pursue countercyclical, full employment, or wealth redistribution policies because the macroeconomic environment in which states operate is no longer accommodative to these measures. Across Western Europe and North America, the offshoring, automatization, and disappearance of manufacturing jobs has led the centre-left to trade electoral support of industrial and production workers for socio-cultural professionals in the healthcare and

---

<sup>3</sup> We follow Blyth and Matthijs (2017: 210) in viewing macroeconomic regimes as “economic policy targets embedded within dedicated institutional complexes that are both generative of, and contingent upon, the production of those targets.” They provide a useful analogy by presenting the ‘hardware’ of capitalism (institutions) upon which different ‘software’ packages (policy targets and the economic ideas that underpin them) can be run.” Two key considerations should be stressed. The first is that “a macroeconomic regime is defined by the main target variable for a country’s macroeconomic policy, and how once that target has been chosen, it necessarily shapes states’ institutional choices” (Blyth and Matthijs, 2017: 208). Under Keynesianism, that target variable was full employment; under neoliberalism, it is price stability. A second is that, as Blyth and Hopkin (2018) point out, macroeconomic regimes don’t just create national growth designed to enforce their target variables; they also generate party systems and political party models suited to their needs. Under Keynesianism, that party model was the catch-all party; under neoliberalism, it is the cartel party (Katz and Mair, 2009).

education sector (Oesch and Rennwald, 2018). This “Brahmin left” (Piketty, 2019) now better represents white-collar professionals with high educational attainment than blue-collar workers. Other large-scale, transnational trends strengthen this dynamic further. Technological change (Iversen and Soskice, 2019), de-unionization (Hacker and Pierson, 2010), the socio-political effects of economic inequality (Piketty, 2014), as well as the influence regional integration processes (Johnston and Regan, 2017) combine to press economies towards growth models that are less amenable to economic redistribution, demand management, and traditional social democratic policies (Amable *et al.*, 2019). The process of European integration, especially in the aftermath of the 2008 financial crisis and the 2010 turn toward austerity policies, has further fragmented the electoral base of the left—creating stark cleavages between industrial and production workers who oppose further integration and socio-cultural professionals who approve it (Amable, 2017; Amable and Palombarini, 2021). The EU’s newfound preference for export-led growth, in turn, reflects profound distributional consequences and the rise of inequality within its member states (Pettis and Klein, 2020), and does not present a clear developmental path or an inclusive growth model for member states in the Eurozone periphery (Perez and Matsaganis, 2019). As a result of their commitment to an integration process that prizes fiscal consolidation over full employment and economic well-being, Blyth (2015) considers European social democrats to have become “the joint enforcers of a creditor’s paradise”.

## 1.2. Effects on the centre-left and political party systems

The transition from embedded liberalism to neoliberalism has also changed profoundly the nature of party systems. It has transformed the centre-left both internally and externally. Within party systems, the transition from catch-all to cartel parties (Mair and Katz, 2009) has heightened social disintermediation between parties and voters, as it has weakened the formers’ active membership and the contributions they seek from other social actors. The best proponent of this thesis was Peter Mair (2006; 2013), who famously foresaw a “double withdrawal” between political leaders and citizens, as well as an increase importance of the communication industry—newspapers, television, presently social media platforms—as the default tool for mediation between parties and voters in increasingly atomized societies. While the process of deinstitutionalization affects the entirety of the political spectrum, it is likely to more explicitly erode centre-left parties that traditionally relied upon deep embeddedness within civil society—through labour unions, youth organizations, cultural clubs, etc.—in order to retain electoral strength. While Mair did not explicitly link this process to events in the international economy, other scholars expanded his insights in this direction. In her landmark study of social democracy’s reinventions, Mudge (2018) examines the transition from a Keynesian to a neoliberal left by focusing on authority figures within centre-left parties themselves. In particular, Mudge draws attention to the displacement of Keynesian “economic theorists”—who provided these parties with the opportunity to reconcile macroeconomic stability and full employment—by trans-nationalized, finance-oriented economists (TFEs) who view their mission as expressing the demands of international markets, and ensuring centre-left parties comply with them. Just as relevant for the purposes of our study, in their discussion of macroeconomic regimes Blyth and Hopkin (2018) point out that these do not simply create national growth designed to enforce their target variables; they also generate party systems and

political party models suited to their needs. Under Keynesianism, that party model was the catch-all party; under neoliberalism, it is Katz and Mair's cartel party. As Hopkin and Blyth (2018: 205). point out:

"[C]artel parties were designed to be parties that governed over less and less. As such, they were unable to address the very real problems that had grown up over the previous 20-30 years that these parties studiously ignored (Mair 2007). It was in this fertile ground that populism grew."

Political newcomers have received a variety of denominations, such as challenger (De Vries and Hobolt, 2020; Hobolt and Tilley, 2016) and anti-system (Hopkin, 2020) parties. But it is the literature on populism that has so far grappled most extensively with the channelling of social discontent away from traditional parties and into alternative political projects. Presently the field is coalescing around an "ideational" approach (Rooduijn, 2019) that defines populism as a discursive strategy or ideology pitting a pure "people" against an illegitimate elite (Mudde and Kaltwasser, 2012). Seen through this prism, populist parties and leaders owe their success to a skilful—or simply opportunistic—use of communication techniques and ideas that lead them to govern in anti-pluralistic ways (Müller, 2016). Following Pierson's (2004) meteorological analogies, the puzzle is presented as a tornado: an event with a short time horizon of causes and a short time horizon of outcomes—that is, one that develops almost instantly and has immediate effect. Major works within this academic literature sometimes read like an electoral version of Say's Law, whereby the supply of populist leaders and parties, endowed with an appealing but demagogic rhetoric, is expected to generate a reciprocal demand from the electorate.

What this framework struggles to explain is why populist parties have risen at this specific juncture, often at the expense of established centre-left parties. Also left aside in most mainstream accounts of the phenomenon is whether populism can gain traction beyond the left and right extremes of the political spectrum. As Bickerton and Invernizzi Accetti (2021) showcase, the deployment of discursive techniques associated with populism by leaders who present themselves as centrist—such as France's Emmanuel Macron—suggests that populism may not be simply constituted by outsiders challenging the *status quo*, but become a pervasive political logic across the left-right spectrum. In the case of left populism, however, the literature on the crisis of social democracy provides a basic set of guidelines to understand both the structural reasons leading to its rise and the conjunctural and situational events that caused it to stagnate. In this regard, it makes a relevant contribution to studies of populism. We now turn to analyse how this dynamic unfolded in Spain.

## 2. Fall of social democracy, rise of left populism

### 2.1. PSOE and Spain's structural crisis

Since the 1975-1982 transition from dictatorship to democracy and up to mid-2014, Spain was a parliamentary democracy with a stable, bi-party system, alternatively governed by the centre-left PSOE and

the centre-right People's Party (PP). During its first period in government (1982-1996), PSOE settled on a growth model that Ban (2016: 33) describes as embedded neoliberalism: "a neoliberalism ensclosed within the measures that compensate citizens for the dislocating effects of the market." These included establishing an until-then non-existent welfare state through increased fiscal pressure, but also overseeing a reconversion and dismantlement of Spain's industrial base and a gradual move towards a services-dominated economy. The model generated considerable friction with sectors of the left, most notably the labour movement and PSOE's sister union, UGT (Royo, 2000; Gálvez Biesca, 2017). Its key weakness was a highly dualized labour market with abnormal levels of structural unemployment, which never dipped below 8% of the workforce. Coupled with Spain's accession to the European Economic Community in 1986, however, it delivered strong growth rates and a profound modernization of the Spanish economy. Narratively, it replaced the PSOE's radical leftist rhetoric in the early 1970s with a discourse that stressed the merits of European integration modernization after decades of backward authoritarianism (Maura, 2018; Przewroski, 2021).

PP, in office between 1996 and 2004, only made adjustments at the margins of this growth model. Between 1996 and 2008, however, the Spanish economy oversaw the generation of a massive real estate bubble. By 2005, lending for construction companies was absorbing 29 percent of GDP and the real-estate boom sapping the competitiveness of the Spanish economy. Education dropout rates rose rapidly as students moved to the construction industry (Ban, 2016). The development was reinforced by euro membership, which unleashed a flood of credit originating in the financial systems of core Eurozone countries (Pettis and Klein, 2020).

In 2008, the growth model imploded. A PSOE government under José Luis Rodríguez Zapatero (2004-2011) initially attempted to combat the crisis through Keynesian stimulus programs in infrastructure and green energy. From 2010 onwards, however, the Eurozone turn towards early fiscal consolidation, coupled with the vulnerability of Spain's financial sector and pressure from Berlin, Brussels, and Washington, led Zapatero to enact a first round of public spending cuts, under the impression that, even if economically counterproductive they were unavoidable. In the Prime Minister's words, "there at dilemmas to which no alternative exists, except in theoretical terms" (Zapatero, 2013: 48). The initial round of austerity—attempting to save €10bn in wage freezes for public-sector employees, cuts in public spending and entitlements—came in May 2010. This was soon followed by a pro-market labour reform and a bipartisan agreement with PP to add deficit spending and public debt brakes to the Spanish constitution. These decisions, coupled with the severity of the recession, led PSOE to its then-worst electoral showing in late 2011: 28,7% of the vote, 15 points below its 2008 showing.

PP came to office on the back of an absolute majority and enacted further austerity measures: slashing spending on education and healthcare by three and seven billion euros, respectively, and presiding over a second labour reform that further weakened collective bargaining rights. This agenda—coupled with corruption scandals and attempts to restrict civil rights in the fields of abortion and public speech—fragmented the voting base of the right as well. PP also lost roughly 15 points of electoral support during four years in office, and also garnered 28,7% of the vote in late 2015. This suggest that Spain from 2008 onwards has found itself in what Amable (2017: 10) describes as a structural crisis: an impasse characterized by "the

impossibility to find a political strategy for the implementation of a certain type of structural policy that would find its own social support", which can last for years or even decades.

Taken together, these austerity measures put an end to the "embedded neoliberalism" that PSOE had established in the early 1980s as a compromise between economic openness and social protection. This transformation heightened new cleavages within Spanish society—between outsiders and insiders of the (still dualized) labour market, older (more protected) and younger (more precarious) generations, "left behind" regions in rural Spain and a handful of growing cities, with Madrid and Barcelona at the helm (Hopkin, 2020; Sánchez-Cuenca, 2020). Above all, the austerity years brought about an increase in economic inequality and unemployment (rising to 26% of the workforce and 52% of Spaniards below 30 in 2012), as well as a general degradation of living standards for middle and working classes (Sanjay and Basu, 2013). The return of economic growth from 2014 onwards has also had a profound distributional impact, as up to 90% of it was absorbed by the top decile of income earners (Gethin, Martínez-Toledano and Morgan, 2019).

Spanish society initially reacted through the typical process of economic voting (Kriesi and Hernández, 2015) whereby voters punish incumbents. From 2011 onwards, however, the country also oversaw a rise in social contestation that went far beyond dissatisfaction with PSOE and PP governments. Its most notable manifestation was the 15-M or *indignados* (Castells, 2012) movement, which appeared spontaneously and promoted rise of new social movements like Youth Without a Future (*Juventud sin Futuro*) and the anti-eviction platforms (PAH). Public-sector workers mobilized through a colour code—the "green wave" of protest was formed by teachers, the "white wave" by healthcare professionals, an "orange wave" represented social services. 2012 also witnessed two general strikes take place in a single year—a degree of labour contestation unprecedented since the 1970s—and the working-class district of Gamonal in Burgos experienced a rise in protests and riots in early 2014 (Medina and Erro García, 2016), suggesting discontent by this point had spread far beyond urban middle-classes. The March 2014 "marches for dignity" represented a symbolic coming together of many of these social forces. In this regard, it is worth noting that 2011 had also witnessed not just the emergence of the *indignados* movement but also another general strike. While both social mobilization and labour unrest were linked to a common origin, they were not effectively coordinated, and the institutional links between organized labour and the 15M movement remained weak. It is out of this landscape of structural crisis and heightened social mobilization—but where critical gaps in social intermediation were also present—that Podemos would eventually emerge.

## 2.2. *Blitzkrieg and war machines*

Pablo Iglesias, Podemos' leader and secretary-general from 2014 to 2021, explained the party's strategic underpinnings in a 2015 *New Left Review* article. The financial crash and austerity generated a crisis of representation characterised by "the exhaustion of the social and political model that emerged from the post-Franco transition" (Iglesias, 2015: 10). A symptom of this state of affairs had been the emergence of

the *indignados* and the increase in social contestation. This was a crisis in which, as then-party number two Íñigo Errejón (Mouffe and Errejón, 2016: 18) put it, “those in power still rule, but they no longer convince.”

Podemos’ first challenge in Spanish politics concerned not the social democrats but the traditional left party, the communist-led United Left (IU). In 2011, IU proved incapable of making strong gains in the face of the crisis and the rise of the 15M movement, gathering less than 7% of the vote (still almost twice as much as its 2008 result). Spain’s representation crisis therefore overlapped with “a crisis of the existing Spanish left” (Iglesias, 2015: 12). For Podemos’ leaders, this problem was rooted in IU’s attachment to a symbolic repertoire (red flags, Marxist jargon, the Second Spanish Republic, grievances dating back to the transition to democracy) that lacked resonance in contemporary Spanish politics. A succession of historical defeats had made the left unable to lay claim to common sense, even when a majority of people might in fact agree with what it stood for. As Iglesias (2014) put it:

“Most people are against capitalism, and they don’t know it. Most people defend feminism and they haven’t read Judith Butler or Simone de Beauvoir. When you see a father doing the dishes or playing with his daughter, or a grandfather teaching his grandkid that toys must be shared—there is more social transformation in those acts than in all the red flags you can bring to a demonstration. And if we fail to understand that those things can serve as unifiers, they will keep laughing at us.” The urge to avoid the left’s past mistakes led the party to craft an unorthodox communication strategy. Considering that the left-right axis is one that Spain’s political, economic, and media elites are comfortable with—to the extent it provides a ready-made framework through which to marginalise parties as extremist—Iglesias spoke in the name of “the people” (*la gente*) and against *la casta* (“the caste”), meaning Spain’s political and economic elites. In other words: given the tension that left populist parties face between betting their fortunes on populism or resorting to a traditional leftist rhetoric—that is, between coming across as “too populist” or “too left” (Jäger, 2019)—, Podemos in 2014 gave precedence to populist messaging over leftist appeal, and its leaders frequently avoided identifying themselves as either right-wing or left-wing.

This communication strategy was also grounded on a relatively unorthodox approach to the traditional media channels that a progressive party was expected to employ, and which centred on appearances in television channels rather than social networks (Rendueles and Sola, 2015). Strategic and organizational choices also proved relatively novel, and would have lasting consequences for the party’s development. In the founding team’s view, Podemos had twenty-four months to electorally overtake the PSOE—a party that Iglesias (2015) identified as the weak link within the Spanish party system, torn between its function as a pillar of Spain’s establishment (a logic that would compel it to align with PP to stop Podemos) and its imperatives as a competitive centre-left party (which would pull the socialists away from an alliance with the right). In its first party congress, Podemos settled for what would be called the “onslaught” or “Blitzkrieg” strategy—a series of fast-paced operations designed to shock, awe, and ultimately overcome Spain’s party system in the space of the two years separating its January, 2014 foundation and the national elections to be held in December 2015.

This strategy demanded a top-down organizational structure, characterised by a strong leadership—embodied mainly by Iglesias, but also by the rest of the so-called Complutense team: Errejón, Juan Carlos

Monedero, Carolina Bescansa, and Luis Alegre—, the absence of internal checks and balances, and a vertical chain of command. The Vistalegre model (named after the stadium where the party's first congress took place) was submitted to all Podemos members for approval and received 80 percent of the vote in the fall of 2014. The party thereby set out to adopt a “friendly Leninism”, in Monedero's (2014) words. Errejón (2016a) argued that the party's “war machine” would eventually give way to a “popular moment” once the December 2015 general election was over—the assumption being that Podemos would somehow modify its minimalist, top-down structure, more appropriate to an electoral campaign than a political party, once it was in power. The feeling of improvisation was captured in another of the party's catchphrases: Podemos would have to “run and tie its shoelaces” at the same time.

It should therefore be noted that, while Podemos correctly identified austerity and the neoliberal macroeconomic regime as reasons for PSOE's electoral underperformance, it did not extend this diagnostic to the party's internal organization. With their model of online democracy and top-down, highly plebiscitarian logics, “digital parties” (Gerbaudo, 2019) like Podemos and Italy's Five Star Movement have not been able to move away from the cartel model that characterized party competition under neoliberalism, characterized by a strong, media-driven leadership, anaemic party structures, and a weak capacity to intermediate with other social actors. As the next section shows, this institutional set-up had lasting consequences for the party in the medium and long term.

## 3. Podemos and the left: A trajectory full of ups and downs

### 3.1. *Distinct stages of a fraught public relationship*

The trajectory of Podemos' relationship with the rest of the Spanish left changed repeatedly throughout 2014-2020. In fact, the attitude of Podemos with respect to the Spanish post-communist (IU) and social democratic (PSOE) lefts oscillated notably from the initial period (2014-2015) to the one that followed party's entry into the Congress of Deputies (January 2016). Between these periods it practically made a 180° turn in its relationship with IU, while the relationship with PSOE was also adjusted, first slightly and from 2018 onwards dramatically. As mentioned in the preceding section, this process can be viewed as one that took the left populist party from priming its “populist” appeal and downgrading its left credentials to the reverse order of preferences. It should be kept in mind, however, that these two approaches were not always mutually exclusive, as key Podemos leaders, including Iglesias from 2016 onwards, viewed the pursuit of a populist discursive strategy as reconcilable with an explicitly leftist orientation (Chazel and Fernández Vázquez, 2019). Furthermore, besides swerves in strategic and discursive orientations, this drift also reflects the normalization of left populist parties theorized by Borriello and Mazzolini (2021: 3-4), which is characterized by institutionalization and a gradual loss of touch with social movements, relative

assimilation into the party system, a stabilization or decline in electoral performance, and the adoption of a more conventional placement along the left-right axis of political competition.

With regards to IU, the inflection point was the conversion of Podemos into Unidas Podemos (UP, a Podemos-IU coalition formed in June 2016 and maintained ever since). The relationship between Podemos and IU therefore went through two distinct stages: an initial one (2014-2015) characterized by great tension between the two parties and a second moment (from 2016 onwards) marked by electoral collaboration and a parliamentary alliance in the form of UP. This early reconciliation is largely explained by the personal trajectory of some of Podemos' most eminent leaders (Chazel and Fernández Vázquez, 2019), whose early political activism took place within the Communist Party, and for whom a return to the traditional rhetoric of the left came as an intuitive discourse move.

The relationship between Podemos and PSOE was more ambivalent and tense, due not only to the dynamics of electoral competition, but also to the difference in political cultures between the two parties (Franzé, 2019). It is possible to distinguish up to four different periods in the relationship between the populist left and the centre-left.

In the first period, Podemos appeared on the public scene as a civic movement against the whole Spanish party system, and very specifically PSOE (Ramiro and Gómez, 2016). Pablo Iglesias aspired precisely to rescue the spirit of the *indignados* movement that questioned the trajectory of post-Franco democracy (frequently referred to as the "1978 regime", in reference to the year that witnessed the approval of the Spanish constitution), but above all to punish PSOE for its management of the 2008 economic crisis. The initial phenomenon of Podemos can be interpreted in this sense as a rebellion of young Spaniards and the middle classes against Spanish social democracy (Kioupkiolis, 2016). Podemos leaders were aware of the potentially conservative character manifested by the rebellion of a significant proportion of Spanish society against the PSOE from 2011 onwards. According to the interpretation of one of the party leaders, many Spaniards who protested at the time simply hoped that "everything would work as the establishment had promised us" (Interview with Íñigo Errejón, December 17, 2020). This reading of events acknowledged the fact that, notwithstanding its novelty and progressive format, the 15M movement was mostly formed by students and activists from a middle-class milieu (Rendueles and Sola, 2019). The crisis and the pauperization of these middle classes therefore laid the groundwork for their abandonment of PSOE and Podemos' appearance. In Iglesias' (2016) words:

"To put it in a very academic terminology, when we speak about the possibility of a left populism in Spain, that's tied to a juncture of economic crisis, which in turn causes a political crisis, an organic crisis in Gramscian terms [...] if we were to lose our irreverent character, our plebeian identity as a party of those social sectors that were worst affected by the crisis, we would have no future. It is in fact this what made PSOE lose. The Socialist Party in this country was the party of popular strata that viewed themselves as middle class. The Socialist Party's crisis and the emergence of Podemos has a lot to do with the political effects of this crisis."

Podemos believed that to fulfil these modest goals it would be necessary to antagonistically confront the actors of the "regime of 1978" as a whole (Franzé, 2017). That is why in its initial strategy (2014-2015) it played the part of an outsider partisan platform that proposed to the Spanish citizenship "a regeneration-

ist (*regeneracionista*), democratic and social populism” (Interview with Errejón, December 17, 2020).<sup>4</sup> A kind of populist rhetoric that drew as lines of political opposition around the axes bottom/top, democracy/oligarchy and new/old rather than left/right of progressive/conservative (Franzé, 2017). In this first stage, the PSOE would therefore be framed as an old, oligarchic, and elitist party. A consequence of priming Podemos’ populist message—and therefore developing an agonistic relationship not just with the right bloc but also with the centre-left as well—was that observers recurrently compared the party with radical right populist parties elsewhere in the EU (Torreblanca, 2015). This equation that has presently fallen into disuse in the field of populism studies, but was relatively common in the literature published throughout the 2010s (D’Eramo, 2013; Frank, 2020; Müller, 2016; Rosanvallon, 2011).

In the second period (from January 2016 to June 2018), Podemos held a particularly complex relationship with PSOE, marked by mutual distrust. Throughout this period both parties were in opposition, but an agreement between them, plus Basque and Catalan nationalist parties, could have formed a new parliamentary majority. This stage began with the entry of Podemos into the Congress of Deputies and was strongly conditioned by the outcome of the negotiations between the populist party and the centre-left to form an alternative to the PP government. Forming “governments of change” forced an understanding between PSOE and Podemos at the municipal and regional levels, often with Podemos-led coalitions at the helm in larger cities and PSOE maintaining smaller towns and regional governments.

That pact never took place at the national level due to the deep mistrust existing between both formations. As a result, relations between the populist party and the social democratic party reached a deadlock. Podemos leaders began to describe the impasse as a “catastrophic standoff.”<sup>5</sup> That is, as a political scenario “in which two actors or groups of actors do not have the capacity to destroy or annul each other, but instead to stop the other block from advancing further” (Interview with Íñigo Errejón, December 17, 2020). An unexpected equilibrium for which the founders of Podemos admitted they were not well prepared organizationally, insofar as the party’s initial strategic project did not contemplate this political scenario: “In this situation the same thing happened as when in World War I the battle of Marne took place, where trenches were fixed and the armies stayed there for two years without being able to advance. They were exhausted and could not advance, but they could stop the other army from advancing. Then began a time not marked by events, but by a slow war of positions in which it was a question of who could hold out the longest. In our case, the issue from January 2016 was who [between PSOE and Podemos] was going to have the most cohesive organizations. This is a moment in which theoretically the big parties have more advantages; since the organizational structure, media support and alliances with economic power become crucial. Yet Podemos had none of that. That is why in my view the Spanish general elections of December 20, 2015 showed a certain limit of how far a challenging party could push with an ‘assault strategy’ or ‘movement warfare’.” (Interview with Íñigo Errejón, December 17, 2020).

---

<sup>4</sup> “Regenerationism” in this context refers to a tradition within Spanish political history that seeks to modernize and renovate the country’s institutions, redirecting them in a more inclusive direction after a steady and prolonged period of decay, punctured by crises that evidence its unsustainability.

<sup>5</sup> The expression was borrowed from the former Bolivian vice-president and theorist Álvaro García Linera.

In the mid to long term, the cohesiveness of each organization would not just be marked by their discursive strategies, but by their social bases of support and electoral infrastructure. In this regard, it is worth noting that what Podemos viewed in late 2015 as competitive assets—a younger voting base and stronger presence in large cities, perhaps hinting at the possibility of welding a more dynamic electoral coalition (Fernández-Albertos, 2015)—would yield a less impressive payoff as time went by. Time and again, younger cohorts in Western democracies have revealed themselves as more prone to swings in electoral participation than older voters and an overall lower level of electoral turnout. Podemos would ultimately struggle to retain their support from 2016 onwards, whereas PSOE could count on a more loyal voting base of Spaniards above 50 years of age, in a country where the average age is 44 (INJUVE, 2017).

Relatedly, Spain's proportional representation system is based on the provincial district (*provincia*) as its electoral circumscription. This delivers an overrepresentation of smaller, rural regions at the expense of larger cities, which explains PSOE's considerable parliamentary advantage over Podemos even when both parties accounted for almost identical shares of the vote. These limitations are an example of what Mazzolini and Borriello (2021: 12), have described as the paradox of the void: the disintermediation and dealignment of contemporary party politics identified by Mair (2013) offers opportunities for populist newcomers, but "the previous model of political representation is crumbling *and* resisting at the same time, with both dynamics being potentially deleterious for a left populist contender" (Mazzolini and Borriello, 2021: 2). If PSOE and PP's handling of the 2008 crisis opened the window for left populism, the persistence of traditional cleavages of political and electoral participation would in the long run limit Podemos' growth.

In the December 2015 elections, however, the distance between one party and the other was roughly 300,000 votes. Both parties held fundamental discrepancies regarding the possibility of holding a referendum of self-determination in Catalonia (PSOE against, Podemos in favour). It is also necessary to take into account that since the campaign for the municipal and autonomic elections of 2015, Podemos had begun to appeal to the vote of "true socialists" and to affirm that "voting socialist now means voting for Podemos" (Franzé, 2017: 232). As Errejón put it, "It is true that, although at the time we were addressing the entire electorate, we gradually began to address more to voters disappointed by the PSOE" (Interview with Íñigo Errejón, December 17, 2020).

The zig-zagging nature of this approach was exemplified by two Iglesias statements in the spring of 2016 that resonated within Spanish public debate. In the first, which took place in a parliamentary exchange in March, Iglesias (2016a) accused PSOE's historic leaders—and in particular former Prime Minister Felipe González—of having "their hands stained with quicklime", a reference to the dirty war during which PSOE governments rely on paramilitary death squads to fight Basque terrorists throughout the 1980s. The reference was meant, among other things, to stress divisions within PSOE: between its elites and rank-and-file members, as well as between younger generations and the older, more conservative leadership (including González, who opposed collaboration with Podemos). But it was understood within PSOE as a blunt attempt to attack the centre-left, weakening the possibility of collaborating to eject Rajoy from office, even when Pedro Sánchez—at the time PSOE's secretary-general, and Spain's Prime Minister from mid-2018 onwards—would eventually claim that González and his supporters within the party and Spanish media actively sabotaged attempts to develop a cooperative relationship with Podemos. In the second instance

(May 2016), Iglesias approached the June elections (in which polls anticipated a victory of UP over PSOE) with a more conciliatory tone, claiming that, were UP to govern with support from the centre-left, his party would become that of “the new social democrats.” As part of this appeal, he extended an offer of collaboration even to PSOE’s old guard:

“The old social democrats chose [to implement] policies they did not believe in. We will not complain if they call us new social democrats for adopting policies that we view as correct. In order to do so, we even offer our hand to [social democrats] who in the past chose options that they did not believe in.” (Iglesias, 2016b).

It was in this context that Podemos openly expresses its will to replace the PSOE not just electorally, but also symbolically. “We wanted to be the PSOE not from the ideological point of view, but from the positional and symbolic point of view: we wanted to become the central actor of the political regime and we wanted to become the hegemonic progressive party of the next 30 or 40 years” (Interview with Íñigo Errejón, December 17, 2020). This deliberate purpose of “replacing the PSOE” and occupying its political and symbolic space made any agreement impossible until 2018. The discursive ambiguities identified in Iglesias’ sometimes unyielding approach to PSOE, however, were also present in Errejón’s seemingly more ductile style. In a friendly televised conversation with a leading PSOE politician—who, like Errejón, challenged the leadership of his own party and found his position weakened thereafter. When asked about the centre-left’s legacy in Spain, Errejón (2018a) described PSOE “at the same time the author of some of Spain’s greatest step forwards and also [the country’s] greatest mistakes.”

The relative stabilization of the party system in Spain, the gradual conversion of Podemos into a conventional left-wing party, and the slight appeasement of the Catalan crisis in the aftermath of a unilateral bid for independence from its regional government helped produce a rapprochement between Sánchez and Iglesias (Franzé, 2019). The third stage in the Podemos-PSOE relation began with the appointment of Sánchez as Prime Minister (following a no-confidence vote against Rajoy in June 2018, supported by UP), which put an end to the battle for hegemony of the Spanish left in favour of PSOE.

The key to understanding this shift lies in two points. First, the relationship between the PSOE and Podemos normalized when the latter renounced to symbolically challenge the former. Second, the relationship between the two parties visibly improved when Podemos *de facto* abandoned the goal of electorally defeating PSOE, settling thereafter for having the capacity to influence the left bloc. If Podemos leaders considered in 2014 that “by positioning ourselves on the left of the PSOE it was not possible to transform anything” (Interview with Íñigo Errejón, December 17, 2020), from 2018 onwards they resigned themselves to occupying that political space within the Spanish party system. Imitating the post-communist left. To an extent, the more Podemos has resembled IU, the easier it has become for the party to reach agreements with the PSOE, even while it started or systematic distrust toward the social commitments and the intentions of the centre-left.

This recalibration has also come at an electoral cost. Public opinion polls show that over the course of its short history, Podemos has become a) both increasingly identified as a far-left party; b) circumscribed its electoral appeal to voters who identify as leftists (Bayón 2021). While even in its original phase the party

drew most of its electoral support from left voters, its capacity to reach out to those who did not identify as leftist has diminished throughout this period—as has the party’s overall voting base. In this regard, as Mazzolini and Borriello (2021: 9-10) point out, the party’s original bid for a “transversal” approach to politics was important not because it gathered voters from the right and centre, but because it served to “shake off the aura of marginality” associated with a far-left party, at least temporarily.

The fourth and final period further strengthened the framework of relations between a (majority) social democratic formation and a (minority) post-communist party. Indeed, the results of the two general elections held in Spain in 2019 deepened the electoral gap between PSOE and Podemos (reaching more than double in favour of the social democrats) and, on the other hand, challenged Podemos’ objective to become a minority partner in a coalition government led by PSOE. Podemos achieved that goal in January 2020, but it has not done so as a challenger party. Instead, it presents itself as the minority partner within a coalition government, whose *raison d’être* consists on being more left-wing or socially ambitious than PSOE. To this end, UP’s leadership insists—especially during electoral campaigns—that a vote for UP is a vote that ensures PSOE enacts its own electoral manifesto and campaign pledges rather than swerving towards the centre as soon as it enters government. In a similar way, UP’s decision to enter a government coalition with its erstwhile rival was justified on the grounds that it would allow it to hold POSE politicians accountable and better ensure they fulfil their joint governmental programme. The stark transformation in the way Podemos conceives its relationship with PSOE is related to three convictions. The first is that the “populist moment” (Mouffe, 2016) ended in Spain after the general elections of June 2016, when Podemos failed to surpass PSOE electorally. Next, that with the end of this moment came the reestablishment of the left/right axis as the dominating logic of competition within Spanish politics, forcing Podemos to position itself within that spectrum. Finally, under such conditions the main avenue for Podemos’ electoral consolidation (as a secondary but powerful party within the left) was understood to consist of taking advantage of the momentum of social movements (especially environmentalism and feminism). In this way, Podemos has moved from an orientation of defiance (and disrupting established communicative and symbolic codes) to one of collaboration, where the traditional axes of political competition return and the party seeks to capitalize from ongoing social dynamics.<sup>3.2.</sup> *PSOE as a key player in Podemos’ internal life*

It is important to stress that, throughout this period, Podemos and the socialists did not just confront (and then appease) each other in static terms. Internal factional battles and changes within the Spanish party system affected both formations, making their external relations with each other easier to reconcile. On the PSOE side, a key factor was Sánchez’s own trajectory. Originally a standard, third way social democrat who claimed inspiration from Italy’s Matteo Renzi and France’s Manuel Valls, in early 2016 Sánchez rejected Podemos’ offer to form a government and sought a centrist alliance with another challenger party, Citizens (C’s), which had a socially liberal and economically business-friendly orientation. After being ejected from the party leadership in late 2016 however, Sánchez returned to the position of secretary general in mid 2017. He did this after winning a fraught primary process in which he presented himself as an outcast fighting the candidate anointed by the PSOE’s establishment, whose candidacy boasted the backing of the party’s old guard, including former Prime Minister González. In his outsider rebranding,

Sánchez accused González of vetoing an alliance with Podemos and in fact copied key proposals from the left populist party, such as the call to make Spain a pluri-national country.

This nominally more radical reinvention of PSOE's leader made it easier to approach Podemos, developing a dynamic of "virtuous competition", theorized by Errejón (2018a) as the opposite relationship to the "catastrophic standoff" previously discussed. Nevertheless, PSOE's temptations to swerve toward the centre have been recurrent since 2017, and were only cut short by the simultaneous collapse of C's—which eliminated a potential parliamentary ally and government coalition partner—, the rise of the radical right Vox (which effectively cemented the left and centre-left in a common front against the right bloc), and the failure of Errejón's alternative green party (founded in early 2019) to take off at the national level (which, in the eyes of several PSOE strategists, would have meant a more flexible coalition partner or parliamentary ally than UP).

Podemos, too, experienced important internal divisions precisely over its relationship with the PSOE. Between 2016 and 2018, the party witnessed major internal fight between two main factions, led respectively by Errejón and Iglesias (Chazel and Fernández Vázquez 2019). These differences were first showcased in the run-up to and results of the party's second Vistalegre congress, in February 2017, which witnessed Iglesias' proposal garner slightly over 50% of the membership support to Errejón's 33%; and later in an internal split in early 2019, which witnessed Errejón abandon Podemos. Failure to defeat PSOE electorally in 2016 made it clear that the "Blitzkrieg" strategy approved in 2014 had reached its limits. It soon transcended that this strategy had generated an internal party culture governed by hierarchical and plebiscitarian logics (Rendueles and Sola, 2019), which in the absence of electoral victory was incapable of handling internal dissent or even establishing an adequate climate for deliberation. The main point worth emphasizing in this respect is the role of the socialists as a symptom of the problems that a populist formation adopting a cartelized party structure to challenge the established political system may experience. In the case of Podemos, this dilemma pitted an explicitly leftist conception of populism and an approach grounded on the notion of "transversality" (*transversalidad*) or appeals beyond the traditional left bloc of voters. These tendencies were represented in the figures of Iglesias and Errejón, respectively. The former was convinced that the main task of a populist force challenging the party establishment was to electorally overcome the traditional parties, becoming either the majority political party or the main alternative to the "power bloc". In order to achieve a *sorpasso* of both PSOE and PP, Iglesias' followers recommend adding to the populist challenge all the minority or outsider political forces within the party system, especially IU. According to the internal faction led by Iglesias, it was critical to deepen the "crisis of Spanish social democracy" (Monereo, 2016), and force PSOE to play the role of the "true main actor of the Spanish political regime". Therefore, defeating the socialist party would mean being able to "transform the Spanish political system" (Juberías, Vázquez *et al.*, 2016). That is why this internal current stressed through many newspaper articles the need to "build a popular bloc made up by the losers of the financial crisis" against the "political and economic establishment", interpreting populism in its most antagonistic dimension (Chazel and Fernández Vázquez, 2019), that is, as a dichotomization of the political space and as the creation of a "counter-society" (Iglesias, 2016b). However, the unfolding of events in Spain since the summer of 2016 stabilized the party system and at least partially blocked this strategy. Moreover, the

electoral recovery of the PSOE from 2018 onwards satisfied a large part of the wishes for regeneration and renewal felt by Spanish society. This gradually compelled Podemos to redesign its strategy and identity.

The internal faction headed by Errejón also aimed to defeat PSOE. But instead of building a “popular movement” that overflowed the core actors of the party system *from outside*, it sought to specifically take the place of the socialist party. This meant replacing PSOE symbolically, morally and politically replacing. Errejón explained this strategy as follows:

“I was accused of taking Podemos to be the PSOE, yet they understood this in the way of a communist party, namely as moderation and ideological lukewarmness. We thought that replacing the PSOE meant becoming the central actor of the new Spanish party system and, consequently, having the opportunity to lead the political game, that is, to reach agreements with various parties [...] this meant agreement on social measures with PSOE and anti-corruption policies with Citizens.” (Interview with Iñigo Errejón, December 17, 2020).

Errejón’s faction therefore aimed to challenge the party system with its codes and logic, that is, *from the inside*. It sought to embody better than the PSOE the old social democratic values of social justice, egalitarianism, cohesion, and democratization, while introducing new values associated with the spirit of the *indignados* movement. The interpretation of populism made by Errejón’s followers is more related to the notion of transversality (and the capacity to occupy a hegemonic position in a new political scenario) than to antagonism and the construction of a counter-society. Errejón was persuaded that only a “civic populism” (rather than a “populism of rage”) could lead to a major renovation of the Spanish political system, emulating the role played by PSOE in Spain in the 1980s. That is why his strategic team warmly welcomed the analogies between Podemos and the “early PSOE” (Chazel and Fernández Vázquez, 2019). Despite the strategic optimism of this “civic populism”, there is one question to which Errejón admitted he has no answer. It is whether there exists a guarantee that, by trying to replace PSOE symbolically and politically, Podemos would not end up becoming ideologically identical:

“What guarantees do I have that Podemos will not behave like PSOE in the future? I admit that on this point there is a blind spot in our political thinking [...] Our answer would be purely intuitive or voluntaristic: we are not going to become PSOE because our biographical and militant trajectories are very different from those of Felipe González or [PSOE’s number-two in the 1980s] Alfonso Guerra; that is, because at the level of political approach we have very little to do with the Socialist Party.” (Interview with Iñigo Errejón, December 17, 2020).

Whatever its merits and limitations, the strategy of “civic populism” was curbed from inside the party. Errejón’s faction gradually lost power within Podemos and ended up marginalized after the Vistalegre congress held in early 2017, in which the antagonistic approach that Podemos had applied to challenge the old party system was applied internally, with lasting consequences for the party cadres’ morale and cohesion. So this strategic path was beheaded and stopped dead in its tracks, before proving its success or its “betrayal” of the party’s roots.

## Conclusion

In spite of Podemos' discursive and political innovations in Spain, social democracy remained the mirror in which left populism constantly gazed, whether to try to overcome it electorally or to imitate it symbolically and politically. It is impossible to understand either Podemos' political strategizing or its internal debates without taking into account the symbolic weight of PSOE in the minds of its leadership. Similarly, it is impossible to understand the political evolution of the Spanish Socialist Party and in particular of its leader, Pedro Sánchez, without taking into account the dynamics of electoral competition against Podemos, especially during the 2016 and 2017 period.

For reasons that remain beyond the scope of this study, Podemos' effort to surpass the centre-left and the attempt to replace it have so far proved unsuccessful in Spain, even for a party as initially strong as Podemos. Nevertheless, the complexity of the relationship between both parties—with Podemos alternating between frontal opposition and tacit collaboration, and the centre-left caught in a similarly ambivalent position—suggest the extent to which the rise of left populist parties should be understood as a symptom of social democracy's post-2008 travails rather than the emergence of a populist "wave" on both extremes of the political spectrum. Future comparative or country-specific studies may find this relationship a fruitful one to probe in order to better understand the origins of populist and challenger parties as well as the crisis of social democracy.

If the back-and-forth *between* both parties offers important insights related to the appearance of left populism, how the relationship was understood *within* them also sheds light on the relationship between macroeconomic regimes and the changing dynamics of party competition. By adopting a cartelized structure that focused on immediate electoral competition—more reminiscent of an electoral campaign team than a traditional political party—Podemos secured impressive short-term gains. But unlike the Latin American societies or Greece—examples from which Podemos leaders drew inspiration—Spain experienced a representation crisis rather than a full-blown state crisis (Mazzolini and Borriello, 2021). This suggests that the country's socio-political cleavages and faultlines remained too strong to be flattened into an insurgency-establishment dichotomy in the space of two years. Once the PSOE *sorpasso* failed to take place, Podemos found itself lacking the same degree of social and territorial embeddedness that traditional Spanish parties—even when delegitimized in the aftermath of the 2008 crisis—had developed over the course of four decades.

The 'Blitzkrieg' party model also proved incompatible with handling internal dissent. Faced with a juncture of electoral stagnation, the combination of a hierarchical structure with divided factions bluntly criticizing each other in public seemingly combined the worst of old, traditional formations and new, digital parties (Gerbaudo, 2019). Ultimately, this constitutes yet another manifestation of the crisis of mediation gripping Western democracies that Mair (2013) foresaw. Far from serving as a corrective to this issue, the emergence of populist parties—even candidacies with a "populist" appearance, such of that of Emmanuel Macron in 2017—has served to highlight its enduring importance. The fact that left populist parties that have placed greater stress on the organizational and grassroots dimensions of their activity have not fared much

better when competing against the traditional centre-left—for example, the Bernie Sanders movement in the United States (Tamames, 2020)—suggests that this is a strategic impasse to which there is no easy solution in the short term. As Stuart Hall (1990: 180) suggested with prescience, “The fragmented political scene continues to be haunted by the absent ghost of—not of *the* Party (there are plenty of those) but of ‘party’ in the Gramscian sense.”

PSOE’s resilience and capacity to emerge out of the “populist moment” as Spain’s leading party is also an avenue of potential interest for scholars of party politics and comparative political economy. Against warnings of the “Brahmin” left’s detachment from traditional working classes (Piketty, 2019), in Spain placement along the left-right axis remains strongly correlated with income levels, and PSOE can claim the lion’s share of voters in the lower brackets of the income distribution (Simón, 2018). It is UP that, in this regard, clings to a more “Brahmin” voter profile of educated urban middle classes.

At the time of writing, the PSOE-UP alliance has not led to a redesign of the social democratic agenda in Spain. The government presently outsources economic policymaking to a former European Commission technocrat (currently the Economy Minister and vice-president) that matches Mudge’s (2018) conceptualization of trans-nationalized, finance-oriented economists (TFEs) whose professional ethos remains to make sure centre-left parties conform to market orthodoxy, and who recurrently clashes with the UP-appointed Labour Minister (a former labour lawyer and trade unionist with a Keynesian, social democratic perspective on national coordination between workers and business associations). All of this suggests that the centre-left remains afflicted by the dilemma that Mair (2009) identified between “responsible” and “representative” government (the former referring to the demands placed by the international economy; the latter, to the priorities of its lower-income constituencies). It remains to be seen whether this configuration remains sustainable in the long term, or reintroduces tensions between the governing party and a much-weakened Podemos.

## References

- AMABLE, B. (2017) *Structural Crisis and Institutional Change in Modern Capitalism: French Capitalism in Transition* (Oxford: Oxford University Press).
- AMABLE, B. and PALOMBARINI, S. (2021) *The Last Neoliberal: Macron and the Origins of France’s Political Crisis* (London: Verso Books).
- AMABLE, B., REGAN, A., AVDAGIC, S., BACCARO, L., PONTUSSON, J. and VAN DER ZWANN, N. (2019) “New Approaches to Political Economy”, *Socio Economic Review* Vol. 17, Iss. 2, 433-459.
- ANDERSON, P. (2016) “The Heirs of Gramsci”, *New Left Review*, No. 100, 71-97.
- BAN, C. (2016) *Ruling Ideas: How Global Neoliberalism Goes Local* (NY: Oxford University Press).

- BASU, S. and STUCKLER, D. (2013) *The Body Economic: Why Austerity Kills* (NY: Basic Books).
- BAYÓN, E. (2021) "De Yolanda Díaz a Vox sin olvidar la batalla por el centro: siete claves del nuevo CIS", *Público*, available at: (accessed 29 December 2021).
- BERAMENDI, P., HÄUSERMANN, S. and KITSCHOLT, H., KRIESI, H., eds. (2015) *The Politics of Advanced Capitalism* (Cambridge, MA: Cambridge University Press).
- BENEDETTO, G., HIX, S. and MASTROROCCHO, N. (2019) "The Rise and Fall of Social Democracy, 1918-2017", *TEP Working Paper No. 1319*.
- BICKERTON, C. and INVERNIZZI ACCETTI, C. (2021) *Technopopulism: The New Logic of Democratic Politics* (Oxford: Oxford University Press).
- BLYTH, M. (2002) *Great Transformations: Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century* (Cambridge: Cambridge University Press).
- BLYTH, M. (2013) *Austerity: The History of a Dangerous Idea* (NY: Oxford University Press).
- BLYTH, M. (2015) "Ending the creditor's paradise", *Jacobin Magazine*, available at: <https://www.jacobin-mag.com/2015/02/germany-austerity-blyth-speech-spd/> (accessed 10 July 2020).
- BLYTH, M. and HOPKIN, J. (2018) "The Global Economics of European Populism: Growth Regimes and Party System Change in Europe", *Government and Opposition*, Vol. 52, No. 2.
- CASTELLS, M. (2012) *Redes de indignación y esperanza: los movimientos sociales en la era de Internet* (Madrid: Alianza).
- CASERO-RIPOLLÉS, A., FEENSTRA, R. and TORMEY, S. (2016) "Old and New Media Logics in an Electoral Campaign: The Case of Podemos and the Two-Way Street Mediatization of Politics", *The International Journal of Press/Politics*, 52 (3): 378-397.
- CHAZEL, L. and FERNÁNDEZ-VÁZQUEZ, G. (2019) "Podemos, at the origins of internal conflicts around the 'populist hypothesis': a comparison of the internal production, public speeches and militant trajectories of Pablo Iglesias and Iñigo Errejón", *European Politics and Society*, 21 (1): 1-16.
- D'ERAMO, M. (2013) "Populism and the New Oligarchy", *New Left Review* 82, 5-28.
- DISALVO, D. (2012) *Engines of Change: Party Factions in American Politics, 1868-2010* (Oxford: Oxford University Press).
- DISALVO, D. and ERREJÓN, Í. (2016) "Abriendo brecha: apuntes estratégicos tras las elecciones generales", Podemos, January 11, available at: <https://podemos.info/inigo-errejon-abriendo-brecha-apuntes-estrategicos-tras-las-elecciones-generales/>.
- DISALVO, D. (2016) "Podemos a mitad de camino", *CTXT*, April 23, available at: <https://ctxt.es/es/20160420/Firmas/5562/Podemos-transformacion-identidad-poder-cambio.html>.
- DISALVO, D. (2018), "La competición virtuosa", Podemos París, March 3, available at: [https://www.youtube.com/watch?v=MHEg2BKqk5E&ab\\_channel=PodemosPar%C3%ADs](https://www.youtube.com/watch?v=MHEg2BKqk5E&ab_channel=PodemosPar%C3%ADs).

- DISALVO, D. (2018) Interview with Jordi Évole, *La Sexta*, March 18, available at: [https://www.lasexta.com/programas/salvados/mejores-momentos/inigo-errejon-yo-creo-que-el-psoe-es-el-autor-de-algunos-de-los-mejores-avances-en-espana-y-de-las-mayores-desilusiones\\_201803185aaecc500cf2fea6fd98cf59.html](https://www.lasexta.com/programas/salvados/mejores-momentos/inigo-errejon-yo-creo-que-el-psoe-es-el-autor-de-algunos-de-los-mejores-avances-en-espana-y-de-las-mayores-desilusiones_201803185aaecc500cf2fea6fd98cf59.html). DISALVO, D. (2020, November, 10) "Lo que pudimos, lo que podremos", *Jacobinlat*: <https://jacobinlat.com/2020/11/10/lo-que-pudimos-lo-que-podremos/>.
- ERRO, M. and MEDINA, J. (2016) *Gamonal, la historia desde abajo* (Madrid: El Perdigón).
- FERNÁNDEZ-ALBERTOS, J. (2015) *Los votantes de Podemos. Del partido de los indignados al partido de los excluidos* (Madrid: Catarata).
- FISHMAN, R. (2012) "Anomalies of Spain's Economy and Economic Policy-Making", *Contributions to Political Economy*, Vol. 31, Issue 1, pp. 67-76.
- FRANK, T. (2020) *The People. No: A Brief History of Anti-Populism* (New York: Metropolitan Books).
- FRANZÉ, J. (2015) "Podemos: ¿regeneración democrática o impugnación del orden? Transición, frontera política y democracia", *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*. FRANZÉ, J. (2017) "La trayectoria del discurso de Podemos: del antagonismo al agonismo", *Revista Española de Ciencia Política*, 44: 219-246.
- FRANZÉ, J. (2019) "Cercanía programática, lejanía cultural: la relación entre Podemos y el PSOE durante la crisis de España (2014-2018)", *DeSignis*, 31: 293-313.
- GÁLVEZ BIESCA, S. (2017) *La gran huelga. El sindicalismo contra la "modernización socialista"* (Madrid: Siglo XXI).
- GETHIN, A., MARTÍNEZ-TOLEDANO, C., and MORGAN, M. (2019) "Rising Inequalities and Political Cleavages in Spain", *World Inequality Database Brief 2019-04*. Available at: [https://wid.world/wp-content/uploads/2019/04/Issue\\_Brief\\_Spain-4.pdf](https://wid.world/wp-content/uploads/2019/04/Issue_Brief_Spain-4.pdf).
- GERBAUDO, P. (2019) *The Digital Party: Organisation and Online Democracy* (London: Pluto Books).
- HACKER, S. and PIERSON, P. (2010) *Winner-Take-All-Politics: How Washington Made the Rich Richer – And Turned Its Back on the Middle Class* (NY: Simon & Schuster).
- HALL, P. (1993) "Policy Paradigms, Social Learning, and the State: The Case of Economic Policymaking Britain", *Comparative Politics*, Vol. 25, No. 13.
- HALL, S. (1988) *The Hard Road to Renewal: Thatcherism and the Crisis of the Left* (London: Verso Books).
- HERNÁNDEZ, E., and KRIESI, H. (2016) "The electoral consequences of the financial and economic crisis in Europe," *European Journal of Political Research*, Vol. 55, Iss. 2.
- HÄUSERMANN, S., KITSCHOLT, H., ABOU-CHADI, T., MITTEREGGER, R., MOSIMANN, N., REHM, P., and WAGNE, M. (2021) "Transformation of the Left: The Resonance of Progressive Programs among the Potential Social Democratic Electorate," *Friedrich Ebert Stiftung Policy Brief*.

- HOBOLT, S., and DE VRIES, C. (2020) *Political Entrepreneurs: The Rise of Challenger Parties in Europe* (NJ: Princeton University Press).
- HOBOLT, S., and TILLEY, J. (2016) "Fleeing the centre: the rise of challenger parties in the aftermath of the euro crisis", *West European Politics*, Vol. 39, Iss. 5, 971-999.
- HOPKIN, J. (2020) *Anti-System Politics: The Crisis of Market Liberalism in Rich Democracies* (Oxford: Oxford University Press).
- IGLESIAS, P. (2014) "La cuestión de la clase obrera", *Podemos Valladolid*, February 22, available at: [https://www.youtube.com/watch?v=DAwEQkHHaT8&ab\\_channel=PodemosValladolid](https://www.youtube.com/watch?v=DAwEQkHHaT8&ab_channel=PodemosValladolid). IGLESIAS, P. (2015) "Understanding Podemos", *New Left Review*, No. 93, 7-22.
- IGLESIAS, P. (2016) Speech in the Congress of Deputies, *El Diario*, March 2, available at: [https://www.youtube.com/watch?v=oQ9tEK6uewQ&ab\\_channel=elDiarioes](https://www.youtube.com/watch?v=oQ9tEK6uewQ&ab_channel=elDiarioes).
- IGLESIAS, P. (2016) "Por una nueva socialdemocracia", *El Diario*, May 26, available at: [https://www.eldiario.es/opinion/tribuna-abierta/nueva-socialdemocracia\\_129\\_3979298.html](https://www.eldiario.es/opinion/tribuna-abierta/nueva-socialdemocracia_129_3979298.html). IGLESIAS, P. (2016) "Presentación del libro de Jorge Alemán: Horizontes neoliberales en la subjetividad", *La Morada Madrid*, October 5, available at: <https://www.youtube.com/watch?v=r4v8xXuM3gk>.
- INJUVE (2017), "Jóvenes, Participación y Cultura Política", Instituto de la Juventud, available at: [http://www.injuve.es/sites/default/files/2018/27/publicaciones/sondeo\\_2017-1\\_informe.pdf](http://www.injuve.es/sites/default/files/2018/27/publicaciones/sondeo_2017-1_informe.pdf) (accessed 19 December 2021).
- IVERSEN, T., and SOSKICE, D. (2019) *Democracy and Prosperity: Reinventing Capitalism Through a Turbulent Century* (NJ: Princeton University Press).
- JÄGER, A. (2019) "We Bet the House on Left Populism: and Lost," *Jacobin*, available at: <https://jacobinmag.com/2019/11/we-bet-the-house-on-left-populism-and-lost> (accessed 20 December 2021).
- JÄGER, A. and BORRIELLO, A. (2019) "Making Sense of Populism", *Catalyst*, Vol. 3, No. 4.
- JOHNSTON, A. and REGAN, A. (2017) "Introduction: Is the European Union Capable of Integrating Diverse Models of Capitalism", *New Political Economy*, Vol. 23, Iss. 2, 145-159.
- JUDT, T. (2010) *Ill Fares the Land: A Treatise On Our Present Discontents* (London: Penguin).
- JUBERÍAS, L., VÁZQUEZ, B., HONRUBIA, P.-A. and ARROYO, L. (2016, November 28) "¿Ser oposición al régimen o ser sólo oposición al PP? El dilema real de Unidos Podemos", *Kaos en lared*, available at: <https://kaosenlared.net/ser-oposicion-al-regimen-o-ser-oposicion-solo-al-pp-el-dilema-real-de-unidos-podemos/>.
- KATZ, R. and MAIR, P. (2009), "The Cartel Party Thesis: A Restatement", *Perspectives on Politics*, Vol. 7, No. 4.
- KIOUKLIOLIS, A. (2016) "Podemos, The Ambiguous Promises of Left-Wing Populism in Contemporary Spain", *Journal of Political Ideologies*, 21(2): 99-21.

- KIOUPKIOLIS, A. (2019) "Late Modern Adventures of Leftist Populism in Spain: the Case of Podemos, 2014-2018", in KATSAMBEKIS, G. and KIOUPKIOLIS, A. (eds) *The Populist Radical Left in Europe* (New York: Routledge), 47-73.
- LACLAU, E. (2005) *On Populist Reason* (London: Verso Books).
- LACLAU, E. and MOUFFE, C. (1985) *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics* (London: Verso Books).
- MAIR, P. (2006) "Ruling the Void," *New Left Review*, 42, November/December 2006.
- MAIR, P. (2009) "Representative versus Responsible Government", Max Planck Working Paper 08/09.
- MAIR, P. (2013) *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy* (London: Verso Books).
- MAURA, E. (2018) *Los 90. Euforia y miedo en la modernidad democrática española* (Madrid: Akal).
- MAZZOLINI, S. and BORRIELLO, A. (2021) "The normalization of left populism? The paradigmatic case of Podemos," *European Politics and Society*, January 2021, available at: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/23745118.2020.1868849> (accessed 20 December 2021).
- MONEDERO, J.-C. (2014) Interview with Cynthia Garcia, Podemos Argentina, available at: [t.ly/zYMF](https://t.ly/zYMF) (accessed 10 July 2021).
- MONEDERO, J.-C. (2020) "Postdemocracy, Postpolitics and Populism. Fresh Political Thinking and Podemos", *Latin American Perspectives*, 47 (3): 145-161.
- MONEREO, M. (2016) "Podemos: el final de la inocencia", *CuartoPoder*, December 25, available at: <https://www.cuartopoder.es/ideas/2016/12/25/podemos-final-la-inocencia/>.
- MOUFFE, C. (2018) *For a Left Populism* (London: Verso).
- MOUFFE, C. and ERREJÓN, I. (2016) *Podemos: In the Name of the People* (London: Lawrence & Wishart).
- MOUFFE, C. and ERREJÓN, I. (2016) "Podemos: El momento populista," *El País*, June 9, available at: [https://elpais.com/elpais/2016/06/06/opinion/1465228236\\_594864.html](https://elpais.com/elpais/2016/06/06/opinion/1465228236_594864.html).
- MUDDE, C. and ROVIRA KALTWASSER, C. (eds.) (2012) *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective to Democracy?* (Cambridge: Cambridge University Press).
- MUDGE, S. (2018) *Leftism Reinvented: Western Parties from Socialism to Neoliberalism* (Massachusetts: Harvard University Press).
- MÜLLER, J. (2016) *What is Populism?* (PA: University of Pennsylvania Press).
- OESCH, D. and RENNWALD, L. (2018) "Electoral competition in Europe's new tripolar political space: Class voting for the left, centre-right and radical right", *European Journal of Political Research*, Vol. 57, Iss. 5, 783-807.

- PÉREZ, S. and MATSAGANIS, M. (2019) "Export or Perish: Can Internal Devaluation Create Enough Good Jobs in Southern Europe?", *South European Society and Politics*, Vol. 24, Iss. 2, 259-285.
- PETTIS, M. and KLEIN, M. (2020) *Trade Wars Are Class Wars: How Rising Inequality Distorts the Global Economy and Threatens International Peace* (New Haven: Yale University Press).
- PIERSON, P. (2004) *Politics in Time: History, Institutions, and Social Analysis* (NJ: Princeton University Press).
- PIKETTY, T. (2014) *Capital in the Twenty-First Century* (MA: Belknap Press).
- PIKETTY, T. (2019) *Capital e Ideología* (Barcelona: Deusto).
- POLANYI, K. (2001) *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of our Time* (MA: Beacon Press).
- PRZEWORKSI, A. (1980), "Social Democracy as a Historical Phenomenon", *New Left Review*, 1/122, July-August.
- PRZEWORKSI, A. (2021) "Revolution, Reform, and Resignation," in *Market Economy, Market Society: Interviews and Essays on the Decline of European Social Democracy* (NY: Phenomenal World Volumes).
- PRZEWORKSI, A. and SPRAGUE, J. (1986) *Paper Stones: A History of Electoral Socialism* (IL: University of Chicago Press).
- RAMIRO, L. and GÓMEZ, R. (2016) "Radical-Left Populism during the Great Recession: Podemos and Its Competition with the Established Radical Left", *Political Studies*, 65 (13): 108-126.
- RAMOS, M and CORNAGO, L. (2016) "Spanish Disaffection with the EU: Is Podemos Eurosceptic?", *Politikon*, 29 December, available at: <https://politikon.es/2016/12/29/spanish-disaffection-with-the-eu-is-podemos-eurosceptic/>.
- RENDUELES, C. and SOLA, J. (2015) "Podemos and the Paradigm Shift", *Jacobin*, 13 April, available at: <https://www.jacobinmag.com/2015/04/podemos-spain-pablo-iglesias-european-left/>.
- RENDUELES, C. and SOLA, J. (2019) "Strategic Crossroads: The Situation of the Left in Spain", Rosa Luxemburg Stiftung.
- ROODUIJN, M. (2019) "State of the field: how to study populism and adjacent topics? A plea for both more and less focus", *European Journal of Political Research*, Vol. 58, Iss. 1, 362-372.
- ROSANVALLON, P. (2011) « Penser le populisme », *26<sup>es</sup> rencontres de Pétrarque*, La vie des idées, 1-11.
- ROYO, S. (2000) *From Social Democracy to Neoliberalism: The Consequences of Party Hegemony in Spain, 1982-1996* (London: Palgrave MacMillan).
- RUGGIE, J.G. (1982) "International Regimes, Transactions, and Change: Embedded Liberalism in the Postwar Economic Order", *International Organization*, Vol. 36, No. 2.

- SAEZ, E. and ZUCMAN, E. (2020) *The Triumph of Tax Injustice: How the Rich Dodge Taxes and How to Make them Pay* (New York: W.W. Norton).
- SÁNCHEZ, P. (2017) Interview with Jordi Évole, *La Sexta*, November 12, available at: [https://www.lasexta.com/programas/salvados/mejores-momentos/pedro-sanchez-me-equivoque-al-tachar-a-podemos-de-populistas-el-psoe-tiene-que-trabajar-codo-con-codo-con-podemos\\_2016103058165c550cf-2d6cc9cc54188.html](https://www.lasexta.com/programas/salvados/mejores-momentos/pedro-sanchez-me-equivoque-al-tachar-a-podemos-de-populistas-el-psoe-tiene-que-trabajar-codo-con-codo-con-podemos_2016103058165c550cf-2d6cc9cc54188.html). SÁNCHEZ-CUENCA, I. (2020) "Repartir el Poder", *CTXT*, January 14, available at: <https://ctxt.es/es/20200115/Politica/30529/poder-sanchez-cuenca-gobierno-bancos-crisis-politicas.htm>. SIMÓN, P. (2018) "Votar con clase en tiempos de cólera", *Politikon*, 6 September 2018, available at: <https://politikon.es/2018/09/06/votar-con-clase-en-tiempos-de-colera/>.
- SLOBODIAN, Q. and CALLISON, W. (2019) "Pop-Up Populism: The Failure of Left-Wing Nationalism in Germany", *Dissent Magazine*, Summer 2019, available at: <https://www.dissentmagazine.org/article/pop-up-populism-the-failure-of-left-wing-nationalism-in-germany>. SLOBODIAN, Q. (2021) *Globalistas. El fin de los imperios y el nacimiento del neoliberalismo* (Madrid: Capitán Swing).
- STREECK, W. (2011) "The Crises of Democratic Capitalism", *New Left Review*, No. 71, 5-29.
- STREECK, W. (2014) *Buying Time. The Delayed Crisis of Democratic Capitalism* (London: Verso Books).
- TAMAMES, J. (2020) *For the People: Left Populism in Spain and the US* (London: Lawrence & Wishart).
- TOOZE, A. (2018) *Crashed: How a Decade of Financial Crises Changed the World* (London: Penguin Random House).
- TORMEY, S. and MOFFITT, B. (2014) "Rethinking Populism: Politics, Mediatisation and Political Style," *Political Studies*, Vol. 62, Iss. 2.
- TORREBLANCA, I. (2015) "El eje de la soberanía", *El País*, available at: [https://elpais.com/internacional/2015/01/30/actualidad/1422607532\\_538878.html](https://elpais.com/internacional/2015/01/30/actualidad/1422607532_538878.html) (accessed 19 December 2021).
- ZAPATERO, J.L. (2013) *El dilema. 600 días de vértigo* (Madrid: Planeta).
- ZUCMAN, G. (2015) *The Hidden Wealth of Nations: The Scourge of Tax Havens* (IL: University of Chicago Press).



# “ Un populisme libertaire ? ”

Comprendre l'émergence de nouvelles formations politiques dans l'Islande post-2008

Lionel CORDIER

☐ **Lionel Cordier** est Docteur en science politique et chercheur en contrat postdoctoral à l'Université Paris 8. Il a soutenu en 2020 sa thèse « Crise démocratique et mutations contemporaines de la représentation politique : l'exemple islandais (2008-2017) », réalisée en cotutelle avec l'Université Lumière Lyon II et l'Université d'Islande. Ses recherches portent sur la crise de la représentation, les expérimentations démocratiques et les enjeux politiques du multilinguisme.

Université Paris 8, Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris-CSU-CRESPPA, 59-61 rue Pouchet, 75849 Paris Cedex 17, lionel.cordier@sciencespo-lyon.fr

## Résumé

☐ Cet article propose de revenir les transformations les plus récentes du monde partisan islandais en revenant sur l'apparition, le succès rapide puis l'essoufflement de partis comme les Pirates, le Meilleur Parti et Avenir Radieux entre 2008 et 2017. Il revient aussi sur l'émergence de figures emblématiques telles que celles de Jón Gnarr, maire de Reykjavík entre 2010 et 2014, ou Birgitta Jónsdóttir, poétesse et fondatrice du Parti Pirate. Il interroge leur rattachement à une tradition populiste de gauche plus globale et les compare à leurs homologues européens et nord-américains. Les similitudes sont nombreuses : non seulement dans les mots d'ordre et les électeurs mobilisés, mais aussi leur émergence, leur évolution, leur institutionnalisation et leur affaiblissement.

## Mots-clés

☐ gauche libertaire, Islande, parti pirate, populisme de gauche, libertarianisme.

Les analyses francophones des événements politiques islandais de ces dix dernières années restent encore rares et éparpillées malgré un terrain particulièrement riche et propice à la comparaison. Les évolutions du paysage politique de l'Islande présentent des similitudes troublantes avec celles que connaissent ses voisins européens et américains : des mobilisations sociales historiques à Reykjavík qui semblent préfigurer trois ans en avance les mouvements du 15M et de Occupy Wall Street, l'apparition de nouveaux partis (Píratar, Björt Framtíð) réussissant en un temps record à se faire une place notable dans le paysage partisan local, bousculant les jeux d'alliances traditionnelles et provoquant l'instabilité parlementaire. Ces nouvelles formations viennent porter des appels à l'exemplarité du monde politique, à la fin de la corruption et à la transparence, tandis que resurgit de façon plus générale la question sociale dans le débat public islandais. En effet, la crise économique de 2008 ne débouche pas seulement sur une démission du gouvernement islandais avec la pression de rassemblements de rue, elle enclenche aussi une crise politique de plusieurs années. La démission de Geir Haarde en janvier 2009 marque le début d'importants tumultes au Parlement islandais avec ensuite pas moins de quatre élections en huit ans : des élections anticipées en avril 2009, les élections de mai 2013 présumant un temps d'un retour à la normale, puis les élections anticipées de 2016 après la démission du gouvernement de Sigmundur Davíð Gunnlaugsson suite au scandale des *Panama Papers*, et enfin à nouveau en octobre 2017 suite à un second scandale politique. La crise de 2008 contribue ainsi à l'émergence de nouvelles formations et figures politiques originales et bénéficiant d'un écho notable dans les médias internationaux : le Mouvement des Citoyens dans un premier temps, le Meilleur Parti au niveau local, puis le parti Avenir Radieux et les Pirates dans un second temps.

Avec cet article, je propose de revenir plus précisément sur ces transformations du monde partisan islandais en revenant sur l'apparition, le succès rapide puis l'essoufflement de ces formations politiques, et plus particulièrement pour le Meilleur Parti et les Pirates entre 2008 et 2017, mais aussi sur leur incarnation à travers des figures emblématiques telles que celles de Jón Gnarr, maire anarcho-punk de Reykjavík entre 2010 et 2014, ou Birgitta Jónsdóttir, poétesse et fondatrice du Parti Pirate. *Je souhaite plus particulièrement interroger leur rattachement à une tradition globale du populisme de gauche.* Les similitudes sont nombreuses : non seulement dans les mots d'ordre et les électeurs mobilisés, mais aussi leur parcours, leur institutionnalisation et leur affaiblissement. Où situer ces partis islandais dans ces mutations et de quels rapports au politique et à la représentation témoignent-ils ? Quelles sont leurs spécificités locales, insulaires, et *a contrario* quels traits communs pourraient-ils partager avec d'autres partis, d'autres sensibilités européennes ? Est-il possible de parler d'un « populisme de gauche à l'islandaise », c'est-à-dire d'un populisme de gauche qui se serait teinté de certaines caractéristiques propres au cas islandais (faible nombre d'électeurs, système électoral propice à l'apparition de petits partis, attachement profond et conjoint à l'État-providence et aux libertés individuelles) ? Le Meilleur Parti et Avenir Radieux ont aujourd'hui pratiquement disparu de la vie politique nationale, tandis que les Pirates islandais, s'ils ont réussi à se maintenir au Parlement, connaissent aujourd'hui le départ progressif de leurs fondateurs historiques. Comment expliquer ces transformations, et ne présentent-elles pas justement aussi certaines similitudes avec d'autres partis post-2008 à travers le monde ?

Concernant le terme de populisme, le mot reste la source d'usages divers, variés et souvent contradictoires. Nous nous rattachons pour notre part à l'analyse de Ben Stanley<sup>1</sup> et de son populisme comme « *thin ideology* », c'est-à-dire d'une « idéologie fine », expression également mobilisée par Cas Mudde<sup>2</sup> et qui correspond davantage à un style politique opposant le peuple aux élites, mais ne saurait désigner une idéologie entière en soi car davantage moraliste et normative que programmatique. Parler de populisme ne permet donc pas de définir une orientation politique dans son ensemble, mais vient davantage la compléter et qualifier un style, un type de discours et une méthode. En cela la délimitation d'un « populisme de gauche » à laquelle opère Manuel Cervera-Marzal me semble tout à fait pertinente en la complétant, et c'est à sa définition<sup>3</sup> que je me référerai au cours de cet article afin de vérifier si les formations politiques islandaises de l'après-2008 pourraient potentiellement y être rattachées. Par « populisme de gauche » Manuel Cervera-Marzal, en s'inspirant du travail de Chantal Mouffe<sup>4</sup>, décrit ainsi un ensemble de six points spécifiques caractérisant cette orientation politique : à savoir une critique du néolibéralisme, du productivisme et de toutes discriminations ; une retraduction du clivage gauche/droite en un clivage peuple/oligarchie ; l'existence d'un leader charismatique ; un appui pris sur des mobilisations sociales préexistantes ; un rapport marqué aux affects politiques ; et enfin le réinvestissement de signifiants traditionnellement placés à droite comme par exemple l'ordre, la nation, la souveraineté.

Je reviendrai donc brièvement, dans un premier temps, sur la situation politique islandaise lors du tournant de 2008, les mobilisations sociales alors à l'œuvre, le paysage partisan local et les nouveaux partis qui naissent alors dont en particulier le Meilleur Parti, qui possède déjà à mes yeux un nombre de caractéristiques populistes intéressantes. Dans un second temps, je me concentrerai davantage sur le parti islandais ayant joué un rôle clé dans le débat public et les législatures post-2008 et se rapprochant le plus de ce qui pourrait constituer un « populisme de gauche à l'islandaise », à savoir le Parti Pirate. Je montrerai que si cette formation politique présente un nombre notable de points pouvant la rattacher à cette tendance, ce rapport reste incomplet et pourrait davantage nous mener à évoquer une sorte de « populisme libertaire ».

---

<sup>1</sup> Voy. STANLEY Ben, « The thin ideology of populism », *Journal of Political Ideologies*, février 2008, vol. 13, n° 1, pp. 951-10. Pour une réflexion plus approfondie sur les définitions minimales du populisme et sur le populisme comme idéologie fine, voy. également MUDDE Cas et KALTWASSER Cristóbal Rovira, *Populism: A very short introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2017, et aussi NEUNER Fabian G. et WRATIL Christopher, « The Populist Marketplace: Unpacking the Role of "Thin" and "Thick" Ideology », *Political Behavior*, 2020.

<sup>2</sup> MUDDE Cas, « The populist zeitgeist », *Government and opposition*, 2004, 39, n° 4, pp. 541-563, p. 544.

<sup>3</sup> CERVERA-MARZAL Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, 2021, p. 5.

<sup>4</sup> MOUFFE Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018, pp. 87-112.

## 1. Le canari dans la mine

Si les tentatives de dégager des formes et des facteurs communs aux mobilisations qui touchent l'Espagne, les États-Unis ou le monde arabe à partir de 2010 existent<sup>5</sup>, le cas islandais, s'il est évoqué, n'est souvent qu'effleuré. Comme le souligne Bernburg<sup>6</sup>, l'intérêt du cas islandais réside pourtant dans son caractère « premier ». Il permet ainsi d'étudier les conditions locales de mobilisations politiques créées par la crise financière sans la « contamination » des mobilisations apparues postérieurement dans d'autres pays. Il faut ajouter à cela le fait que l'île fait partie des pays où la crise sociale provoquée par la crise économique semble avoir eu les effets les plus avancés sur son jeu politique et ses institutions. L'Islande reste l'un des seuls pays faisant partie des démocraties dites avancées à avoir tenté une refonte de ses textes fondamentaux, tandis que des effets notables sont aussi constatés durant les années suivantes sur l'évolution de ses dynamiques partisans, similaires à plus d'un titre à d'autres États de la périphérie européenne comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce.

L'hypothèse que j'ai vérifiée au cours de mes travaux est qu'il est effectivement possible de rattacher les mobilisations que connaît l'Islande en 2008 aux vagues de manifestations et d'occupations que connaît le monde à partir de 2010. En raison de la petitesse de son économie, de ses imprudences sur les marchés financiers et de la volatilité de sa monnaie<sup>7</sup>, le pays a été le premier à être touché par la crise de 2008 et a en quelque sorte joué le rôle du canari dans la mine, c'est-à-dire qu'il a été le premier à en voir les conséquences politiques et sociales sur son sol. Comment ces transformations politiques se sont-elles observées et en quoi semblent-elles avoir offert un terrain particulièrement propice à des expressions partisans proches du populisme de gauche ?

### 1.1. Un paysage partisan en profonde mutation

Les manifestations sur la place d'Austurvöllur, face au Parlement, constituent un point de bascule important dans l'histoire des mobilisations collectives en Islande. Alors que l'île connaissait un assagissement progressif de la conflictualité sociale depuis les années 1990, la crise économique et financière provoque un raidissement massif d'une partie de la population insulaire, transformant de fait le choc financier en crise sociale et politique, parfois nommé « révolution des casseroles ». Cette crise profonde de confiance

<sup>5</sup> On peut évoquer, parmi de nombreux travaux, DELLA PORTA Donatella, *Social Movements in Times of Austerity: Bringing Capitalism Back Into Protest Analysis*, Cambridge, Polity, 2015 ; WIEVORKA Michel, « The resurgence of social movements », *Journal of Conflictology*, 2012, vol. 3, n° 2, pp. 13-19 ; ISHKANIAN Armine et GLASLUS Marlies, « Re-claiming Democracy in the Square: Recent Social Movements and Civil Society Activism », *London School of Economics Report*, Londres, London School of Economics, 2013 ; CASTELLS Manuel, *Networks of outrage and hope: social movements in the Internet age*, Cambridge, UK Malden, MA, Polity, 2013.

<sup>6</sup> BERNBURG Jón Gunnar, *Economic crisis and mass protest: the pots and pans revolution in Iceland*, Londres, New York, Routledge, 2016, p. 9.

<sup>7</sup> Voy. à ce sujet la récente thèse de doctorat de MALHERBE Léo, *Crise et contestations du pouvoir d'émission monétaire des banques : le cas islandais*, thèse de doctorat en sciences économiques soutenue à l'Université de Bordeaux le 11 janvier 2021.

de la population envers ses représentants trouve rapidement un expiatoire dans les rassemblements organisés devant le Parlement par des personnalités issues du monde du spectacle, sous une forme originale par sa répétition hebdomadaire et l'écho qu'elle entend donner à la parole de citoyens islandais s'estimant floués. Mais ces rassemblements sont d'autant plus emblématiques qu'ils réunissent alors un nombre record de participants et qu'ils aboutissent à une démission effective du gouvernement, des responsables de la banque centrale et à l'organisation de nouvelles élections. Ils signent l'ouverture d'une nouvelle phase d'expression sociale pour l'Islande. Cela s'observe par la suite avec des rassemblements plus fréquents et plus nombreux, dont le nouveau pic apparaît en mai 2016 lors des révélations des *Panama Papers* conduisant à la chute du gouvernement de Sigmundur Davíð Gunnlaugsson, élu en 2013. Ces manifestations sont alors autant de symptômes d'un glissement majeur dans les conceptions politiques d'une partie du public islandais, qui considère que les institutions ne jouent plus leur rôle et qu'un rééquilibrage des responsabilités politique est nécessaire. Cette atmosphère politique particulière se traduit rapidement par le bourgeonnement de nombreuses associations, mais aussi par la naissance de nouveaux petits partis.

Pour comprendre les dynamiques politiques de la petite île après 2008, il est également nécessaire de saisir quel était alors son paysage partisan. Bien avant l'indépendance de 1944, et malgré fusions et scissions, la vie politique islandaise s'est progressivement organisée autour de quatre grands partis, avec en 2008, d'un côté, le Parti social-démocrate et les Verts de Gauche et, de l'autre, le Parti de l'Indépendance et le Parti du Progrès. Pour reprendre les typologies de Duverger à l'égard de la V<sup>e</sup> République française<sup>8</sup>, le système partisan islandais peut ainsi être qualifié de « quadrille bipolaire », c'est-à-dire qu'il se caractérise par l'existence de quatre grands groupes politiques s'organisant en deux paires sur un axe gauche-droite. Les implications apparaissent par contre bien différentes de la France pour des scrutins de listes et un régime parlementaire monocaméral comme l'Islande, notamment dans la formation des gouvernements et des jeux d'alliances ici beaucoup plus fluides : lors de la crise de 2008, l'Alliance sociale-démocrate était en coalition avec le Parti de l'Indépendance, alors principal parti conservateur de droite. Pour nommer cette constance dans l'équilibre partisan de leur pays, les Islandais se servent du terme « *Fjórflokkakerfið* », qui désigne littéralement « le système des quatre partis » et dont la connotation dans le langage courant est souvent péjorative. Le terme peut ainsi servir à désigner la mainmise sur le Parlement de ces quatre partis qui, au fond, s'entendraient très bien entre eux, mais permet aussi d'exprimer le caractère *a priori* inéluctable du fonctionnement du Parlement islandais. Autrement dit, même lorsqu'un parti tend à disparaître, ou si un déséquilibre se fait jour, celui-ci n'est le plus souvent que temporaire et l'on voit à nouveau apparaître quatre principaux groupes politiques se partageant le pouvoir, comme on a pu par exemple le constater à gauche avec la disparition en 1995 de l'Alliance du Peuple (*Alþýðubandalagið*, parti d'inspiration communiste) remplacée dans son rôle de deuxième force de gauche par le Mouvement des Verts de Gauche apparu en 1999<sup>9</sup>.

Qu'en est-il des groupes politiques situés hors des quatre grands partis après 2008 ? Au rang des nouveaux candidats à l'entrée au Parlement, on observe, dans un premier temps, l'arrivée de groupes politiques

<sup>8</sup> DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, coll. Points, Paris, Seuil, 1992, n° 255, 565 p.

<sup>9</sup> HARDARSON Ólafur P., « Republic of Iceland », in SCHLAGER Neil et WEISBLATT Jayne (dir.), *World Encyclopedia of Political Systems and Parties*, New York, Facts on Files, 2006, pp. 569-580.

issus des manifestations d'Austurvöllur, ou tout du moins cultivant des liens avec des activistes ou des personnalités ayant été particulièrement actives durant cette période. Le Mouvement des Citoyens, ou *Borgarahreyfingin*, en constitue à ce titre probablement la version la plus pure qu'il soit donné à voir. Le mouvement gagne trois députés en 2009, mais explose rapidement en vol suite à de nombreux conflits interpersonnels et probablement aussi en raison d'un flou idéologique trop grand. 2013 signe l'arrivée de deux nouveaux groupes politiques avec, d'une part, Avenir Radieux, dérivé national du Meilleur Parti ou *Besti Flokurinn*, parti ironique créé par l'humoriste Jón Gnarr qui gagne les élections municipales de Reykjavík en 2010 ; et, d'autre part, les Pirates, ou *Piratar*, fondé par plusieurs activistes du web dont Birgitta Jónsdóttir, ancienne députée du Mouvement des Citoyens dont le nouveau parti s'inspire de l'initiative suédoise de 2006<sup>10</sup>. Ces trois partis constituent différentes tentatives de relayer les mots d'ordre et les réclamations des manifestations de 2008-2009, mettant ainsi l'emphase sur l'exemplarité des politiques, la transparence des processus décisionnels et la nécessité d'une réécriture de la constitution de 1944. Ces thèmes témoignent de la chute de confiance des Islandais envers leur classe politique<sup>11</sup>, et viennent nourrir ici des éléments discursifs populistes où le peuple se retrouve opposé à ses élites.

Le Mouvement des Citoyens gagne quatre sièges au Parlement lors des élections anticipées de 2009, à peine quelques mois après sa création. Le Meilleur Parti obtient la mairie de Reykjavik en 2010, puis sa version nationale, Avenir Radieux, décroche six sièges de députés au Parlement national (63 sièges) quand le Parti Pirate en gagne trois en 2013, puis dix en 2016. Toutefois ces groupes connaissent une faible longévité, assez caractéristique dans le pays pour les petites formations politiques naissantes qui, si elles sont nombreuses, durent souvent le temps d'une législature. Ainsi en 2017, la plupart de ces formations ont disparu : le Mouvement des Citoyens ne tient même pas le temps d'un mandat, quand Avenir Radieux, lui, disparaît du niveau national au bout de quatre ans quand le Meilleur Parti, lui, s'est autodissous. Le Parti Pirate reste le seul à se maintenir de façon notable au Parlement même s'il connaît un certain effritement à partir de 2017 où il passe de troisième à sixième parti en termes de résultats électoraux.

## 1.2. Le Meilleur Parti : symbole de l'émergence d'outsiders

Au-delà des dynamiques partisans observées, il faut noter aussi que la crise de 2008 contribue à l'émergence de nouvelles figures politiques originales, bénéficiant d'un écho notable dans les médias internationaux. Le cas de Jón Gnarr nous paraît en être le cas le plus exemplaire : figure exceptionnelle dans le paysage politique islandais, ce comédien et musicien punk aux origines modestes et à l'enfance difficile se place aussi paradoxalement dans une longue lignée de politiques humoristes réussissant avec plus ou moins de succès à subvertir les mécaniques électorales : on pense bien sûr à Coluche pour la

<sup>10</sup> MIEGEL Fredrik et OLSSON Tobias, « From Pirates to Politicians: The Story of the Swedish File Sharers Who Became a Political Party », in CARPENTIER Nico (dir.), *Democracy, Journalism and Technology: New Developments in an Enlarged Europe*, Tartu, Tartu University Press, 2008, pp. 203215.

<sup>11</sup> L'institut Gallup montre une chute de la confiance dans le Parlement de 42 % à 13 % entre février 2008 et février 2009. Ce taux de confiance n'est jamais remonté aux mêmes valeurs depuis et reste encore à 23 % en février 2020 à l'aube de la pandémie. Données accessibles (en islandais) sur <https://www.gallup.is/frettir/traust-til-heilbrigdiskerfsins-logreglunnar-og-domskerfisins-laekkar/>, consulté le 24 juillet 2021.

France<sup>12</sup> ou à Beppe Grillo pour le Mouvement Cinq Étoiles italien<sup>13</sup>, mais l'on pourrait aussi évoquer Tiririca pour le Brésil, devenu député fédéral de São Paulo<sup>14</sup>, ou plus récemment l'acteur et humoriste Volodymyr Zelensky<sup>15</sup>, élu président de l'Ukraine en 2019. Ces figures politiques, aussi diverses et variées soient-elles, ont souvent des discours similaires quant à leur dénonciation de la corruption, de l'avidité des politiciens ou de leur manque de tout sens moral. Il est intéressant de noter par ailleurs que de tels régimes discursifs, souvent fondés sur la dénonciation et sur la construction d'une connivence affective avec leur électorat, rendent souvent difficile pour les politistes leur placement sur une graduation gauche-droite, les incitant souvent à les qualifier de populistes. L'habileté de ces « politiques-comiques » repose en effet dans cette capacité à dénoncer beaucoup tout en disant bien peu d'eux-mêmes, ce qui peut amener à des surprises manifestes si élection effective du plaisantin il y a.

Est-il pour autant possible par exemple de qualifier une formation politique telle que le Meilleur Parti, fondée par le comique Jón Gnarr et victorieuse des municipales reykjavikoises, comme relevant du populisme de gauche ? La naissance de la formation est décrite à ses débuts par Hulda Proppé, anthropologue<sup>16</sup>, comme l'idée d'une bande d'amis issus du monde du spectacle, musiciens, artistes et performeurs ayant décidé de construire un programme « anarcho-surréaliste », qui tire également ses racines selon elle dans le situationnisme et le mai 68 français, ainsi que dans la culture punk<sup>17</sup>. L'idée du Meilleur Parti commence avec des scénarios de sketches pour la télévision<sup>18</sup>, Jón Gnarr souhaitant alors jouer un « politicien local, simple d'esprit, aux tendances autocratiques et aux absurdes promesses de campagne ». Gnarr le décrit également comme un mélange étrange de Groucho Marx, de Tony Blair et d'un vendeur de voitures d'occasion. Il faut ajouter à cela l'invention de slogans creux et ridicules, tels que « le meilleur de chaque chose » ou le nom du parti lui-même. Jón Gnarr, seul puis avec son équipe, pousse finalement à l'absurde les logiques de campagne politique : en formant une structure complètement dénuée de programme et de sens, mais qui respecte toutefois les logiques de code et de présentations électorales, Gnarr réalise une expérience à ciel ouvert. Ici la victoire électorale n'est pas vue comme un objectif, il s'agit davantage de se moquer de la classe politique islandaise, et la campagne électorale de Reykjavík est aussi une façon originale de faire parler de lui. Gnarr mobilise ici un aspect particulièrement puissant de l'humour : la capacité à créer des régimes de connivences. Par régime de connivence, j'entends le fait que l'usage de la parodie, de l'ironie froide (qui est d'ailleurs souvent étiqueté comme de l'humour islandais) instaure avec les élec-

<sup>12</sup> DURET-PUJOL Marie, « Coluche président. Histoire de la candidature d'un con », Lormont, Le Bord de l'eau, 2018, 254 p.

<sup>13</sup> HARTLEB Florian, « Digital Campaigning and the Growing Anti-elitism: The Pirates and Beppe Grillo », *European View*, juin 2013, vol. 12, n° 1, pp. 135-142.

<sup>14</sup> GANDIN Lucas, « A carnavalização no discurso eleitoral de tiririca », in QUEIROZ Adolpho Carlos Françoso, TOMAZIELLO Paulo Sérgio et MACEDO Roberto Gondo (dir.), *Comunicação política e eleitoral no brasil: perspectivas e limitações no dinamismo político*, Americana, Politicom, 2012, pp. 33-44.

<sup>15</sup> PLACE Joseph Jack, « Zelensky and Servant of the People: New Party, Old Problems—An Examination of Volodymyr Zelensky's Ideology and Progress », in CHRISTENSEN Carsten Sander (éd.), *Analyzing Political Tensions Between Ukraine, Russia, and the EU*, IGI Global, 2020, pp. 270-297.

<sup>16</sup> PROPPÉ Hulda, « "Welcome to the Revolution!": Voting in the Anarcho-Surrealists », in DURRENBERGER E. Paul et PÁLSSON Gisli (dir.), *Gambling Debt: Iceland's Rise and Fall in the Global Economy*, Boulder, University Press of Colorado, 2015, pp. 799-802.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>18</sup> GNARR Jón, *How I Became the Mayor of a Large City in Iceland and Changed the World*, Brooklyn, Melville House, 2014, 192 p., p. 47.

teurs potentiels un régime de communication particulier, qui n'est jamais formellement décrit et exprimé. Ce régime fonctionne non seulement parce qu'il s'appuie sur la moquerie, mais aussi parce qu'en cachant de façon grossière son message, il fait appel à la déduction, à l'intelligence de son auditeur. Ce régime de connivence crée une sorte de méta-discours, où ce qui est discuté n'est pas le programme politique, mais la façon dont ce programme politique est délivré et la personne qui délivre ce même discours. Comme je l'indiquais en citant d'autres comiques ayant tenté des carrières politiques, cette façon d'oublier le fond programmatique en faisant de la forme même un médium politique peut tout à fait s'inscrire dans une démarche populiste<sup>19</sup>.

Par ailleurs, la critique de pratiques égotiques au sein des classes politiques est une antienne chez Jón Gnarr, mais aussi dans les discours des militants du Meilleur Parti et d'Avenir Radieux. Dans l'ouvrage où celui-ci raconte comment il est devenu maire de Reykjavík, Jón Gnarr multiplie les distinctions entre les « gens au grand cœur » et les « sangsues mentales », entre « ceux qui donnent et ceux qui prennent »<sup>20</sup>. En somme, Gnarr affirme qu'il existe des systèmes idéologiques intéressants, mais que l'égoïsme subsiste partout. C'est ce même système explicatif qui vient expliquer la crise économique, ainsi « les forces qui ont apporté la crise économique relevaient de l'égoïsme et de l'envie »<sup>21</sup>. Ces considérations sur la nature humaine ne donnent finalement aucune variable explicative claire, mais prennent cohérence dans le discours d'ensemble de Gnarr et du parti : elles font lien avec sa prétention au pragmatisme et au bon sens, et à l'autoportrait que fait Gnarr de lui-même où l'expérience personnelle a davantage de poids que les édifices classiques de théories politiques. Pourtant celui-ci évoque bien aussi l'influence de penseurs de l'anarchisme tels que Bakounine, Proudhon ou Kropotkine, mais aussi de l'anarchisme chrétien de Léon Tolstoï, de Gandhi ou de Lao-Tseu. Jón Gnarr semble s'être ainsi constitué une sorte de patchwork idéologique personnel, caractérisé notamment par un flou entre idées libertaires et libertariennes, qui se retrouve aussi chez les Pirates.

Toutefois, ces assemblages et ces éléments discursifs résistent finalement assez peu à un regard sur les politiques publiques de la ville de Reykjavík lorsque Jón Gnarr en a été le maire. On constate que la municipalité a dû procéder, comme l'État islandais, à d'importantes coupes budgétaires et a été obligé de licencier des employés municipaux, supprimer ou fusionner des garderies, des écoles, etc.<sup>22</sup>. Le bilan politique des quatre années de mandat de Jón Gnarr semble plutôt maigre en termes de réalisations effectives et semble plutôt avoir encouragé des activités et des politiques qui nécessitaient peu ou pas d'investissements : Hulda Proppé évoque ainsi des mesures en faveur de l'environnement et de l'usage du vélo, la transformation de certaines routes en zones piétonnes, la valorisation de peintures murales, l'effort de dialogue avec les habitants « *to create a space for people to gather together and be human* »<sup>23</sup>. L'arrivée

---

<sup>19</sup> Tout en gardant bien à l'esprit qu'elle est également à distinguer de l'accusation de démagogie. Pour des réflexions sur le populisme comme « non-programme », en particulier dans ses politiques économiques, voy. notamment DORNBUSCH Rudiger et EDWARDS Sebastian (eds), *The macroeconomics of populism in Latin America*, Chicago, University of Chicago Press, 2007 ; RODRIK Dani, « Populism and the economics of globalization », *Journal of international business policy*, 2018, 1(1), pp. 12-33.

<sup>20</sup> GNARR Jón, *How I Became the Mayor of a Large City in Iceland and Changed the World*, [2014], *op. cit.*, p. 8.

<sup>21</sup> « [...] the forces that brought about the economic collapse were selfishness and greed » (je traduis), *ibid.*, p. 9.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 85.

au pouvoir du Meilleur Parti l'a ainsi bien obligé à se positionner en termes de politiques économiques, et donc plus précisément sur l'échiquier gauche-droite. On peut même penser que l'arrivée aux affaires du Meilleur Parti, s'il n'a pas révolutionné le paysage politique, a en revanche permis à ses électeurs et ses administrés d'accepter plus facilement ces mesures d'austérité que si elles avaient été mises en œuvre par des partis plus traditionnels.

En 2014, Jón Gnarr ne se représente pas aux élections municipales et le Meilleur Parti est dissous. Il tient ainsi une promesse qu'il avait faite et vient compléter sa critique du rôle des élus politiques, qui ne devraient pas chercher à construire une carrière à partir de leur mandat. Il retourne alors à son premier métier d'acteur et d'humoriste, mais s'est fait grandement connaître entretemps à l'extérieur du pays comme le « maire anarcho-punk d'Islande ». Jón Gnarr fait ainsi partie des rares personnalités politiques islandaises à bénéficier d'une large renommée à l'extérieur de son pays. Il possède à ce titre plusieurs points communs avec Birgitta Jónsdóttir, artiste poétesse, fondatrice des Pirates islandais, et également connue internationalement pour son engagement politique. Fait peu surprenant, les deux personnalités se connaissent bien, viennent des mêmes milieux sociaux et surtout grandissent ensemble dans le Reykjavík *underground* et punk des années 1980. D'autres traits caractéristiques de ces deux personnalités peuvent être évoqués. Elles sont atypiques, au sens où elles apparaissent là où elles ne sont pas censées être, elles se distinguent du profil classique de l'homme ou de la femme politique de par leur trajectoire sociale et leur profession artistique. Les discours tenus par Jón Gnarr ou Birgitta Jónsdóttir possèdent également de nombreuses ressemblances, notamment dans l'appel au bon sens, la prétention à vouloir révolutionner la politique, à vouloir sortir des vieux clivages qu'on estime stériles et dépassés tels le clivage gauche-droite. Le champ lexical se rapproche de celui du développement personnel : la description des comportements politiques est souvent très psychologisante et en appellent à l'empathie ou au sens commun. À mon sens, une telle faiblesse conceptuelle rend difficile de placer pleinement au sein du populisme de gauche ces deux partis, à savoir le Meilleur Parti et le Parti Pirate. Ce n'est pas tant le flou idéologique ou les références mobilisées qui posent ici souci, bien au contraire, ils pourraient même correspondre justement à cette stratégie d'abandon de symboles trop marqués par des traditions de gauche dans l'optique de rassemblements plus larges. Ce qui fait obstacle, c'est la peur de faire conflit et la croyance selon laquelle il serait possible de gouverner sans qu'il n'existe d'intérêts fondamentalement contradictoires au sein d'une société. Elles paraissent contradictoires avec le populisme de gauche, voire avec la dimension profondément agonistique de la démocratie défendue par Chantal Mouffe<sup>24</sup>.

On peut toutefois observer par exemple une mise en scène de la conflictualité entre les 1 % et les 99 %, à laquelle opère notamment Birgitta Jónsdóttir dans plusieurs de ses textes<sup>25</sup> et dans ses interviews, stratégie qu'elle emprunte directement au mouvement *Occupy Wall Street*. Si ce slogan nous semble aussi empêcher toute lecture complexe des dynamiques de rapports de classes de la société islandaise, des expressions similaires ont bien été mobilisées dans des organisations politiques définies elles-mêmes comme des

<sup>24</sup> Sur la dimension agonistique de la démocratie, voy. MOUFFE Chantal, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016, 200 p. ; LACLAU Ernesto et MOUFFE Chantal, *Hégémonie et stratégie socialiste : vers une radicalisation de la démocratie*, coll. Pluriel, Paris, Fayard, 2019, 320 p.

<sup>25</sup> JÓNSDÓTTIR Birgitta, « Democracy in the digital era », *newint.org*, 1<sup>er</sup> janvier 2015.

partis populistes de gauche, tels que Podemos ou la France insoumise<sup>26</sup>. Pour reprendre la classification de Manuel Cervera-Marzal, si ces groupes politiques procèdent bien à un clivage peuple/élites et mobilisent des références discursives marquées affectivement, qui parlent à la majorité (Gandhi, Martin Luther King, etc.), ils ne semblent produire que des critiques timides et peu élaborées du néolibéralisme ou du capitalisme tandis que la critique d'autres oppressions (antiracisme, luttes contre l'homophobie ou le sexisme) reste, elle, d'inspiration vaguement libérale et ne souligne que rarement leur caractère profondément structurel et systématique en les renvoyant davantage à des problèmes d'attitudes et de dispositions psychologiques. En action (politiques publiques, vote de lois), cette tendance se trouve vérifiée chez le Meilleur Parti, comme nous l'avons vu avec son bilan à la mairie de Reykjavík. Elle l'est moins chez les Pirates qui produisent bien au Parlement des alliances avec d'autres partis de gauche et prennent des positions politiques fortes qui tendent à influencer le reste du jeu politique en direction de mesures plus favorables aux libertés individuelles et à l'égalité, comme nous l'examinons ci-dessous.

## 2. Un populisme pirate ?

Si le Parti Pirate ne date que de 2012, on peut toutefois le présenter comme l'un des enfants de la *Búsáhal-dabyllingin*, la « révolution des casseroles » de 2008-2009, à la fois en termes de généalogie partisane et en termes programmatiques. Ses élus et ses adhérents revendiquent volontiers l'étiquette de néophytes, et commencent souvent à entrer en politique suite aux événements de 2008. Le parti est fondé officiellement lors de la réunion du 24 novembre 2012<sup>27</sup>, à laquelle assistent notamment Smári MacCarthy, activiste et entrepreneur informatique, et Birgitta Jónsdóttir, alors députée de *Hreyfingin*, Le Mouvement, mais aussi porte-parole du groupe Wikileaks en Islande. Des querelles intestines au Mouvement des Citoyens amène Birgitta Jónsdóttir à créer son propre parti avec d'autres travailleurs du web. Elle siège ainsi à nouveau comme députée en 2013, cette fois pour les Pirates. Les élections anticipées de 2016 suite aux *Panama Papers* et la forte popularité du Parti Pirate l'exposent encore davantage dans la presse internationale qui croit un temps voir en elle une future Première ministre pirate. Si les négociations pour une coalition de gauche menées par les Pirates échouent, elle siège à nouveau comme députée et présidente de son groupe parlementaire jusqu'aux élections anticipées de 2017 où elle décide cette fois de quitter la politique. Son exposition et sa position au sein du Parti Pirate ne sont pas sans occasionner un certain nombre de frictions dans une structure qui affirme vouloir éviter à tout prix l'apparition de chefs ou de nouveaux notables. Son départ de la vie politique peut probablement s'expliquer aussi pour ces raisons, sachant qu'elle a, comme Jón Gnarr, toujours affirmé ne pas vouloir réaliser de carrière politique<sup>28</sup>.

<sup>26</sup> CASTAÑO Pablo, « Populismes de gauche en Europe : une comparaison entre Podemos et la France insoumise », *Mouvements*, 2018, vol. 96, n° 4, pp. 169-180.

<sup>27</sup> « Píratar halda stofnfund », *mbl.is*, 24 novembre 2012.

<sup>28</sup> FONTAINE Andie Sophia, « The Creator: Iceland's Birgitta Jónsdóttir On Poetry, Politics, And The Future », *grapevine.is*, 20 avril 2018.

Le Parti Pirate se réclame du premier Parti Pirate suédois, fondé en 2006 par Rickard Falkvinge, qui avait alors essaimé dans de nombreux pays dont la France et l'Allemagne, dans le sillage des réactions aux dispositifs étatiques qui cherchaient à renforcer la protection de la propriété intellectuelle à l'heure du numérique. Ainsi le discours originel issu d'actions pour les libertés sur le web forme le socle programmatique incontournable des Pirates islandais. Il est toutefois intéressant de noter que l'Islande n'a pas suivi tout de suite la multitude de créations de partis pirates à travers l'Europe et le monde, mais qu'il a été nécessaire d'attendre six années pour voir apparaître ses premiers Pirates<sup>29</sup>. Ce détail me paraît notable, car le contexte économique et social a grandement changé entretemps et va sans doute contribuer à faire du discours pirate islandais un discours qui élude moins la question sociale et la critique des circuits financiers. Quatre ans après leur fondation, les Pirates bénéficient, après le scandale des *Panama Papers*, d'une popularité et d'une audience sans précédent et deviennent le troisième parti au Parlement en 2016 avec 10 sièges sur 63. En couplant un discours à vocation internationale sur les enjeux du web et de la transparence à un discours sur les défis socio-économiques de l'Islande, le parti a attiré de larges franges de l'électorat jeune et populaire. Il bénéficie également des spécificités sociales et politiques de l'île, moins touchée par la montée des droites radicales que le reste de l'Europe du Nord. On peut se demander toutefois si l'émergence de ce parti n'aurait pas également un certain nombre de points communs avec d'autres formations partisans postérieures à la crise et étant apparues ailleurs en Europe, comme notamment le parti Podemos pour l'Espagne. Pierre Martin tend par exemple à placer les Pirates, qu'il qualifie de « démocrates radicales » au côté du Mouvement Cinq Étoiles italien, mais aussi de Syriza et Podemos en Grèce et en Espagne comme illustrations de l'apparition de nouvelles forces politiques importantes<sup>30</sup> venant bousculer le jeu partisan de ces pays sur leur gauche. Ainsi l'Islande ne constitue pas un cas isolé : il ne s'agit pas du seul pays d'Europe à connaître un réagencement intense de son paysage politique, et ces mouvements s'observent aussi avec l'émergence des gauches radicales en Espagne, au Portugal ou en Grèce. Où situer le Parti Pirate islandais dans ces mutations et peut-on le rattacher, au moins partiellement, à une potentielle tradition populiste de gauche ?

## 2.1. Ni de droite ni de gauche ?

Mes enquêtes, complétées avec les résultats de l'ICENES<sup>31</sup> réalisés depuis, viennent confirmer le fait qu'après 2012 le Parti Pirate a séduit avant tout des populations pauvres, précarisées ou en voie de précarisation, jeunes et plutôt diplômées. À ces indices précieux s'ajoutent également les données permettant de comparer les votes d'une élection à une autre. Elles permettent de nuancer fortement le discours général des Pirates qui se définissaient alors comme « ni de droite, ni de gauche », puisque l'on constate qu'ils attirent avant tout des électeurs provenant en majorité des deux partis de gauche traditionnels que

<sup>29</sup> À noter toutefois que Jón Gnarr, ancien maire de Reykjavík, avait déjà affilié son parti, *Besti Flokurinn*, le Meilleur Parti, au Parti Pirate International, sans pour autant changer le nom de son groupe politique.

<sup>30</sup> MARTIN Pierre, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, pp. 718.

<sup>31</sup> L'ICENES, ou Icelandic National Election Study, est une enquête nationale menée par l'Université d'Islande après chaque élection parlementaire, sur le comportement électoral et politique des Islandais. Elle offre des données extrêmement précieuses sur les comportements politiques des Islandais. Ses données, remontant jusqu'à 1983, sont accessibles sur [https://fel.hi.is/icelandic\\_national\\_election\\_study\\_icenes](https://fel.hi.is/icelandic_national_election_study_icenes), consulté le 24 juillet 2021.

sont l'Alliance sociale-démocrate et les Verts de Gauche, ayant voté pour ces partis en 2009. Les Pirates apparaissent alors comme une offre politique nouvelle et intéressante pour un électorat jeune ne se sentant plus représenté par les partis de la gauche traditionnelle et peu familier des conventions partisanes classiques. On retombe ici sur des franges électorales qui ne sont pas éloignées de celles de nouveaux partis étrangers comme Podemos en Espagne. Le politiste José Fernandez-Albertos a encore récemment rappelé<sup>32</sup> que le parti se réclamant des Indignés rassemble une proportion plus importante d'électeurs précaires ou au chômage que le PSOE (Parti socialiste espagnol) ou Ciudadanos (parti de centre-droit, récemment créé également). Il est donc intéressant de voir ici des électorats similaires à d'autres périphéries européennes ayant été fortement touchées par la crise.

Par ailleurs, le Parti Pirate islandais se distingue d'autres formations islandaises post-2008 sur plusieurs plans. Il peut en effet s'appuyer à la fois sur une culture partisane transnationale forte tout en y mêlant un souci islandais d'actualité de dénonciation de la corruption politique. De plus, comme je l'ai déjà souligné, le Parti Pirate n'apparaît pas seulement en réponse aux nouveaux enjeux de la neutralité du web ou de la transparence des données, les députés pirates évoquent aussi au Parlement les questions de la pauvreté et de la protection sociale. La question de la réforme de la constitution islandaise et celle de la rénovation des institutions restent également un point programmatique particulièrement fort pour le parti, qui se met en scène comme héritier de la Révolution des casseroles et de la Constituante qui avait été organisée dans les années suivantes, notamment par l'intermédiaire de Birgitta Jónsdóttir ou Jón Þór Ólafsson, anciens participants au Mouvement des Citoyens.

Certes, tout comme Podemos qui prétend substituer une rhétorique du bas contre le haut, ou le mouvement Occupy Wall Street qui dénonçait les 1 % sans chercher à se positionner dans l'espace politique traditionnel, les Pirates refusent de se positionner sur l'axe gauche-droite. Mais au-delà de cette position « hors-jeu » affichée par les Pirates islandais, il est possible de réutiliser des grilles de lecture plus classiques simplement en se reportant aux objectifs programmatiques du parti ou en examinant de plus près le travail législatif de ses députés. Cette réticence à se situer politiquement peut s'expliquer, par exemple, par un refus de prise de position claire sur le rôle de l'État dans la sphère économique, et l'absence de critique de l'économie de marché dans les points de ce que le parti appelle son noyau idéologique : celui-ci est constitué de six points programmatiques intangibles, évoquant la promotion de la démocratie directe, de la décentralisation, la transparence politique et la protection de la vie privée. Mais d'autres dispositions peuvent également aider à positionner le Parti Pirate, par exemple la promotion d'un revenu minimum universel, inspiré par l'association Alda, et de la réduction du temps de travail, ou encore d'une séparation effective entre l'Église et l'État, toutes ces mesures étant présentes également dans le programme du parti. En termes programmatiques, les Pirates islandais réclament un certain nombre de mesures tout à fait miscibles dans un programme populiste de gauche, mais c'est à mes yeux dans leur rapport à l'autorité et dans leur organisation interne que peuvent se trouver certaines limites à cette compatibilité.

---

<sup>32</sup> FERNÁNDEZ-ALBERTOS José, *Los votantes de Podemos, del partido de los indignados al partido de los excluidos*, Los Libros de la Catarata, 2015, 112 p.

## 2.2. Un rapport spécifique à l'autorité

Dès leur arrivée au Parlement, les Pirates travaillent majoritairement avec les membres de l'opposition de gauche, corédigent et signent plus souvent ensemble les mêmes amendements et propositions de lois. Les sessions parlementaires de l'Alþingi nous montrent des signatures communes sur des sujets tels que l'éducation, l'environnement, la fixation des prix agricoles ou du salaire minimum<sup>33</sup>. Ainsi, si le Parti Pirate semble trouver de nombreuses accointances idéologiques avec les sociaux-démocrates ou les écologistes, les divergences existant entre ces partis se fondent sur le fait que les Pirates se présentent comme davantage individualistes et libertaires. Ce positionnement s'observe par exemple dans les discours sur la légalisation du cannabis ou de la prostitution présents dans les débats du parti. L'accent sur les libertés individuelles est plus important et peut s'opposer à une certaine idée sociale-démocrate de protection des individus par le collectif. La mise en valeur de la figure du lanceur d'alerte, qui doit affronter l'arbitraire étatique et travailler à la transparence démocratique, nous semble aussi être un autre avatar des valeurs mises en avant par les Pirates. Pour rappel, le parti avait tenté, en vain, de proposer l'asile au lanceur d'alerte Edward Snowden, et continue à soutenir ardemment Chelsea Manning et Julian Assange. Cette alliance entre exigence de justice sociale et extension des libertés individuelles paraît ainsi marquer le renouvellement d'un discours individualiste de gauche, qui s'appuie cette fois sur des éléments transnationaux de la culture geek et pirate. Par ailleurs le mélange initial entretenu à ses débuts entre positions libertaires et libertariennes semble avoir progressivement décanté depuis au sein du parti. C'est en tout cas ce qu'affirmait l'un des fondateurs du parti fin 2016 :

« Beaucoup de libertariens ont abandonné les Pirates récemment, la plupart parce que leur style d'idées utopiques hyper-modernistes apparaissaient très suspectes aux autres. Des idées comme "hey et s'il n'y avait plus de régulations gouvernementales et qu'on abolissait les impôts !" vous voyez, des idées assez extrémistes, du coup ils n'inspiraient pas trop le respect, donc beaucoup ont abandonné. Le seul type de personnes que nous semblons attirer très peu ce sont les gens avec des tendances autoritaires. Nous sommes assurément des libéraux, pour le meilleur et le pire. Et je considère que c'est une bonne chose, je suis très libéral moi-même, et je pourrais même être d'accord avec un libertaire comme Kevin Carson. » (Entretien réalisé avec Smári McCarthy, 22 octobre 2016)

Le sens de libéraux est à comprendre ici dans le sens anglo-américain, comme rattachement à la tradition d'un libéralisme à la fois politique et économique. Ceci est confirmé dans la suite du propos, par la référence à Kevin Carson<sup>34</sup> : là encore, d'un point de vue français moins au fait des traditions libertaires et libertariennes américaines, la position de Kevin Carson peut sembler « exotique » : s'il se rattache à une

<sup>33</sup> Par exemple pour l'ancienne députée pirate Ásta Guðrún Helgadóttir, voy. (en islandais) [althingi.is/alttext/cv/is/frumvorp/?nfaerslunr=1214#tab2](http://althingi.is/alttext/cv/is/frumvorp/?nfaerslunr=1214#tab2), consulté le 24 juillet 2021.

<sup>34</sup> De même d'un point de vue français moins au fait des traditions libertaires et libertariennes américaines, la position de Kevin Carson peut sembler « exotique ». S'il se rattache à une tradition anarchiste mutualiste, celui-ci produit une critique de l'État et du capitalisme tout en le distinguant du jeu du libre-marché vu comme positif et en défendant les systèmes de productions décentralisés. [texte identique au § dans le commentaire ci-dessus] Voy. par exemple CARSON Kevin, *Studies in Mutualist Political Economy*, CreateSpace, 2011, 386 p.

tradition anarchiste mutuelliste, celui-ci produit une critique de l'État et du capitalisme tout en le distinguant du jeu du libre-marché vu comme positif, en défendant des systèmes de productions décentralisés. À l'inverse, au cours de cet entretien, Smári McCarthy critique aussi le projet de « *Big Society* » de David Cameron, en estimant qu'il ne s'agissait que d'un prétexte pour procéder à des réductions de budget. Ainsi l'attrance pour certaines mécaniques du marché ne doit pas signifier un désengagement ou un effacement de l'État-providence.

Concernant le rapport à l'autorité, si les Pirates valorisent l'horizontalité et tentent de se présenter comme un parti sans leaders, Smári McCarthy apparaît lui plus mesuré et reconnaît l'existence d'une « distribution du leadership ».

« Ce n'est pas complètement vrai de dire que nous n'avons pas de hiérarchie, c'est simplement que ce n'est pas une pyramide, vous ne pouvez pas pointer du doigt une personne en indiquant qu'elle est au sommet. Nous sommes quand même en partie structurés, nous avons l'appartenance générale au parti qui est vraiment horizontale, mais aussi une série de mécanismes qui sont pour la plupart exclusifs. [...] Et donc nous avons une certaine hiérarchie, mais il est interdit à qui que ce soit d'avoir en même temps un mandat, et ce n'est même pas encore très clair s'il est possible d'être candidat en même temps. Donc être parlementaire et membre du comité exécutif en même temps est impossible, alors que dans la plupart des partis le leader des députés et le leader du comité exécutif sont la même personne. » (Entretien avec Smári McCarthy, 22 octobre 2016)

Ainsi les Pirates tendent surtout à fonctionner avec des groupes relativement distincts les uns des autres, à la fois au niveau national entre le groupe parlementaire et le parti lui-même avec un comité qui n'est censé s'occuper que des tâches matérielles quand le programme est, lui, continuellement renouvelé et discuté en ligne par l'ensemble de ses membres. La désignation du comité exécutif répond à une procédure particulière, dont il est possible d'avoir connaissance sur le site du Parti Pirate<sup>35</sup>. Le comité compte dix membres élus pour deux ans, la moitié étant renouvelée chaque année. Sur les cinq personnes désignées chaque année, une l'est par tirage au sort et les quatre autres au cours d'une élection en assemblée générale. Au total, le comité exécutif compte donc huit personnes élues après un vote et deux personnes choisies au hasard. Finalement, si le Meilleur Parti apparaissait finalement plus directif, c'est dans son fonctionnement que les Pirates semblent eux s'éloigner davantage de certains aspects du populisme de gauche. S'il connaît bien des leaders charismatiques, ceux-ci sont souvent critiqués, parfois évincés ou amenés à quitter leur fonction et son fonctionnement interne tend à empêcher leur émergence et leur mainmise sur le parti.

Enfin, si l'usage du net est également particulièrement présent dans le fonctionnement du parti, il reflète également certaines conceptions de l'organisation et de la répartition de l'autorité. La majorité des débats internes désormais s'établit sur des plateformes en ligne et notamment sur le site [x.piratar.is](http://x.piratar.is) qui semble

<sup>35</sup> Accessible sur [piratar.is/um-pirata/bokhald-og-rekstur/framkvaemdarad/](http://piratar.is/um-pirata/bokhald-og-rekstur/framkvaemdarad/) (consulté le 24 juillet 2021). Le règlement intérieur du parti est également accessible sur [piratar.is/um-pirata/log-og-reglur/](http://piratar.is/um-pirata/log-og-reglur/) (consulté le 24 juillet 2021). L'article 7 énonce le fonctionnement du Comité exécutif tandis que l'article 4 décrit le fonctionnement des assemblées générales et l'élection au tirage au sort d'un membre du Comité exécutif à l'alinéa 17.

n'avoir que peu évolué jusqu'à aujourd'hui<sup>36</sup>. Celui-ci permet l'adoption en continu de nouveaux points programmatiques depuis 2014, sur le modèle du fonctionnement du wiki. Il permet à la fois de faire de nouvelles propositions en ligne, de discuter et de voter pour celles-ci. Le recours aux réseaux devient non seulement incontournable, mais transforme également les façons de produire des décisions collectives. Il faut ajouter à cela une communication également largement basée sur les médias sociaux, dans un pays qui compte parmi les plus grands utilisateurs de Facebook<sup>37</sup>. L'accent mis sur l'horizontalité s'observe donc aussi sur les réseaux sociaux et sur les sites et forums du parti. Elle se caractérise notamment par l'absence de hiérarchisation immédiate des participations, il n'y a donc pas d'autorité sur x.piratar.is ni sur discourse.piratar.is qui procéderait à une sélection préalable des propositions pertinentes ou non. Toutes les paroles se valent au départ, c'est le plaisir ou l'intérêt suscité par telle ou telle proposition qui prétend prendre le pas sur les procédés classiques de légitimation de la parole politique reposant sur l'identité du locuteur. La valorisation de la figure de l'expert s'observe peu, *a contrario* celle de l'autodidacte se rencontre fréquemment. Comme en informatique, la politique est un domaine qui peut être investi, exploré, bidouillé, en somme piraté.

## Conclusion

Alors que les Pirates connaissent une popularité exceptionnelle et soutenue dans les sondages d'opinion en 2016<sup>38</sup>, les élections anticipées qui font suite aux *Panama Papers* semblent offrir une opportunité inespérée pour l'accès au pouvoir du tout jeune parti. Toutefois, l'emballage médiatique international autour des Pirates et de la possibilité de voir Birgitta Jónsdóttir accéder au poste de Premier ministre<sup>39</sup> se révèlent être l'une de ces déformations classiques familières aux représentations de l'Islande. En effet, le parti n'arrive finalement qu'en troisième position avec 14,5 % des voix, derrière les écologistes et le Parti de l'Indépendance. Un plafond semble avoir été atteint, qui se confirme par ailleurs avec les nouvelles élections anticipées de 2017 où cette fois le groupe politique n'atteint que 9,2 % des suffrages exprimés, tandis qu'une coalition hétéroclite mêlant les écologistes, le Parti de l'Indépendance et le Parti du Progrès arrive au pouvoir après plusieurs semaines de tractations. Mais l'on peut aussi estimer *a contrario* que les Pirates ont réussi là à s'implanter durablement dans le paysage politique islandais : ils restent finalement

<sup>36</sup> Accessible sur x.piratar.is/polities, consulté le 24 juillet 2021.

<sup>37</sup> En 2008, 89,1 % de la population islandaise bénéficie déjà d'un accès à internet, contre 68,2 % en France pour la même année, et a atteint aujourd'hui presque 100 %. En 2008, le pays est parmi les premiers au monde en termes de pénétration du réseau Facebook dans sa population avec près de 50 % d'habitants qui y possèdent déjà un compte.

PARFENI Lucian, « Close to Half of Iceland's Population Uses Facebook », softpedia.com, 28 septembre 2009 ;

FONTAINE Andie Sophia, « Iceland Tops The World In Per Capita Internet Use », grapevine.is, 29 janvier 2016.

<sup>38</sup> Pour l'évolution de la popularité des partis islandais sur ces dix dernières années, voy. notamment les travaux de l'institut MMR, accessible sur <https://mmr.is/fylgi-flokka-og-rikisstjornar>, consulté le 24 juillet 2021.

Les Pirates enregistrent jusqu'à 38,6 % d'intentions de vote en février 2016, devançant tous les autres partis, avant de progressivement redescendre jusqu'aux élections d'octobre 2016.

<sup>39</sup> « Will Iceland get a Pirate prime minister? », bbc.com, 28 octobre 2016.

l'un des rares partis issus des manifestations de 2008 à encore siéger au Parlement national. Les élections législatives de 2021, les premières depuis la pandémie, confirment cette implantation sur le temps long et montrent que le parti compte désormais parmi les principales forces de gauche en Islande, avec l'Alliance sociale-démocrate et le Mouvement des verts. Ceux-ci ont en tout cas d'ores et déjà marqué profondément l'histoire politique de leur pays et au-delà, en traçant une ligne idéologique particulièrement originale que nous n'avons pas fini d'explorer.

<b>Adéquation au populisme de gauche</b>		
<b>Points définitionnels selon Manuel Cervera-Marzal</b>	<b>Meilleur Parti</b>	<b>Pirates</b>
<b>1. Critique du néolibéralisme et des oppressions</b>	Pas de critique frontale du capitalisme. Dénonciation des autres types d'oppressions	Pas de critique frontale du capitalisme, le néolibéralisme en est perçu comme une dégénérescence. Dénonciation des autres oppressions
<b>2. Clivage peuple/oligarchie plutôt que gauche/droite</b>	Oui. Négation de l'axe gauche/droite au profit de la dénonciation des élites politiques	Oui. Négation de l'axe gauche/droite au profit de la dénonciation des élites politiques
<b>3. Leader charismatique</b>	Oui. Prise de décision arbitraire du fait d'un petit groupe, mené par Jón Gnarr	À nuancer. Des figures médiatiques, et des meneurs mais une organisation politique qui cherche à promouvoir l'horizontalité et la rotation des mandats
<b>4. Des mobilisations sociales pré-existantes</b>	Oui	Oui
<b>5. Rapport marqué aux affects politiques</b>	Oui. Usage de l'humour, valorisation de la figure du néophyte	Oui. Communication sur l'esthétique du geek, valorisation de la figure du néophyte et de l'autodidacte
<b>6. Réinvestissements de signifiants de droite</b>	Oui : de la nation, de l'indépendance islandaise, de la résistance aux puissances étrangères. Toutefois l'Islande, de par son passé d'ancienne colonie danoise, entretient un rapport différent à la nation et à la souveraineté qui préexiste à ces partis et qui a toujours été présent au sein des discours des partis de gauche. De la même façon, les citoyens islandais sont historiquement très confiants envers leur police, mais il faut souligner que ce corps n'est pratiquement pas armé et que le pays ne possède pas de force militaire, hormis quelques garde-côtes.	

Pour conclure et pour répondre à ma question initiale, j'ai tenté de concentrer dans un tableau la réponse à chacun des six points définitionnels du populisme de gauche que j'avais pris comme base au début de

mon article, appliqués aux deux formations post-2008 les plus susceptibles de s'y retrouver, à savoir le Meilleur Parti et les Pirates. Il résume l'ensemble des observations que j'ai déroulées ici, en particulier celles concernant le rapport au clivage gauche/droite, à l'économie capitaliste, à l'autorité du leader, à des mobilisations préexistantes telles que la Révolution des casseroles de 2008, et enfin le rapport aux affects qui se retrouvent dans certains usages de l'humour ou dans des références à la culture populaire et geek. J'ai moins souligné le dernier point, concernant l'usage de signifiants de droite qui m'aurait obligé à ouvrir tout un pan du rapport du public islandais aux concepts de nation ou de souveraineté et surtout à l'histoire d'un pays longtemps situé aux marges de l'Europe, et qui de fait a développé une relation très particulière à son indépendance<sup>40</sup>. Il suffit d'avoir à l'esprit que ces signifiants semblent avoir été moins source de fractures sur l'échiquier gauche/droite que par exemple la question de l'adhésion à l'OTAN ou à l'Union européenne<sup>41</sup>.

Au final est-il possible de dire que le Meilleur Parti ou les Pirates islandais s'ancrent dans une tradition globale du populisme de gauche ? Il faut tout d'abord y opposer une observation conséquente : si des membres ou des leaders du Meilleur Parti ou des Pirates peuvent parfois se saisir de l'étiquette de « populistes », il n'a jamais été possible d'observer de filiation revendiquée et explicite au concept même de populisme de gauche ou à l'œuvre de Laclau et Mouffe. De fait il ne serait pas raisonnable à mon sens de les rattacher trop vite à une telle tradition. Toutefois, il me semble qu'au-delà de ce problème de l'auto-désignation, les Pirates et le Meilleur Parti disent quand même quelque chose qui dépasse le simple cadre insulaire et prend racine dans une époque, des répertoires de mobilisations, des tactiques politiques qui empiètent sans aucun doute sur de nombreuses dimensions propres au populisme de gauche. En cela, oui, il est tout à fait possible d'observer chez le Meilleur Parti les indices d'un populisme de gauche tout comme chez les Pirates, où il s'apparente encore davantage à ce que je préfère désigner comme un « populisme libertaire », c'est-à-dire un populisme de gauche auquel s'ajouterait une aversion particulièrement prononcée pour toute autorité ou organisation pyramidale<sup>42</sup>.

Car si l'existence d'un chef charismatique est souvent présentée comme un critère inhérent et essentiel à la définition du phénomène populiste, elle n'est pas forcément antithétique avec celui-ci, en particulier si nous nous tenons à notre cadre conceptuel initial de populisme comme idéologie fine. Dans l'un de ses travaux les plus récents<sup>43</sup>, Pippa Norris propose également une distinction entre, d'une part, un clivage partisan populiste/pluraliste et un clivage autoritaire/libertaire s'ajoutant tous deux au plus traditionnel

<sup>40</sup> CORDIER Lionel, « "First New Society". Saisir le nationalisme islandais », *Nordiques*, 2022/1, n° 41 (à paraître).

<sup>41</sup> Sur ces sujets et sur la façon dont l'Islande cherche en permanence à s'assurer l'existence d'alliés et de protecteurs, voy. notamment INGIMUNDARSON Valur, *The Rebellious Ally: Iceland, the United States, and the Politics of Empire, 1945-2006*, Dordrecht and St. Louis, Republic of Letters Publishing, 2011 ; THORHALLSSON Baldur, « Domestic Buffer Versus External Shelter: Viability of Small States in the New Globalised Economy », *European Political Science*, 8 septembre 2011, vol. 10, n° 3, Londres, Palgrave MacMillan, pp. 324-336.

<sup>42</sup> Pour une lecture critique de l'association entre fort leadership et populisme, voy. notamment MUJDE Cas et KALTWASSE Cris-tóbal Rovira, « Populism and political leadership », *The Oxford Handbook of Political Leadership*, 2014, Oxford, Oxford University Press, pp. 376-388. Pour une analyse de mouvements populistes sans leaders, voy. aussi LÜDERS Adrian, URBANSKA Karolina, WOLLAST Robin et al., « Bottom-up Populism: How Relative Deprivation and Populist Attitudes Mobilize Leaderless Anti-Government Protest », *Journal of Social and Political Psychology*, 2021, vol. 9, n° 2, pp. 506-519.

<sup>43</sup> NORRIS Pippa, « Varieties of populist parties », *Philosophy and Social Criticism*, 2019, vol. 45, n° 9-10, pp. 981-1012, p. 995.

clivage gauche/droite afin de classer les partis européens contemporains dans un espace tridimensionnel. Si les partis islandais ne sont pas inclus dans cette typologie, il serait intéressant de les y intégrer afin également d'observer de quelles façons les Pirates se distingueraient de formations comme Podemos ou le Mouvement 5 Étoiles. Il est enfin fort probable que le système électoral islandais, la facilité de création de petits partis et l'existence d'un tissu social restreint et dense aient favorisé l'émergence d'un populisme critique de l'autorité quand des systèmes plus verticaux ont généré avec eux des mouvements plus hiérarchisés, mais il s'agit pour le coup d'une hypothèse qui exigerait aussi davantage d'explorations. Davantage connectée aux traditions politiques anglo-américaines et nordiques, ne faisant pas partie de l'Union européenne, le pays a été beaucoup moins traversé par certains des grands débats idéologiques ayant traversé la France et le sud de l'Europe sur les réajustements de la gauche après la crise de 2008. Une circulation des idées a toutefois bien eu lieu : rôle d'inspiration de la révolution des casseroles, invitation à l'étranger de membres de la Constituante islandaise et de figures politiques comme Jón Gnarr ou Birgitta Jónsdóttir, etc. Ces échanges et ces comparaisons continuent d'exercer des effets qu'il conviendrait aussi de décrire et d'analyser.

## Bibliographie

- BERNBURG Jón Gunnar, *Economic crisis and mass protest: the pots and pans revolution in Iceland*, Londres, New York, Routledge, 2016.
- CARSON Kevin, *Studies in Mutualist Political Economy*, CreateSpace, 2011.
- CASTAÑO Pablo, « Populismes de gauche en Europe : une comparaison entre Podemos et la France insoumise », *Mouvements*, 2018, vol. 96, n° 4, pp. 169-180.
- CASTELLS Manuel, *Networks of outrage and hope: social movements in the Internet age*, Cambridge, UK Malden, MA, Polity, 2013.
- CERVERA-MARZAL Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, 2021.
- CORDIER Lionel, « "First New Society". Saisir le nationalisme islandais », *Nordiques*, 2022/1, n° 41 (à paraître).
- DELLA PORTA Donatella, *Social Movements in Times of Austerity: Bringing Capitalism Back Into Protest Analysis*, Polity, 2015.
- DORNBUSCH Rudiger et EDWARDS Sebastian (dir.), *The macroeconomics of populism in Latin America*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.
- DURET-PUJOL Marie, « Coluche président. Histoire de la candidature d'un con », Lormont, Le Bord de l'eau, 2018.

- DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, coll. Points, Paris, Seuil, 1992, n° 255.
- FERNÁNDEZ-ALBERTOS José, *Los votantes de Podemos, del partido de los indignados al partido de los excluidos*, Catarata, 2015.
- GANDIN Lucas, « A carnavalização no discurso eleitoral de tiririca », in QUEIROZ Adolpho Carlos Françoso, TOMAZIELLO Paulo Sérgio et MACEDO Roberto Gondo (dir.), *Comunicação política e eleitoral no brasil: perspectivas e limitações no dinamismo político*, Americana, Politicom, 2012, pp. 33-44.
- GNARR Jón, *How I Became the Mayor of a Large City in Iceland and Changed the World*, Brooklyn, Melville House, 2014.
- HARDARSON Ólafur P., « Republic of Iceland », in SCHLAGER N. et WEISBLATT J. (dir.), *World Encyclopedia of Political Systems and Parties*, New York, Facts on Files, 2006, pp. 569-580.
- HARTLEB Florian, « Digital Campaigning and the Growing Anti-elitism: The Pirates and Beppe Grillo », *European View*, juin 2013, vol. 12, n° 1, pp. 135-142.
- INGIMUNDARSON Valur, *The Rebellious Ally: Iceland, the United States, and the Politics of Empire, 1945-2006*, Dordrecht and St. Louis, Republic of Letters Publishing, 2011.
- ISHKANIAN Armine et GLASIUS Marlies, « Re-claiming Democracy in the Square: Recent Social Movements and Civil Society Activism », *London School of Economics Report*, Londres, London School of Economics, 2013.
- LACLAU Ernesto et MOUFFE Chantal, *Hégémonie et stratégie socialiste : vers une radicalisation de la démocratie*, coll. Pluriel, Paris, Fayard, 2019.
- LÜDERS Adrian, URBANSKA Karolina, WOLLAST Robin et al., « Bottom-up Populism: How Relative Deprivation and Populist Attitudes Mobilize Leaderless Anti-Government Protest », *Journal of Social and Political Psychology*, 2021, vol. 9, n° 2, pp. 506-519.
- MALHERBE Léo, *Crise et contestations du pouvoir d'émission monétaire des banques : le cas islandais*, thèse de doctorat en sciences économiques soutenue à l'Université de Bordeaux le 11 janvier 2021.
- MARTIN Pierre, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.
- MIEGEL Fredrik et OLSSON Tobias, « From Pirates to Politicians: The Story of the Swedish File Sharers Who Became a Political Party », in CARPENTIER N. (dir.), *Democracy, Journalism and Technology: New Developments in an Enlarged Europe*, Tartu, Tartu University Press, 2008, pp. 203-215.
- MOUFFE Chantal, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016.
- MOUFFE Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018.
- MUDDE Cas, « The populist zeitgeist », *Government and opposition*, 2004, vol. 39, n° 4, pp. 541-563.
- MUDDE Cas et KALTWASSER Cristóbal Rovira, « Populism and political leadership », *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2014, pp. 376-388.

- MUDE Cas et KALTWASSER Cristóbal Rovira, *Populism: A very short introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2017.
- NEUNER Fabian G. et WRATIL Christopher, « The Populist Marketplace: Unpacking the Role of “Thin” and “Thick” Ideology », *Political Behavior*, 2020.
- NORRIS Pippa, « Varieties of populist parties », *Philosophy and Social Criticism*, 2019, vol. 45, n° 9-10, pp. 981-1012.
- PLACE Joseph Jack, « Zelensky and Servant of the People: New Party, Old Problems—An Examination of Volodymyr Zelensky’s Ideology and Progress », in CHRISTENSEN S.C. (éd.), *Analyzing Political Tensions Between Ukraine, Russia, and the EU*, IGI Global, 2020, pp. 270-297.
- PROPPE Hulda, « “Welcome to the Revolution!”: Voting in the Anarcho-Surrealists », in DURRENBERGER E. Paul et PÁLSSON Gisli (dir.), *Gambling Debt: Iceland’s Rise and Fall in the Global Economy*, Boulder, University Press of Colorado, 2015, pp. 79-92.
- RODRIK Dani, « Populism and the economics of globalization », *Journal of international business policy*, 2018, 1(1), pp. 12-33.
- STANLEY Ben, « The thin ideology of populism », *Journal of Political Ideologies*, février 2008, vol. 13, n° 1, pp. 95-110.
- THORHALLSSON Baldur, « Domestic Buffer Versus External Shelter: Viability of Small States in the New Globalised Economy », *European Political Science*, 8 septembre 2011, vol. 10, n° 3, Londres, Palgrave MacMillan, pp. 324-336.

# “ Table des matières/ Table of contents ”

## Articles

- ☐ Introduction :
  - Un cycle populiste de gauche dans l'Europe post-2008.....7  
Arthur Borriello, Manuel Cervera-Marzal
  - 1. Saisir le populisme de gauche dans le temps et dans l'espace .....7
  - 2. Succès et limites d'une hypothèse politique .....9
    - 2.1. Un contexte institutionnel hostile ..... 10
    - 2.2. Des virages stratégiques ..... 11
    - 2.3. Des défis organisationnels..... 12
  - 3. Structure du dossier ..... 12
  - 4. Enseignements et perspectives de recherche..... 14
  - Bibliographie ..... 15
  
- ☐ Le local désinvesti ?
  - Une analyse de l'ancrage territorial de Podemos et de la France insoumise ..... 19  
Vincent Dain
  - 1. Un constat implacable : des contre-performances aux élections territoriales .....23

2. Territorialiser la structure partisane : la grande divergence.....	27
3. Se saisir de l'analyse localisée pour mieux comprendre les avatars partisans du populisme de gauche.....	32
Bibliographie.....	35
<b>☐ Syriza, Podemos, la France insoumise : (dés)engagement militant dans les partis « populistes de gauche ».....</b>	<b>37</b>
<b>Arthur Groz</b>	
Introduction – Au sujet du « populisme de gauche ».....	38
1. Conséquences politiques de la crise de 2008.....	38
2. (Re)construire les carrières militantes confrontées à la professionnalisation. Dynamiques ascendantes, stagnantes, et ruptures.....	40
3. Les carrières « ascendantes » : de l'engagement à la professionnalisation.....	42
4. Les carrières « rompues » : désengagement temporaire, définitif, et bifurcations.....	44
5. Les carrières « stagnantes ».....	47
6. Stratégie « populiste de gauche » et professionnalisation de l'engagement.....	48
Conclusion – La professionnalisation, horizon indépassable de la politique contestataire ?.....	51
Bibliographie.....	52
<b>☐ Théorie et pratique du populisme de gauche chez Jean-Luc Mélenchon.....</b>	<b>57</b>
<b>Valantin Soubise</b>	
1. Le matérialisme mélenchoniste et sa critique de l'« idéalisme » philosophique.....	59
2. Réflexivité et théorisation d'un dirigeant populiste de gauche.....	61
3. Le primat de la souveraineté du peuple dans les analyses respectives de Mélenchon et de Laclau.....	64
4. Le rôle de la plebs dans le populus du populisme de gauche.....	66
5. Jean-Luc Mélenchon n'est pas (et ne pense pas être) un « signifiant vide ».....	69
6. De la gauche au peuple... et du peuple à la gauche.....	70
7. Le populisme mélenchonien : un républicanisme reconstituant.....	72
8. Le syncrétisme mélenchonien : un bricolage théorique répondant aux besoins de la pratique.....	73
Bibliographie.....	76





## Articles

- ☐ Introduction :  
Un cycle populiste de gauche dans l'Europe post-2008.....7  
Arthur Borriello, Manuel Cervera-Marzal
- ☐ Le local désinvesti ?  
Une analyse de l'ancrage territorial de Podemos et de la France insoumise .....19  
Vincent Dain
- ☐ Syriza, Podemos, la France insoumise :  
(dés)engagement militant dans les partis « populistes de gauche » .....37  
Arthur Groz
- ☐ Théorie et pratique du populisme de gauche chez Jean-Luc Mélenchon.....57  
Valantin Soubise
- ☐ Left Populism and the Crisis of Social Democracy  
**Examining the Podemos-PSOE relationship in Spain, 2014-2020** .....77  
Guillermo Fernández-Vázquez, Jorge Tamames
- ☐ Un populisme libertaire ?  
Comprendre l'émergence de nouvelles formations politiques  
dans l'Islande post-2008.....103  
Lionel Cordier